





MÉMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de Master 1 Gestion Territoriale du Développement Durable

2021-2022

LA CRÉATION D'UNE MAISON ÉCOCITOYENNE À CENON :

LA MISE EN PLACE D'UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ENTRE LEVIERS ET FREINS

PRÉSENTÉ ET SOUTENU PAR :

Camille Pouzargue

SOUS LA DIRECTION DE:

Sandrine Vaucelle

Stage réalisé à la Maire de Cenon du 1 mars au 31 août 2022 Tutrice professionnelle : Marie-Hélène Filleau - Chargée de mission transition écologique et citoyenne

RESUMÉ & MOTS CLÉS

Mots clés : Action publique locale, transitions, maison écocitoyenne, Cenon, bordeaux, levier, frein

Résumé : Ce travail porte sur la mise en place des transitions à l'échelle locale. Il se base sur une expérience de 6 mois au sein de la Mairie de Cenon (33150) au sein du service Transition écologique et citoyenne dont l'objet était la mise en place d'une maison écocitoyenne. Il s'agit d'une réflexion sur les leviers et les freins avec lesquels les municipalités doivent faire pour pouvoir mettre en place toutes les transitions sur leurs territoires. Les leviers de l'action locale, comme les freins, peuvent être liés à la question des échelles, à la transversalité des problématiques, aux acteurs territorialisés...

Keywords: Local public action, transitions, sustainable development, Cenon, Bordeaux, lever, curb

Summary: This paper focuses on the implementation of transitions at the local level. It is based on a 6-month experience within the City of Cenon (33150) in the Ecological and Citizen Transition Department, whose objective was the implementation of an eco-citizen house. It is a reflection on the levers and the curbs with which the municipalities must deal in order to implement all the transitions on their territories. The levers of local action, as well as the obstacles, can be linked to the question of scales, to the transversality of the problems, to the territorialized actors...







REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué au succès de mon stage et qui m'ont aidée lors de la rédaction de ce mémoire.

Je voudrais dans un premier temps remercier, mon enseignante référente, Mme Sandrine Vaucelle, pour sa patience, ses réflexions qui ont contribué à alimenter ma réflexion et ses précieux conseils lors de la relecture de mon mémoire. Merci également à mes professeurs de master pour m'avoir transmis suffisamment d'éléments méthodologiques pour rédiger ce mémoire.

Je voudrais ensuite exprimer ma reconnaissance envers mes collègues de la mairie de Cenon qui m'ont apporté leur soutien moral et intellectuel tout au long de mon stage en m'intégrant chaleureusement et en me permettant de prendre connaissance du fonctionnement d'une collectivité.

Je tiens à particulièrement remercier ma tutrice, Mme Marie-Hélène Filleau, qui m'a permis de m'épanouir pleinement dans ce stage, en m'intégrant dans ses diverses missions, de gagner en assurance, en me faisant confiance et en me laissant en autonomie. Merci également, pour nos nombreux échanges et pour toutes ses pauses méridiennes partagées.

SOMMAIRE

Remerciements	<u></u> р.З
Sommaire	p.4
Tables des acronymes	p.6
Tables des logos	
Introduction	
1] La mise en place d'une maison écocitoyent une action publique de transition	1e : p.12
1.1. A l'échelle plus globale : un contexte qui encourage les transit	
 1.1.a. Avant des actions publiques locales, l'intégration des problématiques environnementales sur la scène internationale 	res p.13
1.1.b. Le ministère de l'environnement français : révélateur de l'intégrati niveau national	on au
1.2.Cenon, une commune métropolitaine avec de très fortes divers	ités
1.2.a. La géographie de Cenon	p.17
1.2.b. La mairie de Cenon	p.19
1.2.c. L'identité de Cenon et ses représentations dans la métropole borde	
1.3.Définir le terme de maison écocitoyenne : un enjeu clé	•
1.3.a. Définition du terme "écocitoyen"	•
1.3.b. Définition d'une maison écocitoyenne	
1.3.c. Naissance du projet de maison écocitoyenne	p.27
1.3.d. Les liens avec la maison écocitoyenne de Bordeaux Métropole	
	p.28
1.4.Méthodologie de projet pour la mise en place d'une maison écocitoyenne	p.34
2] L'action publique territoriale : entre levier	
d'action et freins pour la transition	p.36
2.1.Le rôle des politiques publiques locales dans les transitions	p.36
2.2. La question de l'imbrication et des changements d'échelles 2.2.a. Le bon choix d'échelle	p.38
2.2.b. La confusion dans la multitude d'échelles	p.41
2.2.c. L'articulation entre les échelles	
2.3. Les liens entre le monde de la recherche et la politique influer grandement la mise en place du développement durable	ice aussi

2.4. L'operationnalisation des actions publiques de transition	S
2.4.a. L'aspect financier : une question importante mais pas inconto	
2.4.b. Les transitions : la transversalité est nécesaire pour assurer l	l'efficacité.
2.4.c. La réalité de terrain : les projections ne correspondent pas to réalités.	-
Les acteurs territoriaux : rôles essentie mise en place des politiques publiques	
ansitions	
3.1. La question culturelle : une problématique majeure dan laquelle l'action est complexe.	
3.1.a. L'importance d'une culture des transitions	p.52
3.1.b. Action sur l'identité culturelle collective	p.56
3.2. Les leviers que les acteurs territorialisés doivent s'avoi pour être efficace	r activer
3.2.a. Avoir des acteurs compétents et en lien avec le territoire	p.58
3.2.b. S'appuyer sur la proximité avec les habitants	p.59
3.3. Les freins que les acteurs territorialisés doivent s'avoir o pour être efficace	contrer
3.3.a. Comprendre et gérer la question du temps et de la rapidité d'action	
3.3.b. Identifier les liens entre les changements sociétaux, les	
compétences des acteurs et les résistances.	p.61
3.3.c. Appréhender les rivalités entres les acteurs	p.62
3.4. Le Rôle peu penser et analyser d'agent territorial	
3.4.a. L'impossible objectivité totale de l'agent	p.65
3.4.b. La force des ressources humaines	p.66
3.4.c. L'inadéquation institutionnelle : divergence entre la volonté et les réalités des institutions publiques	p.68
onclusion & Bilan	p.71
bliographie	p.77
able des illustrations	
	p.ou
nneve	n 81

TABLE DES ACRONYMES

AAP: Appel à Projets

AMI: Appel à Manifestation d'Intérêt

CAMP: Cellule d'Accompagnement à la modernisation des pratiques

DGA: Directeur.rice général.e adjoint.e

DGS : Directeur.rice général.e des Services

GIP: Groupement d'intérêt prioritaire

GPV: Grand projet de Ville

INET : Institut national des études territroiales

MNE : Maison de la Nature et de l'environnement

NPNRU: Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain

NUPES : Nouvelle union populaire écologique et sociale

ODD : objectif du développement durable

ONG: organisation non gouvernementale

ONU: organisation des nations unies

PAT: plan alimentaire territoriaux

PIB : produit intérieur brut

TEC : Transition écologique et citoyenne

UNESCO: Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

TABLES DES LOGOS



Logo de la ville de Cenon



Logo des Labo Mobile organisaient par le département de la Gironde



Logo et Nom de la Maison écocitoyenne de Cenon (en cours de création)



Logo de la Maison écocitoyenne de Bordeaux Métropole



Logo des Projets Alimentaires Territoriaux

INTRODUCTION

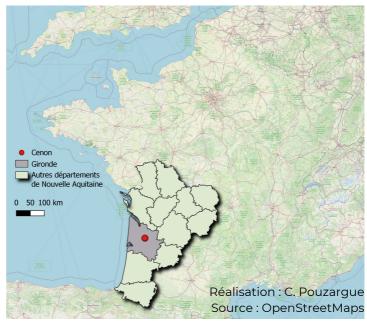
Depuis les années 1960, les scientifiques alertent de plus en plus sur les conséquences du changement climatique, la dégradation de l'environnement et l'épuisement et la surexploitation des ressources. Les rapports se sont multipliés et le concept de développement durable est peu à peu entré dans les esprits. Le changement climatique n'a jamais été perçu aussi concrètement qu'actuellement. D'abord avec les messages choc du dernier volet du 6ème rapport du GIEC : "3 ans pour agir" qui s'est répandu sur les réseaux sociaux, allant jusqu'à envahir le terrain de Roland Garros. Ce slogan se rapporte au fait que les experts estiment que le pic d'émission des gaz à effet de serre doit être dépassé d'ici à 2025 et aller vers la décrue. Mais ce qui fait réellement prendre conscience à chacun des réalités du changement climatique c'est les conditions météorologiques de cet été 2022. conséquences ne sont plus lointaines et seulement prévisionnelles, elles touchent la majorité des français : c'est la première fois depuis sa mise en place que la Gironde déclare deux fois le plan canicule dans un même été, plusieurs villes battent leurs records de chaleur, les images aériennes de la France asséchée ont énormément circulé, les incendies se multiplient et 48 500 hectares ont brûlé depuis le début de l'année : des chiffres inédits... Cette situation se perçoit aussi dans les médias qui n'ont de cesse d'utiliser des titres chocs : le 17 juillet, le Courrier International titre "L'Europe dans l'enfer de la canicule et du changement climatique", quand Libération choisit le 25 juillet "Tous les feux sont au rouge", sur FranceInfo le 8 aout nous pouvons lire "On s'est pris le réchauffement climatique en pleine tête", ou encore le 11 août c'est le Figaro qui titre "L'été 2022, annonciateur du climat à venir". Cette prolifération d'articles qui lient les conditions météorologiques actuelles et le changement climatique montre que ces thématiques sont rentrées dans l'opinion publique, cependant ces articles ne sont pas vraiment des articles de fond pour comprendre les changements en cours, la population a donc besoin de s'appuyer sur d'autres ressources, comme celles fournies par les pouvoirs publics.

Les efforts et actions à mettre en place pour faire face à cette situation doivent autant émaner des individus et des ménages que des secteurs publics

et privés. C'est la société dans son ensemble qui doit réduire son impact environnemental en diminuant la consommation de biens et de services, en rénovant les logements et en privilégiant des sources d'énergies renouvelables (Timsit et Grandjean, 2020). D'après une étude réalisée par Greenflex en 2017, les Français ne veulent pas endosser l'effort du « développement durable » seuls. Ils attendent clairement que chaque acteur de la société (Etat, industriels et marques, associations, distributeurs) porte et assume un rôle".

C'est dans cette perspective que mon stage a eu lieu à la mairie de Cenon auprès de la chargée de mission transition écologique et citoyenne, un poste créé en janvier 2021.

Cenon est une commune d'environ 25 000 habitants, du département de la Gironde en Nouvelle-Aquitaine. Son maire est M. Jean-François Egron, conseiller qui est aussi départemental et viceprésident de **Bordeaux** Métropole.



Carte 1 : Carte de localisation de Cenon en France.

Cenon fait partie de la Métropole de Bordeaux. Créée en 2015, suite à la loi NOTRe, la métropole bordelaise compte 28 communes et 814 049 habitants (Insee 2019). Il existe des écarts très importants entre les communes, certaines étant très urbaines quand d'autres sont périurbaines, voire rurales.



Carte 2 : Carte de localisation de Cenon dans Bordeaux Métropole.

Ma fiche de poste devait porter sur la création et l'expérimentation du fonctionnement de la maison écocitoyenne de Cenon (offre de stage en annexe 1), mais les circonstances ont fait que le projet a moins avancé que prévu. Les services du patrimoine et de la communication étaient en sous-effectifs et n'avaient donc pas leurs modes de fonctionnement habituels, l'avancement de tous les projets a été ralenti. La Maison écocitoyenne de Cenon, dont on sait aujourd'hui que le nom sera "La Source", est une promesse de la campagne municipale de 2020. Elle se trouvera dans le futur Parc de la Mairie, donc dans le bas Cenon. Le projet a été ralenti par la difficulté de réaliser de front à la fois les aménagements du lieu, le choix de l'identité visuelle et la communication. L'objectif de ce lieu sera d'accueillir du public et des citoyens pour les informer et les sensibiliser à toutes les transitions, de créer des liens entre les associations présentes sur le territoire et d'être un lieu repère des transitions à Cenon.

Cependant, j'ai ainsi pu m'ouvrir à d'autres missions de la chargée de mission TEC de Cenon. J'ai ainsi participé à :

- L'animation du tout-nouveau Comité Consultatif de la transition écologique de Cenon : en participant à la préparation des réunions en amont en collaboration avec les élus en charge du comité et la chargée de mission transition écologique et citoyenne, en animant les réunions et les plénières et en dynamisant les relations entre les membres du Conseil entre les rendez-vous.
- La réflexion sur le plan de transition interne : en participants aux réunions de réflexion, en réalisant un benchmark des plans similaires dans d'autres structures et en proposant des visuels de communications sur ce plan.
- La mise en place du Projet alimentaire territorial (PAT) : en participant aux réunions, en réalisant et diffusant des comptes-rendus et en participant au suivi des associations concernées.
- L'accompagnement de 2 équipes de jeunes volontaires en service civique, ambassadeurs du vélo et du développement durable : en participant au suivi nécessaire à leurs missions.

Le chronogramme de mes missions se trouve dans l'annexe 2. Ce stage a été l'occasion de me rendre compte du fonctionnement et de l'impact qu'une collectivité territoriale locale peut avoir sur son territoire, c'est ce fonctionnement qui m'a particulièrement marqué, ce qui explique mon choix de problématique. J'ai choisi de parler principalement de ma mission originelle qui portait sur la maison écocitoyenne, car c'est elle qui fait le lien avec toute les autres, c'est aussi elle qui m'a permis d'être en contact avec une diversité d'acteurs importante.

Qu'est-ce qu'une action publique pour les transitions et comment permet-elle d'actionner des leviers pour mettre en place localement les transitions, tout en étant limitée par des freins?

Le présent rapport vise ainsi à décrire dans un premier temps la mise en place de la maison écocitoyenne à Cenon, en axant sur le contexte et les problématiques que cela soulève, pour montrer ce qu'est une action de transition écologique. Les freins et les leviers avec lesquels l'action publique doit composer viennent ensuite comme grille de lecture des actions publiques pour les transitions, enfin une attention particulière sera portée à la question des acteurs.

1] LA MISE EN PLACE D'UNE MAISON ÉCOCITOYENNE : UNE ACTION PUBLIQUE DE TRANSITION

Cette partie va être consacrée à comprendre ce qu'est une action publique en faveur des transitions. Pour cela, nous allons étudier la mise en place de la maison écocitoyenne de Cenon pour pouvoir ainsi en comprendre les enjeux, mais aussi le processus de mise en place d'une telle action.

1.1. A une échelle plus globale : un contexte qui encourage la préparation aux transitions

1.1.a. Avant des actions publiques locales, l'intégration des problématiques environnementales sur la scène internationale

Le concept de développement durable date des années 1970, bien qu'il ne soit pas formulé ainsi. Durant cette décennie, la question démographique inquiète, les théories malthusiennes reviennent avec l'ouvrage La Bombe P. de Paul Ehrlich publié en 1968 qui traite de l'explosion démographique. En octobre 1973 avec la crise pétrolière, les pays développés craignent de ne plus avoir assez de ressources pour maintenir leur niveau de vie.

Parallèlement, les effets de l'industrialisation commencent à atteindre l'opinion publique en raison des catastrophes environnementales médiatisées comme la pollution au mercure des eaux de la Baie de Minamata au Japon entre 1953 et 1959 qui amène à faire le lien entre environnement et santé ou la catastrophe du Torrey Canyon en 1967 qui fait prendre conscience de l'impact de l'homme sur la nature. En 1968, lors de la conférence Biosphère de l'UNESCO l'idée d'un "développement écologiquement viable " est avancée. En France, en 1971, le premier "Que sais-je?" sur l'environnement est publié, vulgarisant et rendant accessibles des données sur les pollutions et les risques de la conquête technique (Brunel, 2018). L'année suivante, en 1972, le rapport du Club de Rome, The limits to Growth est publié dans 30 langues.

Ce rapport se base sur des projections mathématiques et scientifiques qui annoncent que dans l'état des connaissances de l'époque, l'épuisement des réserves mondiales de pétrole et de gaz sera d'ici à la fin des années 1980. Ce rapport remet en cause le modèle de croissance productiviste des pays développés. La première conférence mondiale des Nations Unies sur l'environnement se tient la même année et a donné lieu à la création du Programme des Nations unies pour l'environnement.

L'idéologie écologiste s'insère donc peu à peu dans l'opinion publique, durant cette décennie 1970. Mais, cela n'est pas encore la période de l'écologie selon Sylvie Brunel : l'idéologie majoritaire est le développement et il faut aider les pays à se développer de la même manière que les pays occidentaux l'ont fait, pour ainsi éviter qu'ils ne deviennent des pays communistes. Durant la guerre froide, cette idéologie prédomine car elle est défendue par les Etats-Unis, alors lère puissance mondiale. Cela conduit notamment à la création de l'Aide pour le Développement (Brunel, 2018).

C'est à la fin de la Guerre Froide, en 1991, que l'écologie peut se faire une place sur la scène internationale car Sylvie Brunel montre que le concept de développement est alors remis en question. Déjà avec la Crise de la Dette des années 1980, les pays du Sud (le Mexique en premier, puis l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay et peu à peu, la plupart des pays du tiers monde) avaient commencé à se détourner de la notion. Mais en plus, l'Aide pour le Développement diminue, car il ne s'agit plus d'une action stratégique, les aides sont alors présentées comme n'étant plus que de la charité : " le discrédit de l'aide suscite dans son sillage le discrédit du développement, dénoncé en tant que « religion occidentale », idéologie impérialiste, instrument de la domination de l'Occident sur les pays du Sud" (Brunel, 2018).

La sortie de la guerre froide marque aussi l'avènement des ONG. Les crises humanitaires se multipliant, alors que les Etats-nations s'affaiblissent, la société civile monte en puissance. En réponse à la multiplication des catastrophes industrielles (comme les émanations toxiques à Seveso en 1976, la marée noire en Bretagne provoquée par l'Amoco Cadiz en 1978, Tchernobyl en 1986...) ce sont les ONG environnementales qui se multiplient.

Cependant, celles-ci sont rapidement critiquées, Sylvie Brunel parle "d'ingérence écologique" car les ONG gagnent énormément de pouvoir et de relations, mais restent souvent étrangères à leurs territoires d'interventions. Elles ne prennent donc pas souvent en compte les populations locales, leurs droits et leurs cultures. Le discours des ONG est alors loin d'être objectif assimilant les pays du Sud aux mythes du jardin d'Eden, risquant d'être détruit par les populations locales (Brunel, 2019). Durant cette période les autres piliers du développement durable sont écartés des préoccupations internationales, la protection de la nature est prioritaire. Le budget annuel attribué à la préservation des espaces augmente de 180% entre 1987 et 1991 (Brunel, 2019).

Différents mouvements s'opposent à ces accusations très "colonialistes", comme le tiers-mondisme, le malthusianisme, ou certains géographes comme George Rossi en défendant l'idée qu'aucun milieu n'est pas anthropisé. Encore aujourd'hui lorsque la forêt amazonienne est évoquée dans les médias elle est souvent qualifiée de "forêt vierge" : en avril 2021 le journal "Lacroix" titre " Le monde est-il impuissant face à la destruction de la forêt vierge", Libération et Le Figaro en mars 2021 titres "Forte hausse de la destruction de la forêt vierge tropicale en 2020". Cela concerne autant les journaux traditionnellement à Gauche que ceux traditionnellement à Droite et cela montre bien que ces croyances d'un milieu primaire, intouché par l'Homme perdurent encore.

1.1.b. Le ministère de l'environnement français : révélateur de l'intégration au niveau national

En France, la décennie 1970 est aussi importante pour l'environnement : pour la première fois un ministère porte sur ce sujet, Robert Poujade rentre au gouvernement comme "ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement". Être auprès du premier ministre permet de construire une politique efficace, mais cela montre aussi l'importance accordée à ce nouveau ministère. Pour Bettina Laville cela marque le début de la première période du ministère de l'environnement en France (Blatrix, Edel, 2021). Elle en identifie trois, auxquelles je rajoute une dernière période correspondant au ministère de 2022.

Figure 1 : Du ministère de l'environnement français

1971-1988	1988-2007	2007 - 2022	2022- ?
<u>De Robert</u> <u>Poujade à Brice</u> <u>Lalonde :</u> Construction du ministère, peu d'agents, peu d'argents.	De Brice Lalonde au Grenelle: Conjoncture favorable pour un changement Environnement prend de l'importance petit à petit Durant cette période	Depuis Jean Louis Borloo et le Grenelle: Changement de structure conséquent: création d'un Grand Ministère par la fusion de l'Environnement et de l'Équipement. Le but était de réconcilier l'équipement et	Depuis Christophe Béchu et Agnès Pannier-Runacher: Changement de structure: la transition écologique et énergétique sont séparées en deux ministères.
	le ministère change d'appellations régulièrement mais pas de structure.	l'environnement, et permettre la transversalité sur certains sujets.	

Réalisation : C. Pouzargue Source : Blatrix, Edel, 2021

La figure 1 évoque le fait que le Grand ministère créé suite au Grenelle de l'environnement à permis d'améliorer les relations entre différentes missions ministérielles. Des tensions dataient de la création même de ministère en 1971 "dès l'origine du ministère de l'environnement, les grandes administrations le regarderont comme une administration, qui les a amputées de services qu'elles avaient créés avec enthousiasme." (Laville, 2010). Au fur et à mesure que les gouvernements se succèdent le ministère de l'environnement sera parfois associé à différentes administrations, sous Valéry Giscard d'Estaing il est par exemple intégré au Grand ministère de la qualité de la vie avec les administrations du tourisme et des sports ou encore avec l'administration de l'équipement.

En 1988, le contexte est favorable au renouveau pour le ministère de l'environnement français car : les partis politiques écologiques sont en train de se créer et le contexte international de fin de Guerre Froide est favorable. Durant cette période, le terme de développement durable va s'installer dans le ministère avec Roselyne Bachelot en 2002 qui est "Ministre de l'écologie et du développement durable" dans le premier gouvernement Raffarin.

Le Grand ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement est créé en 2007 avec l'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir, il regroupe

l'environnement et l'équipement comme le montre la figure 1. Cela change radicalement la vision et l'importance accordée à ce ministère. En 2017 avec le gouvernement d'Edouard Philippe, le mot développement durable disparaît pour être remplacé par le ministère de la transition écologique et solidaire, qui inclut le ministère des transports, cependant l'idéologie reste la même : de plus en plus de domaines sont inclus dans ce ministère.

Définition de la notion de transition, dans la fiche THEMA réalisée en juin 2017: "Le ministère de la transition écologique et solidaire institutionnalise la notion de transition, qui prend depuis quelques années une place croissante dans la réflexion et l'action pour une société plus durable. Qu'elle soit écologique, énergétique, sociale, solidaire, économique, démocratique, numérique ou encore managériale, la transition se caractérise par une transformation profonde des systèmes. "(Boissonade, Monnoyer-Smith, 2017).

Enfin la dernière période a débuté cette année : le nouveau gouvernement car la transition écologique est séparée de la transition énergétique. Le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires réunit les domaines suivants : l'aménagement et la cohésion des territoires, l'urbanisme, les transports, le logement, la protection de la nature et la biodiversité.

Cette réflexion sur l'intégration de la notion de développement durable puis de transition à l'échelle nationale est importante, elle permet de connaître le contexte et de savoir ce qui a permis d'intégrer ces notions localement et territorialement. Le vocabulaire utilisé au niveau national s'inscrit aussi localement, le poste de chargé de mission créé en Cenon en 2021 porte l'intitulé "chargée de mission transition écologique et citoyenne", ce qui illustre cette idée du passage d'une transition à de multiples. illustrée par le dernier gouvernement.

Cette montée en puissance des termes de développement durable puis sa critique et le passage au terme de transitions, se retrouvent aussi à l'échelle internationale. Cela est décrit dans l'annexe 3.

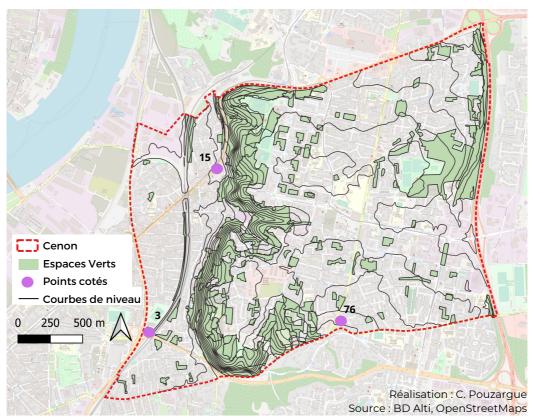
1.2. Cenon, une commune urbaine avec de très fortes diversités

1.2.a. La géographie de Cenon

Cenon, commune située dans le département de la Gironde, en région Nouvelle-Aquitaine, compte 25000 habitants. Cenon est une ville de la Rive Droite de la Métropole, qui a longtemps eu une image et une identité perçues négativement. Pourtant la ville profite d'un site et d'une situation favorable : sa situation, commune limitrophe de Bordeaux, accessible en transport en commun, dotée d'une gare multimodale, traversée par le tram, bordée par la rocade et par la route nationale 10, lui permet d'être avantagée sur la question des réseaux de transports. Un autre atout de Cenon est son inscription dans une démarche à différentes échelles et donc son implication dans différents réseaux institutionnels :

- Cenon est en Gironde, un département dont les démarches de développement durable s'illustrent notamment grâce à un Agenda 21 relativement innovant dès 2004 et M. Egron, le maire de Cenon est aussi Conseiller départemental.
- La ville fait aussi partie de la Métropole Bordelaise (anciennement « Communauté Urbaine de Bordeaux entre 1968 et 2016), là aussi M. Egron en est un des vice-présidents et 3 conseillers municipaux sont aussi conseillers métropolitains.
- Cenon est membre du Grand Projet de ville, un groupement d'intérêt public, co-créé avec Floirac, Lormont et Bassens, 4 villes avec des problématiques socio-économiques similaires et qui sont les villes d'accueil originelles d'une vaste Zone à urbaniser en priorité (ZUP) des années 1960-1970 sur la Rive droite de la Garonne.

Carte 3: Carte des reliefs de Cenon

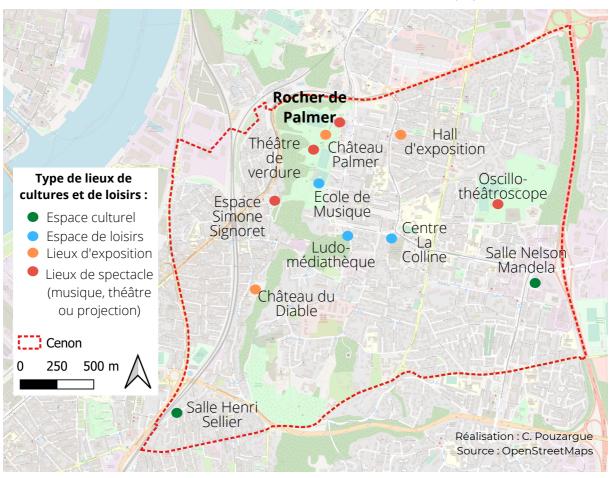


Concernant le site de la ville, 20% de son territoire est boisé, elle est séparée entre un Bas-Cenon qui a un minimum de 3 m d'altitude, dont une partie est en zone inondable, et un Haut-Cenon à maximum 76 m d'altitude. Cenon met en avant cette complémentarité entre son site et sa situation dans sa communication, un des slogans affichés par la ville étant " Cenon, bien ici, vite ailleurs".

Mais la devise emblématique de Cenon qui se lit dans son logo et se retrouve sur de nombreux supports, est "Cenon, une nature, des cultures". Elle fait aussi référence au site de la ville, très boisé mais aussi, et surtout, à son histoire. La ville est fière d'afficher que "pas moins de 50 nationalités sont présentes" sur son territoire. Cette diversité est liée à l'histoire de Cenon qui historiquement à toujours accueilli des populations issues des vagues successives d'immigration venant s'installer à Bordeaux.

Les profils socio-économiques de la ville révèlent aussi la diversité des habitants, des cas de pauvreté importante, côtoient les nombreuses personnes CSP+ qui viennent s'installer sur le territoire.

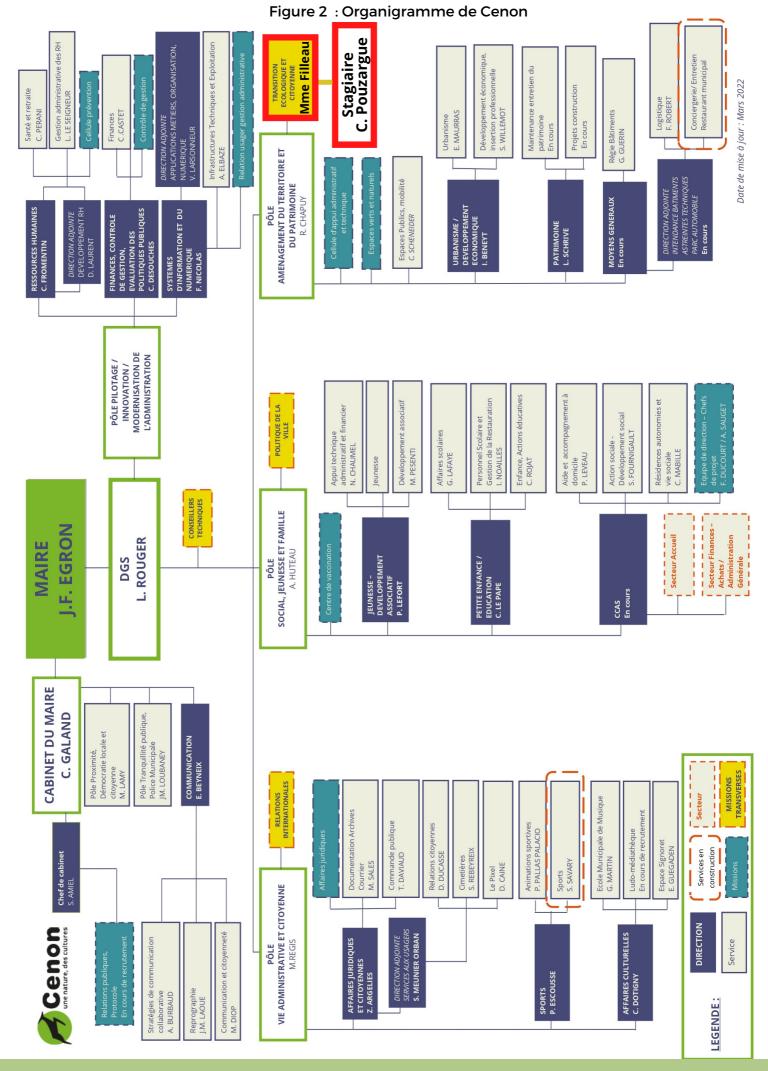
Carte 4: Les lieux culturels et de loisirs à Cenon (33)



L'héritage de cette diversité s'exprime aujourd'hui par dans de nombreux lieux d'expositions, des salles de spectacles, un théâtre de poche qui ont une aire d'attractivité métropolitaine. Mais le Rocher de Palmer, ouvert en 2010 : lieu de spectacle où les talents internationaux et les artistes locaux se croisent, et où l'accent est mis sur les musiques du monde, a lui, une aire d'influence plus importante. Pour Cenon, il s'agit d'un lieu très attractif. D'autres projets se poursuivent dans le domaine de la culture comme l'installation d'un satellite du cinéma d'arts et d'essais "Utopia".

1.2.b. La Mairie de Cenon

La mairie de Cenon compte 550 agents, ils sont organisés autour du Cabinet du maire et de la Direction générale des services et de 3 pôles administratifs, comme présenté dans l'organigramme suivant.



L'organigramme de Cenon est révélateur d'une nouvelle dynamique de modernisation, impulsée par la Directrice générale des services (DGS) arrivée sur le poste en 2020, au début du mandat en cours : des missions transversales importantes lui sont directement reliées comme, entre-autres, la Cellule D'Accompagnement à la Modernisation des Pratiques (CAMP). Ainsi qu'aux 3 Directions générales adjointes (DGA), bénéficiant du poids et du positionnement de ces niveaux hiérarchiques. L'administration communale travaille en mode projet. Les DGS et les DGA sont des postes apparus au début des années 1990, ils peuvent "être déchargés de leurs fonctions par l'exécutif" (Douillet, 2017). Les DGS est alors un poste entre politique et administratif que Douillet qualifie de "rôle prescriptif". La mairie est le plus petit échelon des EPCI (établissement public de coopération intercommunale), elle répond au besoin quotidien de la population. Ses compétences sont présentées dans la figure suivante.

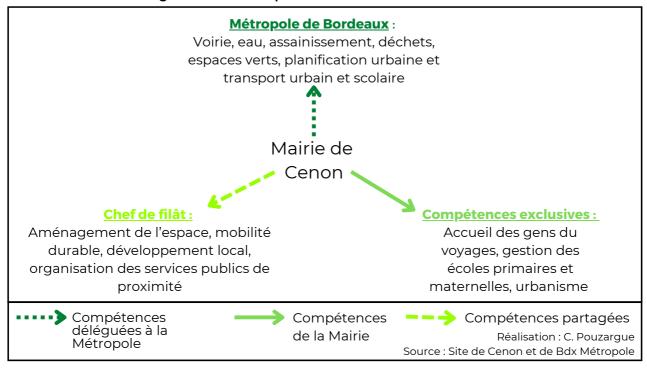


Figure 3 : Les compétences de la ville de Cenon

1.2.c. L'identité de Cenon et ses représentations

Cenon, commune de la rive droite, a longtemps eu une identité négative dans l'imaginaire de ceux vivant sur la rive gauche. Cependant la ville a travaillé, et travaille toujours, au changement de ces images, en acquérant une identité nouvelle. " La commune de Cenon fut si souvent qualifiée de cité dortoir

qu'on pourrait l'imaginer endormie et ne garder d'elle que l'image de ses hautes tours, signe d'une urbanisation nécessaire à une certaine époque. Mais depuis quelques décennies, la ville de Cenon a su conquérir une vitalité culturelle et économique lui permettant d'effacer l'image négative qu'entretenaient, à tort, certains habitants de la métropole régionale." (Perrez, 2014). Les origines de cette identité sont anciennes. Le fleuve a longtemps été présenté comme une frontière naturelle responsable de cette différenciation entre la rive droite et la rive gauche, cependant de nombreux chercheurs ont montré que les frontières naturelles n'existaient pas, étant toutes construites par l'Homme, donc les origines de cette représentation négative a une autre source. Pour Gilbert Perrez, cela vient dû fait que Cenon a toujours été une terre d'accueil pour tous ceux qui étaient perçus comme indésirables sur la rive gauche que cela soit des populations ou des industries (Perrez, 2014).

Les relations entre Bordeaux et Cenon, qui sont deux communes limitrophes, sont anciennes et permettent de comprendre les dynamiques actuelles. Aujourd'hui la relation de centralité avec Bordeaux est évidente et flagrante "d'une telle banalité vécue, qu'elle ne vaut plus la peine d'être soulignée... sauf par les élus bordelais eux-mêmes qui reviennent aisément sur les responsabilités et les charges de la ville-centre" (Dumas, 2000).

Si, comme nous l'avons dit, le fleuve n'est pas la raison des relations entre Cenon et Bordeaux, étudier son histoire et le rapport que les villes entretiennent avec lui permet en grande partie de comprendre les relations entre Cenon et Bordeaux. Traditionnellement le fleuve était plutôt vu comme horizontal : on le parcourait mais on ne le traversait pas. Le fleuve devient peu à peu transversal, cependant ce mouvement qui permet de faire du lien entre les deux rives est lent. Ce mouvement commence avec l'annexion de la Bastide (qui était autrefois un quartier cenonnais) à la ville de bordeaux en 1865. Lorsque le pont de Pierre est sur le point de se terminer, le maire de Bordeaux, Joseph Marie de Gourgue, adresse une lettre au Roi de France en 1821, il s'agit alors de Louis XVIII, la demande est d'abord rejetée. Cette demande a lieu alors que la construction du pont de Pierre doit se terminer l'année suivante. Mais au fil des années, Bordeaux a multiplié les tentatives auxquelles les maires de Cenon s'opposaient formellement, cependant sous le Règne de Napoléon III, en 1861, un décret impérial annexe le quartier à Bordeaux. Cela fait perdre à

Cenon 85% de sa population ainsi que son cœur économique (Perrez, 2014). Le fleuve devient vraiment transversal à partir des années 1960, avec la construction de ponts: le pont Saint-Jean en 1965, le pont d'Aquitaine en 1967, puis le pont d'Arcins en 1993... Mais ce regain dans la transversalité du fleuve est en grande partie dû à la transformation des transports maritimes en transports terrestres et ne se



Illustration 1 : Construction du Pont d'Aquitaine Source : Sud-Ouest

fait pas facilement "La décision politique s'adapte, hésitante, et contrainte par le poids des représentations du passé." (Dumas, 2000).

Mais en plus de ces questions "La ville [de Cenon] a su affirmer son identité territoriale" (Perrez, 2014) : c'est pour cela qu'aujourd'hui elle devient un lieu culturel d'envergure dans la Métropole. S'y affirme une culture ouverte sur le monde, enracinée dans son passé et riche de la diversité de ses habitants. Grâce au GPV qui a développé et fait connaître le Parc des Coteaux (constitué par les parcs des 4 communes reliés par des liaisons douces, 25 km de fil vert formant des boucles de randonnées), Cenon bénéficie aussi aujourd'hui d'espaces verts et naturels attractifs : « une nature, des cultures ».

1.3 Définir le terme de maison écocitoyenne : un enjeu clé

C'est dans ce contexte que la ville de Cenon a fait le choix de développer un projet de maison écocitoyenne sur son territoire. Avant d'étudier le projet en lui-même nous allons, nous attarder sur la signification et le sens derrière ce mot et sur ce qu'est une maison écocitoyenne. C'est un terme complexe, pour lequel la définition ne découle pas de soi. Nous ne mettons pas exactement la même chose derrière un terme, il ne nous inspire pas les même images, les mêmes sous-entendus.

Pour pouvoir réfléchir a ces termes, deux méthodes ont été combinées :

• Recherche bibliographique

 Réalisation de 3 entretiens : réalisés avec une élue écologique de Cenon, la chargée de mission Transition écologique et citoyenne de Cenon, et une habitante membre du Comité Consultatif de la Transition écologique de Cenon. Les retranscriptions sont présentes dans les annexes 4,5 et 6

1.3.a. Définition du terme "écocitoyen"

Michel Séguin, Pierre De Coninck et François Tremblay présentent l'écocitoyenneté comme étant une notion complexe, car " il existe une multitude de visions complémentaires et, convenons-en, certaines d'entre elles sont parfois contradictoires" (Séguin, De Coninck, Tremblay, 2005). Face à la complexité de cette notion, il est donc important de prendre le temps de bien la comprendre et de la définir. Pour eux, il s'agit des "interrelations citoyenneté / environnement (les interrelations écosystémiques)." (Séguin, De Coninck, Tremblay, 2005).

Figure 4 : Comprendre le terme d'écocitoyenneté

Eco-citoyenneté

Le préfixe éco-:

- Provient du grec oïkos signifiant habitat,
- Fait le lien entre l'homme et son environnement dans le domaine du mot qui suit "éco".
- "préfixe-valise est un du développement durable" (La politique du tout-à-l'éco, 2010). Selon les auteurs de "La politique du tout-à-l'éco" il permet un effet d'affichage en rendant écologique n'importe quel concept. Il est qualifié de "véritable sésame de la politique" respectabilité (La politique du tout-à-l'éco, 2010).

. La citoyenneté est définit comme :

• Référant " au processus de décision collective où chacun prend sa part de responsabilité, égale à celle de tout autre, et au nom de laquelle il doit faire prudence. preuve de citoyenneté implique la participation active aux affaires de la Cité et, donc, le fait de ne pas être seulement gouverné, mais aussi gouvernant." (Séguin, De Coninck, Tremblay, 2005).

L'écocitoyenneté consiste donc dans le fait de faire le lien entre notre environnement et les choix qui vont influencer l'avenir de nos sociétés, cela demande de "cibler des problématiques et des enjeux spécifiques liés à l'environnement et au développement durable" (Séguin, De Coninck, Tremblay, 2005).

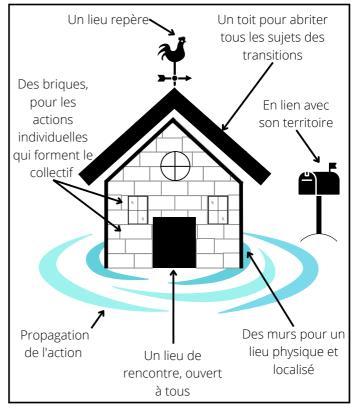
Cet enjeu de faire le lien entre des mondes très différents est perçu dans les trois entretiens que j'ai réalisés, bien que les termes qui y sont associés soient différents. L'agent territorial interrogé est plus dans une approche opérationnelle avec des termes tournant autour de l'action individuelle comme "être dans la sobriété" ou "changer ses habitudes quotidiennes". L'élue et l'habitante vont surtout souligner le fait qu'il s'agit d'une démarche collective "c'est quelqu'un d'investi dans la vie de la cité", " une personne qui s'investit d'un point de vue citoyen dans sa vie mais aussi dans la vie locale, qui est dans les organisations collectives", " quand je pense écocitoyen je pense immédiatement lien social".

1.3.b Définition d'une maison écocitoyenne

A partir de cette définition et des entretiens réalisés, j'ai pu réalisé le schéma ci-contre pour expliquer le mode de fonctionnement d'une maison écocitoyenne.

Figure 5 : Schéma représentant les attendus et les composantes d'une maison écocitoyenne

Réalisation : C. Pouzargue



La figure 5, montre l'importance d'aborder tous les sujets des transitions. L'élue interrogée souligne la différence avec les maisons de la nature ou de l'environnement qui lui paraissent être sur un terme beaucoup plus restreint " une maison écocitoyenne pour moi c'est lier à l'écologie, parce que le comportement écologique devient vraiment un devoir de citoyenneté... C'est plus que seulement la nature et l'écologie... Ce sont les transitions dans leurs ensembles qui doivent y être abordées".

Un point commun entre les trois entretiens : les trois personnes ont précisé qu'il doit s'agir d'un lieu physique, "un lieu repère" (entretien de l'agent) et que ce lieu doit être ouvert à tous et accessible "ça peut être un lieu privé mais je le vois surtout comme un lieu public parce qu'il faut que ça soit ouvert et inclusif donc gratuit... Enfin ça peut être un lieu privé avec un modèle économique différent" (entretien de l'habitante).

D'autres termes se retrouvent dans les trois entretiens comme le fait que cela doit être un lieu de rencontre, un lieu de formation du public " un lieu clé où on sait qu'à cet endroit on va avoir des informations, des astuces, des rencontres sur ces sujets".

L'élue parle "de créer des réseaux, et faire que les bonnes pratiques fassent tache d'huile", elle souligne que ce n'est pas un lieu où le citoyen est uniquement spectateur et où il ne fait qu'apprendre c'est un "lieu où on va pouvoir venir s'investir, amener ses propres connaissances, échanger". Pour l'agent territorial ce qui est important c'est que cela soit "un lieu qui entraîne d'autres personnes dans des changements de comportements et en particulier des gens qui sont un peu loin de ces préoccupations. Par manque de temps, par manque de savoir, de connaissances, par nature, pas qu'à cause de conditions de vie difficiles".

Elle souligne aussi le rapport de la maison écocitoyenne à son territoire, à son contexte donc, avec les particularités sociologiques qu'il a et qui doivent être obligatoirement prises en compte. Ces points se retrouvent aussi dans le schéma.

A partir de ces éléments, je peux déterminer qu'une maison écocitoyenne répond à cette définition :

C'est un lieu physique ancré dans son territoire, qui est repéré par les habitants comme un lieu clé où trouver de l'information sur toutes les formes de transitions, mais aussi un lieu ressource qui attire tous les publics sans forcément qu'ils soient sensibilisés au préalable. Enfin, c'est un lieu ancré dans une forte démarche collective que cela soit pour son animation, pour son accueil qui doit être ouvert ou pour sa capacité à être un lieu de rencontre.

1.3.c. Naissance du projet de maison écocitoyenne

Maintenant que les termes et les attendus sont définis, nous allons nous intéresser à la naissance du projet et au choix de ce terme.

Le projet de maison écocitoyenne à Cenon va de pair avec un autre projet d'investissement de la ville : le parc de la mairie. En effet, il a été constaté par les habitants comme par les élus qu'il y avait trop peu d'espaces verts publics dans le Bas-Cenon. Cet emplacement a été choisi pour diverses raisons :

- Plusieurs maisons abandonnées et une zone de friche,
- Proximité du parc Palmer (connexion avec le parc intercommunal des coteaux).
 Carte 5 : Localisation de la Maison écocitoyenne de Cenon



De septembre 2018 à février 2019, pendant 4 mois, la ville de Cenon a organisé des concertations avec les habitants autour du sujet "habité Cenon en 2030" : différents temps d'échanges, des rencontres, des tables rondes, des questionnaires, une exposition et une restitution publique pour clôturer le 9 février 2019. C'est lors de cette concertation qu'a émergé la proposition de créer une maison écocitoyenne à Cenon. Le projet a donc été inscrit dans le programme électoral de Jean-François Egron lors des élections municipales de 2020 (annexe 7).

L'une des propriétaires des maisons sur le terrain du parc de la Mairie ne souhaitait pas voir sa maison détruite. C'est cette maison en bon état qui deviendra la future maison écocitoyenne.



Illustration 2 : Photographie de la maison écocitoyenne de Cenon, le parc n'est pas encore aménagé

1.3.d. Les liens avec la maison écocitoyenne de Bordeaux Métropole

Ce projet de maison écocitoyenne à Cenon est aussi à étudier dans son contexte métropolitain. Cenon faisant partie de la Métropole de Bordeaux, les liens avec la maison écocitoyenne de la Métropole sont intéressants à réfléchir.

La maison écocitoyenne de Bordeaux Métropole

La maison écocitoyenne de Bordeaux Métropole, se trouve Quai Richelieu à Bordeaux, elle est ouverte depuis 2010 et est rattachée à la Direction de l'énergie, de l'écologie et du développement durable au sein de la Direction Générale Haute Qualité de Vie de Bordeaux Métropole. Elle propose des expositions, une programmation de rendez-vous comme des ateliers ou des promenades, des permanences Info énergie, des conférences, débats, spectacles, un espace ressources, une table tactile interactive pour découvrir les éco-gestes, une application mobile. Jusque là le public cible de la maison écocitoyenne étaient les habitants et elle était identifiée comme "un espace

pédagogique et ludique pour expérimenter et vivre l'écocitoyenneté au quotidien". Mais elle est actuellement en réorganisation, après une réflexion sur son parcours, son rôle et les enseignements à en tirer, les élus ont décidé d'en faire "la tête de file" des initiatives du territoire. Si jusqu'à présent ses "clients" étaient quasi uniquement les citoyens, le choix a été fait par les élus que services, élus, opérateurs, en deviennent les cibles directes, les membres

du réseau. Les citoyens deviennent une cible secondaire. La maison écocitoyenne sera alors "le dispositif métropolitain d'animation. de coordination, d'appui à l'innovation et d'accompagnement au Réseau des acteurs de la mobilisation pour la Transition" (Copil, 2022). Ce choix a été fait face à la multiplication d'initiatives sur le territoire, tel que la maison écocitoyenne de Cenon, mais qui manque de liens entre elles. Les précisions sont dans l'annexe 8.



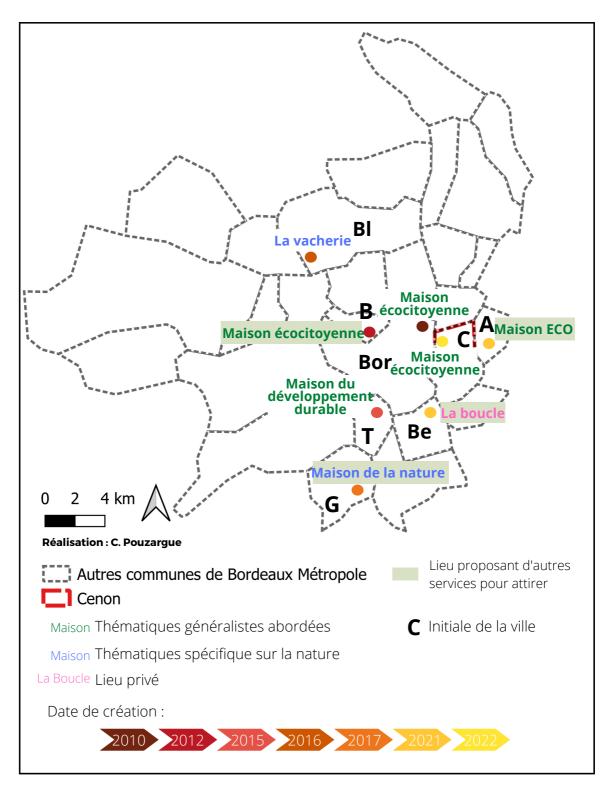
Illustration 3 : Maison écocitoyenne de Bordeaux Métropole, au bord de la Garonne.

Bien que ce projet soit porté par Bordeaux Métropole la confusion est souvent faite avec la ville de Bordeaux :

- La maison écocitoyenne est située en plein centre de Bordeaux à proximité de lieux emblématiques de la ville qui font partie des imaginaires liés à la ville : le miroir d'eau et la place de la Bourse.
- Dans le vocabulaire courant, elle est souvent appelée "Maison écocitoyenne de Bordeaux" que cela soit dans le langage des habitants, dans les journaux ou dans les principaux sites de présentations touristiques comme Bordeaux-tourisme ou Gironde-tourisme.

Le terme d'écocitoyen et le principe de fonctionnement de la maison écocitoyenne se sont répandus dans la Métropole, ce qui explique aujourd'hui le besoin de renouveau pour la Maison écocitoyenne de Bordeaux Métropole. Cette diffusion est visible dans la carte suivante.

Carte 6 : Les maisons "écocitoyennes" ou assimilées dans la métropole bordelaise.



Le phénomène de diffusion de proche en proche est assez évident dans le cas présent, nous voyons bien sur la carte que l'idée d'utiliser le terme d' "écocitoyen" se trouve dans 3 communes sur 5 : Le Bouscat puis Artigues et aujourd'hui Cenon. Cela montre aussi un mode de diffusion par hiérarchie urbaine car la Métropole a été la première localement a utilisé ce mot et dans un phénomène de mimétisme il s'est ensuite transmis aux villes de banlieue, de taille inférieure qui sont à proximité.

Plusieurs communes ont aussi choisi d'intégrer leurs maisons écocitoyennes à d'autres lieux ou à d'autres services : " c'est plus facile d'attirer du monde comme ça, les habitants viennent pour le service de l'urbanisme et en même temps ils regardent, passent par l'exposition alors que ces personnes ne seraient pas entrées sinon" (Chargé de mission stratégie territoriale, Artigues-près-bordeaux). Ce que la Maison écocitoyenne n'a pas besoin de faire en raison de sa localisation et de son rayonnement. La proximité géographique permet aussi d'avoir des retours sur expériences : lors des débuts de mon stage j'ai pris contact avec les maisons écocitoyennes de Talence et d'Artigues qui ont des caractéristiques similaires à celle de Cenon.

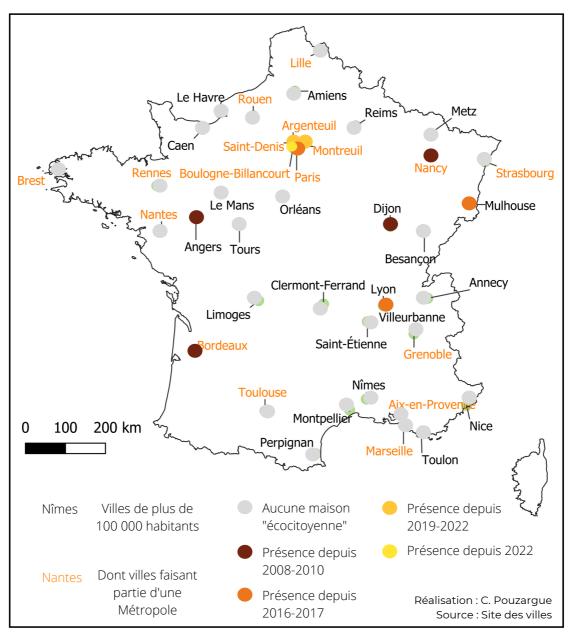
La diffusion de cette innovation s'explique pour plusieurs raisons :

- Un phénomène d'imitation de la ville-centre.
- Une appropriation de ce modèle et de ce terme : popularisés et profitant du rayonnement métropolitains, ils ont été intégré par les habitants, ce qui facilitait leurs appropriations dans les communes.
- Un phénomène dû à l'habitude : Le terme s'étant répandu auprès de la population, il est aussi entré dans le langage courant autant des agents que des élus, et parait donc apparait donc comme évident « on l'utilise depuis longtemps, bien avant la maison écocitoyenne, depuis 2005-2006 » (agent de Cenon).

L'imitation de la ville-centre s'observe aussi sur d'autres sujets : quand Bordeaux organise la Fête du Vin, Cenon organise la Fête du Cypressat, «du vin au vert »... Ce n'est pas un hasard, car " quand il y a eu la première fête du vin à Bordeaux, le maire de Cenon a tenu à valoriser les vins de la rive droite en organisant une fête du vin dans le parc du Cypressat. C'est comme ça que cette fête est née, même si bien-sûr, on ne pouvait pas lui donner le même nom" (agent de Cenon).

La carte 7, rappelle aussi l'importance de la définition des termes : pour correspondre à notre définition donnée, je n'ai pas intégré dans la carte la Maison de la Nature et de l'Environnement dont le public cible est les associations et non les citoyens. Cependant La boucle, même en tant que lieu privé peut correspondre à la définition puisqu'il s'agit d'une structure de l'économie sociale et solidaire ouverte à tous.

Si le terme d'écocitoyen, s'est diffusé dans la métropole bordelaise, ce n'est pas le cas au niveau national, il n'est jamais employé par des lieux similaires.



Carte 7 : Présence d'une maison écocitoyenne ou assimilée dans les villes de plus de 100 000 habitants.

Si les premiers lieux de ce type datent des années 2008-2010, certaines associations comme celle de Paris ou de Mulhouse sont beaucoup plus anciennes, mais n'avaient pas jusqu'alors de lieu physique dédié, d'ouverture aux publics ou encore de programme diversifié. Le nom majoritairement employé est Maison de l'environnement à Angers, Lyon, Marne la Vallée, Mulhouse, Nice et Paris-Sud. Pour les autres lieux, il s'agit de la Maison de la planète à Boulogne, Latitude21 à Dijon, Maison de l'habitat et du développement durable à Nancy et Maison de l'écologie à Saint Denis.

L'action publique n'est pas détachée de son contexte et s'inspire souvent de ce qui se fait ailleurs. Le mode de diffusion peut être :

- De proche en proche suivant une hiérarchie urbaine comme c'est le cas ici pour la diffusion de ce mot clé "d'éco-citoyen",
- De proche en proche pour tirer parti de l'expérience des autres villes, sans qu'il s'agisse forcément de la ville centre : dans le cas de la création du Parc de la Mairie de Cenon, la ville a choisi de mettre des toilettes sèches, pour cela, elle s'est inspiré de l'expérience de la ville de Pessac.
- Par les réseaux : la diffusion de l'innovation dans les politiques publiques se fait aussi dans différents réseaux. Ces réseaux peuvent être :

Le "Club DD" qui réunit tous les chargés de mission développement durable de la Métropole.



Les labos mobiles et les trophées Agenda 21 du département de la Gironde qui peut être source d'inspiration



Un label ou une certification comme les Projets ALimentaires Territoriaux (PAT) qui ont amené certains agents de la commune de Cenon à se rendre à Mouans-Sartoux dans les Alpes Maritimes car cette commune de 10 000 habitants est pionnière dans le domaine, étant totalement alimentée localement.

Il est intéressant de noter que la diffusion par hiérarchie urbaine n'est pas respectée ici : la diffusion se fait d'une commune de petite taille vers d'autres villes plus imposantes

1.4. Méthodologie de projet pour la mise en place d'une maison écocitoyenne

Pour mettre en place la maison écocitoyenne de Cenon plusieurs étapes étaient à mener conjointement. Les étapes sont :

- La réflexion : pour définir les contours et les attendus du projet
- La programmation : cela demande la réalisation de fiches Action qui seront mobilisable à tout moment pour l'animation de la maison écocitoyenne, cela demande aussi de créer un réseau d'acteurs autour d'elle.
- Les aménagements : le lieu étant une ancienne maison d'habitation de nombreux aménagements doivent être réalisés pour pouvoir le rendre fonctionnel. Cela demande de créer des plans et de travailler avec le service du patrimoine.
- L'identité: Pour pouvoir être identifiée et reconnue par les habitants, la maison écocitoyenne de Cenon doit avoir une identité qui lui soit propre, avec un nom et un logo. Cela demande de travailler avec le service communication.
- L'ameublement : lors de son ouverture, après les aménagements, des meubles doivent être disponibles. Cela doit être des meubles qui ont été réfléchis pour correspondre le plus possible aux attentes du lieu.
- La bibliographie, des jeux, des affiches : pour pouvoir faire de ce lieu un lieu ressource, il faut que dès son ouverture les habitants puissent y trouver des ressources diverses comme des livres, des dépliants, des jeux ludiques, des affiches, des expositions...

Une des difficultés a été de réaliser toutes ces étapes de front.

Pour permettre à tous les acteurs concernés de suivre l'avancement du projet sous toutes ses facettes, il a été choisi de réaliser une note de service faisant un point global chaque mois. La note du mois de juin est dans l'annexe 9.

La réalisation de ces étapes a permis d'en arriver à la réalisation d'un atelier test qui a eu lieu le 26 juillet. Cet atelier était important, une programmation en continu avec une animation par mois est prévue à partir de septembre.

Au préalable, il était important de pouvoir tester en réel le fonctionnement de la maison écocitoyenne. Pour que ce test soit efficace il fallait prévoir un mode d'évaluation et de réflexion, pour pouvoir tirer les enseignements nécessaires. Les questionnaires distribués sont en annexe 10 et le compte-rendu, envoyé à la direction, aux élus, au service de la communication est dans l'annexe 11. Mon étude de cas, la mise en place de cette maison écocitoyenne, et le contexte cenonnais étant maintenant explicites, nous allons approfondir la question de l'action publique nécessaire.

Pour conclure cette première partie, la mise en place de la maison écocitoyenne de Cenon, est une action de transition écologique et sociale importante pour la ville. Il s'agit d'un projet ambitieux pour une ville comme Cenon. Cependant si cette action s'inscrit uniquement à l'échelle communale elle n'est pas déconnectée des autres échelles dans lesquelles Cenon est parties prenantes. Nous allons maintenant nous intéresser à ce qui permet de mettre en place une telle action, ou ce qui la freine.

2] L'ACTION PUBLIQUE TERRITORIALE : ENTRE LEVIERS D'ACTION ET FREINS POUR LA TRANSITION

Après avoir vu ce qu'était une action publique de transition, cette partie va être consacrée à la manière dont ces actions sont mises en place. N'importe quels projets ou actions lors de sa création, de son application et de toutes les étapes qui les composent est facilités par des leviers mais doit passer au dessus de freins.

2.1. Le rôle des politiques publiques locales dans les transitions

Pour Richard Morin, Anne Latendresse et Nicolas Lozier, le rôle de l'Etat et des collectivités sont distincts :

- L'Etat doit s'occuper et intervenir sur les risques qui sont " non maîtrisables au niveau local" (Morin, Latendresse, Lozier, 2017) : c'est-à -dire travailler de manière globale sur des problématiques tels que le réchauffement climatique, la sécheresse, les incendies...
- Les collectivités territoriales doivent travailler avec une multitude d'acteurs locaux comme les entreprises, le monde associatif, la société civile... Pour mettre en place des politiques intégrées permettant "l'éco-efficacité et des synergies entre les différentes dimensions du local" (Morin, Latendresse, Lozier, 2017). Cette synergie se retrouve à Cenon dans différents projets comme:



La maison écocitoyenne de Cenon mobilise pour son aménagement des entreprises locales, pour son animation des associations et qui vise la société civile. Le Projet alimentaire territorial qui, sur Cenon, est porté à l'échelle du GPV: il crée du dialogue entre toutes les dimensions de la question alimentaire et une mutualisation des problématiques (le projet englobe tout autant la production, que la sensibilisation, le gaspillage alimentaire scolaire, le tri et la valorisation des biodéchets scolaire).

Ces liens avec les autres acteurs se retrouvent dans l'interview de l'agent territorial qui note que la municipalité doit avoir un rôle "d'impulsion, de coordination de talents et de soutien à toutes les initiatives qui vont dans le sens de l'écoresponsabilité sur le territoire". Les liens avec les autres milieux étant capitaux car " pragmatiquement ils [la mairie] sont souvent un peu à la traîne d'impulsion qui viennent soit du milieu associatif soit des milieux politiques plus engagés".

Pour Jacques Theys, la répartition des tâches peut être caricaturés comme étant "ce qui relève du "comment vivre ensemble" (rôle des marchés, de la société civile et des collectivités locales), et ce qui s'apparente plutôt au "comment survivre ensemble" (rôle de l'Etat, de l'Europe, et des partenaires sociaux)" (Theys, 2002). On retrouve aussi cette réflexion chez Olivier De Schutter, Sibylle Bui et Isabelles Cassiers qui l'illustrent par en schématisant une transition "par le haut" qui s'oppose à une transition "par le bas".

Gouvernement Transition « par le bas »: Transition « par le haut »: <u>Départ</u>: l'État a recours à la <u>Départ</u>: initiatives locales réglementation, à l'incitation conduites par des citoyens, dans des contextes économique et à la spécifiques, le plus souvent planification. à petite échelle. Citoyen Développer une « croissance verte » ou un « capitalisme vert », de la responsabilité sociétale des entreprises et de l'investissement socialement responsable. Réalisation : C. Pouzargue Source :De Schutter, Bui, Cassiers,

Figure 6: Les mouvements de la transition.

Si les auteurs que nous venons de voir différencient et opposent l'action de l'Etat et des collectivités territoriales pour l'habitante interviewée, "les services publics municipaux servent surtout à faire des liens entre le national et le local" ou entre " les discours des scientifiques et les habitants". Cela se retrouve dans l'ouvrage d'Anne Carbonnel et de Marie-Pierre Philippe-Dussine qui détermine que la municipalité est un "médiateur intéressant entre, les instances supranationales ou nationales qui définissent le développement durable

comme un objectif et, les différents acteurs privés à mobiliser, les collectivités locales peuvent en effet favoriser une coopération « multi-niveaux », faciliter les relations des acteurs privés avec l'administration et encourager des initiatives" (Carbonnel, Philippe-Dussine, 2013).

Cependant, dans la revue Alternative Économique de mai 2007, Cyria Emelianoff évoque le fait qu'en France les collectivités territoriales ne se sentent pas "autorisées à agir tant que l'Etat n'a pas donné son feu vert". Elle évoque alors le cas des Agenda 21 qui se sont développés tardivement en France, seulement suite à la loi Voynet de 1999 et à celle relative au renouvellement urbain de 2001 de manière générale. Dans les villes, les Agendas 21 se sont développés suite à l'annonce des plans climat territoriaux fin 2005. Dans la même revue Naïri Nahapétian, généralise cette notion et montre que dans une France où malgré la décentralisation le mouvement général reste très top-down, se sont les lois, les stratégies et les plans qui ont permis de développer la notion de développement durable en France. L'inscription dans la loi permet aussi une action dans la durée, renforcée par le rajout à la constitution de la charte de l'environnement.

2.2. Les échelles : Facilitatrices et adaptables mais parfois source de confusion

2.2..a. Le choix de l'échelle : déterminant pour la pertinence des mesures

Jean-Jacques Gabas souligne que la notion d'échelle est surtout relative à la distance entre les indicateurs et les individus. A petite échelle, les indicateurs seront généralisés, la population apparaît comme uniformisée, les différences et les particularités s'effacent. Alors qu'à grande échelle, les indicateurs concernent des groupes identifiés et influencent des décisions ayant beaucoup plus un impact immédiat (Gabas, 2003). Lui, comme de nombreux autres auteurs, sont en faveur de traiter le développement durable à l'échelle locale : cela permet des indicateurs et une action qui en découle mieux adaptée. Pour Richard Morin, Anne Latendresse et Nicolas Lozier aussi "la ville apparaît a l'échelle la plus propice pour expérimenter le développement durable" (Morin, Latendresse, Lozier, 2017).

L'échelle locale permet de révéler les contradictions entre les trois piliers du développement durable beaucoup plus facilement qu'à une échelle globale, c'est donc aussi cette échelle qui peut permettre leur articulation. Par exemple, lors de la mise en place d'un projet, il est plus facile pour la commune de Cenon de voir quel pilier du développement durable pourrait être déficient et ainsi de s'adapter. Les conséquences provoquées par un projet ou une politique sont plus facilement prévisibles à une grande échelle, ainsi les conséquences de la création de la maison écocitoyenne sont :

Pilier économique Employer des associations et des entreprises locales travaillant sur ou dans une dynamique de transition Ouvrir un Créer un lieu de lieu inclusif sensibilisation pour permettant à tous apprendre à protége de rentrer en l'environnement transition tout en n'alourdissant pas leur budget Pilier environnemental

Figure 7 : Les conséquences de la maison écocitoyenne sur les piliers du développement durable

Réalisation : C. Pouzargue Pilier sociétal

Cela nous permet de réaliser que les activités de la maison écocitoyenne, devront expliquer comment entrer en transition sans impacter le budget des ménages.

Ce rôle essentiel de l'échelle territoriale s'explique aussi parce que c'est surtout à cette échelle que les changements sont les plus visibles. Durant cet été 2022 la sécheresse et la canicule touchent toute la France mais chacun est surtout marqué par ce qu'il vit ou ce qu'il observe (les paysages asséchés, les incendies...). Ce sont ces images, individuelles et personnelles, qui vont perdurer dans l'esprit de chacun, plutôt que la dimension nationale. Pour Jacques Theys, vice-président du Plan Bleu pour la Méditerranée, ancien enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales, ancien responsable de la prospective au ministère du Développement durable et directeur scientifique de l'Institut français de l'environnement (IFEN), ce type de problématiques, touchant à la fois au global et au local, car :

"Une intervention à l'échelle territoriale a probablement plus de chance d'être efficace qu'au niveau global – dans la mesure où les responsabilités sont plus faciles à établir, les actions plus commodes à contrôler, et les interdépendances entre acteurs plus aisées à prendre en compte." (Theys, 2002).

Etre à l'échelle locale permet donc de mieux traiter le développement durable dans sa globalité, mais cela permet aussi "l'émergence de coalitions de croissance urbaine durable, par le biais d'alliances avec d'autres formations politiques et le tissu associatif local" (Halpern, 2020). La chargé de mission TEC de Cenon l'exprime clairement " les leviers, c'est la présence au sein de la majorité municipale d'élus écologistes convaincus et qui ont acquis une capacité d'action réelle". Cela est permis par ces alliances politiques, qui forment des groupes de "Gauches plurielles" qui sont plus répandus au niveau local que les groupes d'un parti écologiste unique (Halpern, 2020), comme c'est le cas à Cenon. Cependant, le texte date de 2020, et Charlotte Halpern explique qu'une telle alliance est peu envisageable au niveau national mais cette année après les élections présidentielles à l'occasion des puis législatives nous avons eu l'occasion d'assister à la création du groupe NUPES.

2.2.b. La confusion dans la multitude d'échelles

Mais les changements d'échelle réguliers entre la municipalité, l'intercommunalité (en plus à Cenon, deux intercommunalités se chevauchent : le GPV et la Métropole), le département, la région, l'État etc... "ne sont pas nécessairement un gage de lisibilité pour les citoyens, ni de meilleure coordination" (Halpern, 2020). Cependant lors de l'entretien avec une habitante, elle a évoqué que pour elle, "les services publics font aussi le lien entre le national et le local parce que quand il y a une loi ou des subventions c'est décidé au niveau national mais c'est les locaux qui le mettent en place" cela montre bien que, même si l'accumulation d'échelles peut être source de confusion dans la perception du rôle de chacune, les habitants identifient néanmoins la Mairie comme l'échelon qui fait le lien entre tous. Cela reprend les propos de Véronique Fayet qui défend l'idée que le maire a " le devoir et la légitimité de vérifier que, sur son territoire, les différents acteurs font leur travail, afin que les plus fragiles accèdent facilement à leurs droits. Il peut, il doit réunir autour d'une même table des responsables et des administrations qui, souvent, ne se parlent pas." (Fayet, 2020). Cette confiance est confirmé par le rapport "La France, ses maires et ses territoires" qui établit qu'environ 70% des français ont confiance dans leur maire (Foucault, 2021) alors qu'en janvier 2022 seulement 35% des français déclarée "plutôt" ou "très" confiance dans le gouvernement (Foucault, 2021).

2.2.c. L'articulation entre les échelles

Selon Jacques Theys, l'articulation entre les échelles du développement durable, c'est-à-dire le global et le local, "restent encore largement à construire" (Theys, 2002) car : "une certaine confusion est entretenue sur la contribution réelle de ces projets à la solution des problèmes globaux – ce qui, en retour, favorise une tendance naturelle à marginaliser le territoire dans les approches plus économiques ou internationales du développement durable" (Theys, 2002). Cela signifie que les deux échelles sont déconnectées l'une de l'autre, l'environnement et le social sont traités au niveau local quand l'économie est souvent traitée au niveau global. A Cenon cette problématique s'illustre par le fait que de nombreux projets du développement durable

concernent les piliers écologiques et socials (jusqu'au nom de la mission, TEC signifie transition écologique et citoyenne) et si certains projets d'envergure abordent la question de la viabilité économique comme le développement de la Food Factory (présentation dans l'annexe 12), ils ne sont pas forcément portés directement par la mairie.

Cette difficulté s'explique pour Jacques Theys car il est " difficile d'imaginer que des élus locaux responsables prennent le risque de s'engager dans des programmes à long terme "altruistes" dont leurs électeurs auraient à supporter le coût sans en tirer directement les bénéfices."(Theys, 2002). Cela s'explique donc par le fait que les élus sont dépendants du calendrier politique et donc des élections et que leurs projets doivent être visible durant cette période. La même problématique est identifiée par Anne Carbonnel et Marie-Pierre Philippe-Dussine : les mesures à court-terme sont plus facile à accepter que celles à long terme pour la population, donc les élus vont dans ce sens.

Pour créer des liens entre les échelles, Jacques Theys propose " d'explorer tous les outils qui permettent de lier ensemble la qualité des produits et la qualité des territoires ; les logiques de consommation et celles de développement local ET d'aménager des solutions de continuité entre les échelles – ce qui suppose, sans doute, de s'intéresser, en priorité, aux espaces de discontinuité" (Theys, 2002). Cependant dans ses écrits il se concentre essentiellement sur les échelles locales, globales, mais il en existe de nombreuses intermédiaires comme les intercommunalités, les départements, les régions... La future maison écocitoyenne de Cenon permet aussi de faire du lien entre les échelles pour plusieurs raisons car elle :



Sera un lieu permettant aux habitants (l'échelle locale), d'en apprendre plus sur les problèmes mondiaux comme l'alimentation, le changement climatique... (l'échelle globale)



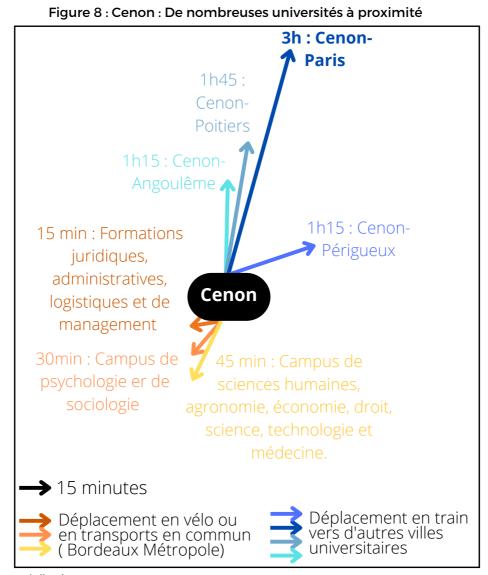
S'inscrira dans un réseau à différentes échelles grâce à la maison écocitoyenne de Bordeaux Métropole qui va devenir une tête de réseau



Diffusera l'image d'une ville inscrite dans les transitions (pour les villes alentours, les communes jumelées, les lieux d'origines des diasporas présentes à Cenon).

2.3. Liens entre la recherche et la politique : capitaux pour les transitions

Tout comme la question des échelles, les liens existant entre le monde de la recherche et de la politique sont un véritable levier d'action, cependant s'ils sont absents cela peut devenir un frein. Dans l'ouvrage coordonné par Amélie Artis, "Coopération, Gouvernance, Territoire et transition écologique" Marthe Djuikom montre qu'il y a "dans les territoires précurseurs qui ont démarré un processus de transition avant l'obligation légale, un poids important des universités, que les interviewés décrivent comme étant en liens proches avec les décideurs politiques" (Artis, 2017). Elle suppose alors que cela démontre l'existence sur le territoire d'une culture de l'innovation et de l'expérimentation. Mais pour que ces liens existent la question de la distance spatiale se pose, effectivement un territoire avec des écoles et des universités à proximité à plus de chance de créer des liens avec, qu'un territoire où il n'y en a pas.



 ${\bf R\'ealisation: C.\ Pouzargue\ Source: SNCF, TBM}$

A Cenon, le schéma précédent nous montre que les Universités et les écoles, même si elles ne sont pas localisées dans la ville elle-même, elles sont à proximité, et facilement accessibles en transport en commun. De même d'autres villes universitaires sont accessibles facilement en train. Si la ville de Cenon n'est pas directement en contact avec les Universités, elle engage néanmoins des stagiaires et des alternants très régulièrement. Cenon fait par contrepartie de deux intercommunalités comme nous l'avons dit, chacune d'entre elles a développé des liens avec les Universités bordelaises. La Métropole a de forts liens avec les Facultés, elle emploie énormément de stagiaires de cursus très différents, travaille avec des chercheurs et, par exemple, travaille avec notre master dans le cadre d'un projet tutoré. Le GPV, lui, emploi à temps partiel un chercheur au CNRS, Benjamin Chambellan, pour inclure le domaine de la recherche dans le développement du Projet Alimentaire Territorial, cela donne par exemple lieu à une étude sur l'alimentation des habitants des quartiers en renouvellement urbain.

Pour Jacques Theys, "la séparation entre le monde de la recherche et celui de l'action publique a conduit à des résultats médiocres –sans compter un grand gaspillage de ressources et de savoirs" (Theys, 2017).

L'articulation entre recherche et politique ne se fait pas toujours, certains sujets font l'objet de peu de recherches et les alertes des scientifiques sont souvent en décalage avec les décisions politiques. La solution à ce manque de cohésion demande d'une part à ce que "les scientifiques et la société soient impliquées dans la construction des politiques publiques" (Theys, 2017). Cela doit se faire à tous les échelons, au niveau national, comme lors de la crise sanitaire avec le recours à un conseil scientifique mais aussi aux niveaux locaux, comme le GPV et la Métropole le font. Dans le cas du GPV, l'enquête mise en place sur l'alimentation des habitants des quartiers en renouvellement urbain permet au niveau politique de mieux connaître les habitudes des usagers et ainsi mettre en place des actions qui correspondent mieux à leurs besoins.

2.4. L'opérationnalisation des actions publiques de transitions

C'est un aspect majeur, l'opérationnalisation correspond à la mise en action et en pratique dans la réalité, dans un contexte précis, sur un territoire déterminé, avec des ressources spécifiques et un certain nombre de parties prenantes. Chaque aspect de cette définition représente une variable qui peut rendre l'action complexe voire irréalisable, mais ce sont aussi des facteurs permettant l'action.

2.4.a. L'aspect financier : une question importante mais pas incontournable

Cet aspect est largement évoqué par tous les acteurs que j'ai pu rencontrer durant mon stage, voici trois exemples de citations que j'ai eu l'opportunité d'entendre:

- "L'argent c'est le nerf de la guerre comme on dit de toute façon " (membre d'une association partenaire de la mairie)
- "mais les solutions techniques on les a, le problème c'est la question financière" (un agent de Cenon)
- "déjà que rentrer en transition c'est pas simple, en plus sans budget, ça tend vers l'impossible quand même" (un agent de Cenon)

Ces citations montrent que la question financière n'est ni centrale ni le moteur de l'action mais bien un frein ou un levier suivant la disponibilité ou non de financements. Lors des recherches menées par Olivier De Schutter, Sibylle Bui et Isabelles Cassiers, cette place accordée à la question financière apparaît aussi, ils notent que " les aspects financiers ou matériels sont bien entendu largement évoqués, mais comme des facilitateurs ou des obstacles au développement des projets ou à leur pérennité, comme des éléments plus périphériques et non premiers des projets." (De Schutter, Bui, Cassiers, 2021). Donc, si pour les agents territoriaux la motivation n'est pas financière comme évoquée, cela reste l'enjeu et le levier principal.

Cela se retrouve aussi dans les entretiens que j'ai pu mener. Pour l'élue " les freins sont financiers surtout" mais elle évoque la question de l'argent quand elle liste les leviers de la municipalité ou lorsqu'elle parle d'un autre levier " les

subventions, comme je le disais tout à l'heure en termes d'incitation", cette fois la question financière est indirecte : il faut des budgets pour pouvoir mettre en place des subventions pour les habitants. Jacques Theys, en 2016, souligne aussi que si les politiques de transition ont du mal à s'imposer c'est parce que "le contexte économique y est pour beaucoup, ce qui rend difficiles de véritables ruptures dans les politiques industrielles et financièrement ou socialement intolérables les investissements nécessaires." (Theys, 2016).

Pour l'agent interrogé "Et puis, bien sûr, c'est aussi les financements, les choix budgétaires qui peuvent être faits par les différents services publics au service de la transition écologique." Cette question des choix budgétaires revient dans les résultats de l'enquête de Pascal Canfin et Naïri Nahapétian montre que si 38% des municipalités interrogées ne sont pas activement impliquées dans les enjeux de développement durable c'est en raison du "manque de moyens humains et financiers" et "l'obligation de prendre en main d'autres enjeux, comme la petite enfance" (Canfin, Nahapétian, 2007). Cela aborde la question de la priorité de l'action, pour une mairie, certaines missions étant prioritaires sur d'autres. De même, un des agents de la mairie travaillant dans la direction des services, explique que pour les priorités, la question des coûts futurs est aussi importante "l'énergie c'est prioritaire avec les augmentations c'est ce sujet qui va être majeur pour ne pas plomber notre budget". Donc comme tous les projets et toutes les transitions ne peuvent pas être menés de front, cela montre que la question financière participe souvent à la prise de décision.

Cependant de nombreux leviers existent pour optimiser les ressources de la collectivité, comme des emplois tels que « chargé de recherche de subvention » (pour permettre à la mairie de bénéficier de subventions supplémentaires disponibles) ou « chargé des fluides » (pour réfléchir à l'économie des énergies). Mais la mairie dispose aussi d'outils comme le dialogue de gestion qui permet de débattre, d'organiser dialogue entre les élus, la direction et les agents pour prioriser la répartition du budget et construire les plans prévisionnels d'investissements pluriannuels.

Si le manque d'argent apparaît comme un frein dans la majorité des cas, cela peut aussi être un levier.

Par exemple, un manque de budget peut pousser à faire des choix plus écologiques comme la seconde main. Mais cela peut aussi se révéler être une véritable force. Lors de la réflexion sur le plan de transitions interne de la Mairie de Cenon, aucun budget n'y étant attribué, les actions ont donc été réfléchies pour ne coûter qu'essentiellement de la ressource humaine existante (pilotage collectif). Cela a donné naissance à des actions originales, peu coûteuses et rapides à mettre en place et qui sont rapidement visibles. Cela permet, bien sûr, de réaliser les objectifs de l'action mais aussi de sensibiliser à ce plan d'actions et de le faire connaître pour ainsi pouvoir le faire grandir et négocier des moyens humains dans le futur un budget.

2.4.b. Les transitions : la transversalité est nécesaire pour assurer l'efficacité.

Avoir une démarche de transition demande à la ville d'avoir une approche extrêmement transversale tant les sujets abordés par ces politiques sont divers. L'agent interrogé le souligne "Il y a la transversalité, ça touche tellement de sujets, ça concerne tellement d'acteurs différents, cela demande tellement de temps que c'est difficile parfois" mais cela ressort aussi de l'interview de l'élue "c'est compliqué d'arriver à concilier l'ensemble des idées et des disciplines qu'on a. Je trouve."

Richard Morin, Anne Latendresse et Nicolas Lozier ont aussi observé la transversalité nécessaire à ces politiques au Québec " la responsabilité du développement durable ne fait plus partie d'un service sectoriel, la Direction de l'environnement, mais d'une direction centralisée et intersectorielle de l'appareil municipal, la Direction générale". (Morin, Latendresse, Lozier, 2017). C'est aussi le cas à Cenon, la chargée de mission TEC et directement rattachée au DGA à l'aménagement du territoire et du patrimoine. Ce changement dans l'organigramme des municipalités est réalisé pour faciliter la transversalité des thèmes et la coordination des services, cela permet aussi "une meilleure utilisation des ressources qui reste limitées" (Morin, Latendresse, Lozier, 2017) autant du point de vue financier que du point de vue des ressources humaines.

Pour Jacques Theys, c'est aussi une solution à la transversalité, qui ne peut avoir lieu qu'au niveau local car "la nécessité de trouver des solutions à des problèmes concrets peut être une bonne incitation au décloisonnement des logiques institutionnelles – et l'échelle territoriale est sans doute plus favorable que d'autres à la recherche de compromis et donc d'intégration" (Theys, 2002).

Ce changement a aussi un autre objectif : éviter que la dimension environnementale prenne le dessus sur les autres dimensions du développement durable. Effectivement, les priorités ne sont pas toujours réparties équitablement entre les trois piliers du développement durable, "en pratique, les plans de développement urbain durable mettent surtout l'accent sur la dimension environnementale, sans remise en cause de l'objectif de croissance et sans prise en compte réelle des enjeux d'équité sociale" (Morin, Latendresse, Lozier, 2017). Les agents chargés de ces missions et placés proches de la direction ont des rapports avec tous les services et donc sont en mesure d'inclure toutes les dimensions des transitions dans les actions. Cependant, dans le cas de Cenon, comme de nombreuses autres mairies, la chargée de mission étant auprès de la direction de l'aménagement du territoire et du patrimoine, le pilier social est plus éloigné que les autres, tout du moins dans l'organigramme. Cet écart avec la question sociale se retrouve aussi dans les écrits de Jacques Theys (Theys, 2016). Même si la Mairie de Cenon essaye de mettre en place une approche transversale les logiques sectorielles développées jusqu'à récemment restent encore présentes.

La transversalité demande aussi la coopération et le travail collectif, ce qui est une autre difficulté. Dans le cadre du projet alimentaire territorial intercommunal, l'exemple du site de sensibilisation à l'agriculture urbaine dans le quartier NPRU de Henri Sellier, illustre parfaitement cette problématique. L'association porteuse du projet, Germaine Veille, s'est heurtée à des difficultés à obtenir des informations sur le projet de renouvellement urbain, pour pouvoir ainsi adapter le sien : une perte de temps et d'énergie importante puisqu'elle a dû imaginer plusieurs projets avant de pouvoir en stabiliser un. Ce projet révèle aussi la difficulté d'ajuster les calendriers de tous : d'un côté les calendriers des subventions exigent que les travaux soient engagés d'ici à décembre 2022, c'est donc dans cette période de temps que

s'inscrivent la chargée de mission TEC et l'association Germaine Veille. De l'autre côté, le projet de renouvellement urbain se déploie dans un calendrier allant jusqu'à minimum 2026. Ces temporalités différentes expliquent aussi la difficulté à mettre en place la transversalité de manière efficace entre les parties prenantes du projet.

2.4.c. La réalité de terrain : les projections ne correspondent pas toujours aux réalités.

Quelque soit le projet, le plan, l'action et quelque soit sa conception, son budget, ses objectifs, les réalités de terrain peuvent diverger de ce qui avait été prévu. Pour l'élue interrogée "On se retrouve confronté à des réalités techniques ou de terrain qui font qu'on aura d'autres enjeux, qui prendront le pas et auxquels on n'avait pas forcément pensé". Cette idée se retrouve chez Bettina Laville qui souligne la difficulté à "appliquer la réforme sur le terrain. Les directions sont écartelées entre leurs tâches très lourdes [...] et des tâches accomplies par des fonctionnaires auparavant aux cultures très différentes" (Laville, 2010). Pour elle, l'humain est donc une réalité de terrain avec laquelle il faut composer, et même si Bettina Laville parle alors des agents de l'État, les mêmes problématiques se posent concernant les agents des collectivités.

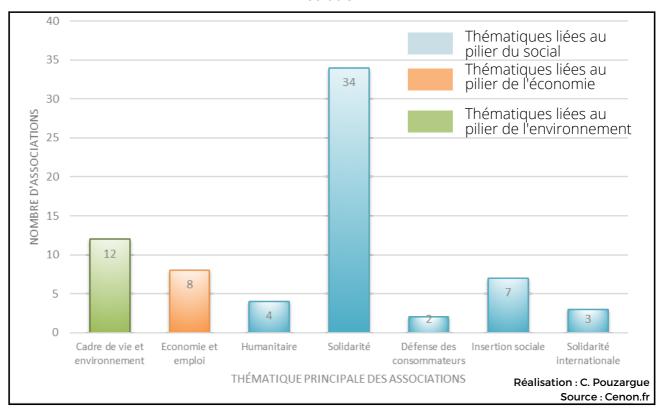
La difficulté de la mise en place des transitions sur le terrain est aussi due, selon Jacques Theys, à la difficulté de "passer d'un débat technique à un véritable débat sociopolitique" (Theys, 2016).

Pour lui le développement durable n'est pas encore un "véritable objet politique" : "ayant non seulement un programme gouvernemental clair mais aussi une conscience partagée des enjeux, un espace de débat public avec des mécanismes démocratiques qui fonctionnent ou des dynamiques de mobilisation transversales et, surtout, la capacité de rapprocher ces mobilisations des changements culturels à l'œuvre dans la société." (Theys, 2016).

De nouveaux acteurs permettront de dépasser cette dualité comme les associations qualifiées de "passeurs" par Jacques Theys (Theys, 2016).

.

Figure 9 : Les associations de Cenon en rapport avec les thématiques de développement durable



A Cenon nous nous rendons compte qu'il y a un nombre important d'associations, cela permet donc à la maire d'avoir de nombreux interlocuteurs de proximité pour pouvoir échanger et aller vers une transition équitable. Par exemple, des associations comme Germaine Veille sont très intégrées sur le territoire et auprès des habitants et se font ainsi le relais de leurs ressentis et de leurs besoins. En plus des associations, il y a aussi les conseils citoyens qui peuvent jouer le rôle de passeur et depuis 2022, le comité consultatif de transition écologique. Cependant une cadre de la direction de Cenon soulève "il y a plein de petites choses sur le territoire, le problème c'est de créer du lien". Cela montre que malgré la diversité des initiatives cenonnaises, sans lien entre elles, elles perdent énormément de leurs forces d'agir.



C'est pour répondre à ce type de problématique que la maison écocitoyenne de Bordeaux Métropole va changer de cible principale et devenir une tête de réseau. Un dernier frein qui apparaît sur le terrain est la question de l'inertie, c'est-à-dire la tendance d'un système à conserver sa vitesse. C'est un problème pour appliquer les politiques de développement durable. Pour Amélie Artis il est nécessaire de "saisir l'ensemble des inerties contemporaines issues du passé dans toutes leurs interactions, leur profondeur et leur complexité : conceptuel, théorique, empirique, économique, politique, culturel, comportemental et symbolique" pour

changer notre société. Cela correspond à la force des habitudes et au poids du "on a toujours fait comme ça" qui est une réponse courante lors de la mise en place d'innovation ou de nouveauté dans les manières de faire.

pouvoir comprendre les difficultés à

Par exemple lors de la préparation de l'aménagement de la Maison écocitoyenne de Cenon, la proposition de faire les travaux différemment, d'employer des matériaux durables ou de recycler les gravats, volonté des élus pour être exemplaire, a inquiété les agents car " on ne fait pas comme ça

d'habitude".



A Cenon, devant un constat qu'il n'y avait plus assez d'espaces verts dans le Bas-Cenon, les questions d'îlots de fraicheurs se sont posées. Cela a donnée le projet de Parc de la Mairie dans lequel s'ouvrira la Maison écocitoyenne. Les réalités de terrains peuvent aussi être un levier car les actions liées aux transitions sont parfois aussi intégrées dans les préoccupations des politiques locales "sous la pression des réalités terrain de ou des évènements" (Theys, 2002).

Pour conclure cette partie, une citation d'une des cadres de la Mairie de Cenon : "c'est la même personne qui appuie sur les deux pédales" (ici, le frein et l'accélérateur). Cela montre bien qu'une volonté (politique, individuel, citoyenne...) ne suffit pas à mettre en place une action publique de transition, il est nécessaire de savoir activer les bons leviers, mais aussi de savoir éviter les freins. Ces savoirs et ces compétences sont les raisons pour lesquelles les acteurs territorialisés sont essentiels.

3] LES ACTEURS TERRITORIAUX : UN RÔLE ESSENTIEL A COMPRENDRE POUR TRAITER LES TRANSITIONS

Les actions publiques de transitions font interagir de nombreux acteurs, pour le portage des projets, la transversalité, les échanges entre les échelles... Tous ces acteurs sont importants et jouent un rôle crucial. D'une part en fonction des acteurs qui sont parties-prenantes, les leviers comme les freins diffèrent. D'autre part, suivant les compétences et les savoirs de ces acteurs leurs capacités à interagir avec tels freins ou tels leviers varient.

Un acteur territorialisé est "tout homme ou toute femme qui participe de façon intentionnelle à un processus ayant des implications territoriales. Ces acteurs contribuent à la constitution de territoires, et ce, quels que soient les niveaux d'implications et/ou leur place dans les systèmes de décision. Cette participation peut indifféremment s'opérer dans le cadre de la défense d'intérêts particuliers et/ou collectifs." (Gumuchian & al., 2003).

Chaque acteur est pluriel "C'est donc en terme de pluralité, que l'acteur doit être considéré : pluralité dans ses états d'être, pluralité dans le temps, dans l'espace et selon les contextes toujours mouvants." (Gumuchian & al., 2003).

3.1 La question culturelle : une problématique majeure dans laquelle l'action est complexe.

3.1.a. L'importance d'une culture des transitions

La question de la culture des acteurs est importante car c'est elle qui va déterminer ou non si les changements sont possibles, sans culture de l'environnement pourquoi le protéger ? C'est la même problématique qu'avec la culture du risque (qui est étudié depuis plus longtemps), si elle n'est pas assez développée, la société n'est pas prête à agir et ne sait pas réagir lors d'une perturbation dans l'équilibre du système, c'est à dire qu'elle n'est pas résiliente. Dans l'interview de Jacques Theys réalisé par Rémi Barré,

Thierry Lavoux et Vincent Piveteau, il évoque ce problème : "l'environnement ne semble toujours pas parvenu à être pleinement intégré à la culture vulnérable qu'il reste, non seulement à la conjoncture ou aux intérêts économiques, mais aussi aux appartenances sociales, aux positionnements politiques ou aux spécialisations disciplinaires." (Barré, Lavoux, Piveteau, 2015). Pour Jacques Theys, c'est la preuve d'une "hésitation culturelle" et d'un " inconfort par rapport à une notion qui, au départ, a plutôt été importée des pays anglo-saxons" (Barré, Lavoux, Piveteau, 2015). Le changement de vocabulaire entre développement durable et transition évoqué dans la première partie fait aussi ressentir cela. Cependant dans son ouvrage de 2002, Jacques Theys nuance : « si effectivement de manière générale les problématiques environnementales dans leurs globalités ne sont pas rentrées dans notre culture, ponctuellement et à l'échelle locale certains termes ont su créer autour d'eux un début de culture, même si elle est souvent uniquement de façade». Il cite, par exemple, "le renouvellement urbain", "l'agriculture locale" ou "la démocratie de proximité" (Theys, 2002).

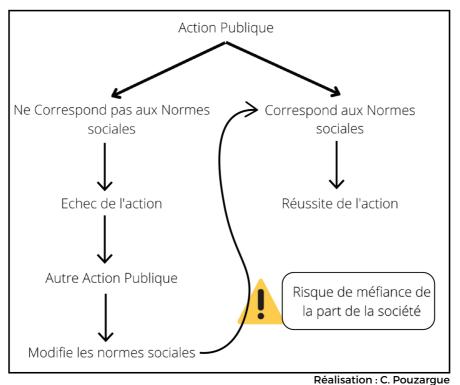
Cenon développe ce terme de démocratie participative avec 4 nouvelles instances en 2022 : Le Comité consultatif de la transition écologique, le Conseil des Sages, le Conseil de la vie associatives et le conseil municipal des enfants.

Les termes d'agriculture locale et de renouvellement urbain se lient dans le PAT de la Rive Droite car il est lauréat de l'appel à projets Quartiers fertiles qui promeut l'agriculture urbaine dans les quartiers NPNRU.

Pour Olivier De Schutter, Sibylle Bui et Isabelles Cassiers il s'agit là d'un des rôles dans l'action des collectivités territoriales : elles doivent agir sur les normes sociales mais cette action est complexe.

La capacité d'agir des collectivités territoriales sur les normes sociales est décrite dans le schéma n° 16 page suivante.

Figure 10: Les liens entre Action publique et norme sociale



Source : De Schutter, Bui, Cassiers, 2021

Pour Anne Carbonnel et Marie-Pierre Philippe-Dussine, en plus des normes sociales, "dans tous les cas, les agents [dans le sens acteurs] penseront cependant le développement durable en fonction de trois facteurs : leurs croyances ou leur connaissance, leur désir et leurs pouvoirs." (Carbonnel, Philippe-Dussine, 2013). Il est important de les connaître et comprendre ces trois facteurs pour l'action publique : elle peut ainsi mettre en place des actions adaptées. Ces facteurs sont souvent similaires dans un même groupe, comme les normes sociales, il s'agit de dynamiques collectives.

Apprendre à connaitre ces trois facteurs demande d'abord d'étudier les profils socio-économiques des habitants de Cenon. Ils sont très variés, et les écarts dans les situations sont importants, mais pour savoir cela et pouvoir le mesurer un niveau plus fin que les données INSEE est nécessaire. Avec des données plus précises, au niveau de l'IRIS par exemple ou/ et des connaissances du terrain. Sur la figure 11, les écarts n'apparaissent pas, mais nous pouvons nous rendre compte de la place importante de la voiture, du problème des logements anciens et mal isolés mais surtout du taux de pauvreté presque deux fois supérieur à la moyenne nationale.

Figure 11 : La diversité des habitants de Cenon

ECONOMIE POPULATION Catégorie socioprofessionnelle à Cenon (2019) Nombres d'habitants à Cenon ■ Artisans, commerçants, chefs d'entreprise ■ Cadres et professions intellectuelles En 1968 17 713 23% 14% ■ Professions intermédiaires En 1999 21 363 ■ Employés ■ Ouvriers En 2019 17% 25 496 ■ Retraités Autres personnes sans activité professionnelle 2 591 44,1% 53,1% Agriculteur en 2019 entreprises à Cenon de ménages avec de ménages avec 21% 12.5% une personne famille (62,7% en des actifs travaillent (34,7% en France) France) de chômeurs dans la commune (national:13,4%) 17 940€ 27% Commerce de gros et de détai<mark>l</mark>, de revenu médian de taux de pauvreté transports, hébergement, (27 721€ au niveau (14,6% en France) Construction Activités restauration spécialisées* national) *Activités spécialisées scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien **LOGEMENT MOBILITE** 5,9% 74.3% des habitants au une voiture, dont 17,1% en ont deux ou plus de suroccupation (80,8% dont 34,1% en France) 4 618.8 hab/km² en 2019 (4.8% en France) 3208,9 hab/km² en 1968 55,6% 58,6% 65,8% 28,2% de logements d'appartements, 2,9 construits entre des actifs vont des actifs vont pièces en travailler en voiture travailler en transport 1946 et 1990 (moyennes (43,5% (70,4% au niveau

Réalisation : C. Pouzargue Source: INSEE, 2019

en France)

national)

en commun (15,2%

au niveau national)

50,5% au niveau

national)

3.1.b. Action sur l'identité culturelle collective

Pour Olivier De Schutter, Sibylle Bui et Isabelle Cassiers pour réussir les transitions il faut "une combinaison réussie de motivations extrinsèques (découlant du cadre réglementaire et des incitants économiques) et intrinsèques (inhérent à une personne indépendamment de ses relations avec les autres acteurs ou la société ne elle-même)" (De Schutter, Bui, Cassiers, 2021). La combinaison de ces deux mouvements demande aux municipalités telles que Cenon de choisir entre deux types d'actions politiques.

Actions sur des motivations Actions sur des motivations extrinsèques intrinsèques Expérimentation des initiatives Outil classique locales, expressions sur les motivations de chacun, Compensation monétaire, réglementations... encourager les changements de Impact plus rapide, échelle plus comportements large Impact plus durable, échelle plus petite

Tableau 1: Types d'actions publiques selon De Schutter, Bui, Cassiers, 2021.

Pour pouvoir être efficaces et correspondre aux réalités du terrain, les municipalités doivent savoir lier les deux approches. Par exemple : sur le sujet de l'utilisation du vélo, la ville prévoit une aide financière pour l'achat d'un vélo, ce qui est donc une incitation financière et

donc une actions sur les motivations extrinsèques, mais en même temps elle prévoit des pistes cyclables, met en place le jalonnement cycliste, organise des moments de sensibilisation... Ce qui vise à modifier le comportement des usagers.



Motivations intrinsèques de la Maison écocitoyenne de Cenon : contribuer aux changements de comportement des habitants.

Motivations extrinsèques, secondaire: certains ateliers de la programmation mettent en avant les économies financières ou la gratuité des activités. Pour Anne Carbonnel et Marie-Pierre Philippe-Dussine, il est souvent plus simple de créer une nouvelle identité de groupe que d'en modifier une. Sur Cenon, le graphique de la figure 10, un certain nombre d'associations présentes sur le territoire cenonnais ce qui permet de penser que l'identité a déjà commencé à se développer, en direction des transitions. Mais si les associations représentées s'inscrivent toutes dans une démarche de développement durable et de transition, elles n'ont peu voire pas de lien entre elles, donc bien que l'identité semble partagée elle n'est pas encore collective. La future maison écocitoyenne de Cenon permettra, entre autres, d'améliorer cela en favorisant les synergies. La création récente du Comité consultatif de transition écologique participe à cette nécessité de créer du lien et du collectif pour les transitions.

Enfin, Anne Carbonnel et Marie-Pierre Philippe-Dussine soulignent l'importance pour les acteurs d'avoir " une véritable satisfaction de leur implication". Cette question nous ramène à celle des échelles : s'il est important de se rendre compte des résultats de notre implication, il est difficile de s'investir pour des résultats éloignés dans le temps ou globaux. Sauf si, comme exprimé précédemment, les normes sociétales ont changé et que les individus reçoivent une réelle reconnaissance pour leur implication.



A Cenon, le Comité Consultatif de la Transition écologique a vu le jour en février 2022. Il était important, à la fois pour les élus et pour les 18 habitants qui en sont membres, de concrétiser une action dès la première année : le 18 septembre 2022 aura lieu à Cenon La "Balade des jardins" qui va faire le tour de certains jardins partagés de la ville.

3.2. Les leviers que les acteurs territorialisés doivent s'avoir activer pour être efficace

Les acteurs territorialisés sont nombreux et diversifiés, si la question de leur culture et de leur identité peut se révéler être soit un frein soit un levier à l'action, il existe d'autres leviers qui peuvent être activés.

3.2.a. Avoir des acteurs compétents et en lien avec le territoire

Les entretiens réalisés par Pascal Canfin et Naïri Nahapétian dans le cadre des leurs recherches ont tous révélé une observation commune : "la présence d'acteurs territoriaux impliqués, intéressés, compétents et influents" (Canfin, Nahapétian, 2007) permet de mettre en place une politique efficace. Pour eux, deux leviers peuvent être mobilisés pour que les acteurs territorialisés soient efficaces :

- une gouvernance adaptée et efficiente même si elle est complexe et inclut énormément d'acteurs.
- des compétences techniques et organisationnelles préexistantes pour faciliter le processus.

Cela demande donc de réunir les bons acteurs, au bon endroit et de les faire travailler ensemble de la bonne manière. Cependant les "compétences techniques et organisationnelles" évoquées ne font pas uniquement référence à des experts. Richard Morin, Anne Latendresse et Nicolas Lozier, qualifient de « médiateurs », les acteurs qui, "font le lien entre « le global et le sectoriel », ils ne sont pas que des « experts», mais ce sont aussi des « praticiens »" (Morin, Latendresse, Lozier, 2017). Ils entendent par là que les acteurs des transitions dans les mairies n'ont pas toujours la formation ou les connaissances scientifiques des experts, bien que l'on peut les considérer comme des experts du territoire.

Ce lien fort avec le local et cette connaissance fine, est une des caractéristiques la chargée de mission TEC de Cenon : bien que n'ayant pas de formation dans le développement durable, elle a passé toute sa carrière, soit plus de 30 années au service de la ville de Cenon, en tant que directrice de la communication.

Le levier d'action que représentent ses connaissances sur le territoire, son expérience des acteurs locaux et ses liens avec les habitants sont des véritables leviers d'actions qui ne peuvent être mobilisés qu'en sa présence. Les élus locaux sont un autre type de médiateur présent en mairie. De par leur fonction et leur élection, ils sont proches des différents acteurs locaux, ils peuvent donc jouer le rôle " d'intermédiaire entre les agents privés, qui centralise et diffuse l'information nécessaire à l'action" (Carbonnel, Philippe-Dussine, 2013). La Maison écocitoyenne de Cenon aura aussi un rôle similaire d'intermédiaire en étant un lieu clé pour mettre en lien ceux qui possèdent des savoirs, comme les associations, et les habitants.

3.2.b. S'appuyer sur la proximité avec les habitants

La maison écocitoyenne sera donc un lieu proche des habitants, il s'agit là d'un autre des leviers importants pour une municipalité. Le contact direct avec les habitants est permis grâce au suffrage universel et par la proximité spatiale. L'impact de la société civile est donc d'autant plus fort sur une mairie. Pour Charlotte Halpern "La qualité de vie en ville s'imposant comme une demande sociale de plus en plus pressante, l'environnement constitue un vecteur majeur de différenciation de l'offre politique locale."(Halpern, 2020). La municipalité va donc mettre l'accent dessus pour être attractive et exemplaire en utilisant des outils comme les labels ou les certifications. Cependant, cette approche a pour défaut de mettre l'accent sur le pilier de l'environnement.

Pour Anne Carbonnel et Marie-Pierre Philippe-Dussine, "La proximité qui caractérise les élus locaux vis-à-vis de leurs concitoyens leur permet en effet d'obtenir une information intéressante, même si elle reste imparfaite." (Carbonnel, Philippe-Dussine, 2013). La proximité permet donc aux élus de connaître les habitants et de pouvoir ainsi adopter les bons moyens d'action. Cela revient, encore une fois à la question des échelles, l'échelle locale permet d'avoir des indicateurs précis et caractérisant des populations qui ne sont pas regroupées en une seule masse. Cette connaissance fine des habitants permet par exemple aux élus, mais aussi aux agents, de savoir quels types d'activités intéresseront le plus d'habitants à la maison écocitoyenne.

3.3. Les freins que les acteurs territorialisés doivent s'avoir contrer pour être efficace

Si les acteurs territorialisés peuvent s'avérer être une véritable force d'action, il faut pour cela qu'ils soient en capacité de composer avec les freins qu'ils vont rencontrer.

3.3.a. Comprendre et gérer la question du temps et de la rapidité d'action

Les élus impulsent l'action d'une municipalité, ils sont des acteurs majeurs. Les agents territoriaux les aident dans leur décision, mais selon Anne-Cécile Douillet et Rémi Lefebvre "la spécificité française du cumul des mandats laisse supposer que la contrainte de temps est plus forte pour les élus français" (Douillet, Lefebvre, 2017). Cela se ressent au sein de la commune de Cenon, le maire étant peu ou difficilement disponible, des phrases similaires à ces citations sont très régulières : "j'aurais eu besoin de faire des points réguliers avec lui, mais bon il est tellement débordé... c'est compliqué" (un agent) ou "j'aimerais vraiment pas être à sa place, courir partout, tout le temps, déjà un·e élu·e est débordé mais alors le maire..." (un agent). Cette problématique du temps se retrouve donc aussi pour les adjoints et les conseillers municipaux qui en plus de leurs fonctions d'élus ont souvent un travail.

La question du temps disponible est aussi présente pour les agents de la mairie qui n'ont souvent pas le temps de traiter tous leurs dossiers. Par exemple, le nombre de dossiers que la chargée de mission TEC doit suivre rend sa mission complexe et la force parfois à faire des choix. Sur le Projet Alimentaire Territorial, deux terrains de sensibilisation à l'agriculture urbaine faisaient originellement partie du projet. N'ayant pas le temps d'accompagner la mise en place du projet sur un des terrains où l'association concernée était peu engagée, -et malgré le fait que le projet plaisait aux élus - il a été abandonné. Enfin, la question du temps n'est pas seulement une préoccupation des agents publics, elle concerne aussi tous les autres acteurs comme les associations. Lors de la réflexion sur l'aménagement intérieur de la Maison écocitoyenne, il s'est révélé complexe pour les associations de prendre du temps pour des rendez-vous avec moi, visant à connaître leurs besoins.

3.3.b. Identifier les liens entre les changements sociétaux, les compétences des acteurs et les résistances.

Nous avons précédemment parlé de l'inertie de la société en général mais le problème peut aussi se rencontrer avec un acteur dans un groupe pour Amélie Artis "l'inertie (stickiness) d'un des acteurs peut avoir des répercussions négatives sur tout le réseau" (Artis, 2017), il faut alors comprendre les freins et les réticences de l'acteur pour essayer de les surmonter. Cela demande donc un travail de pédagogie et de sensibilisation à faire auprès de ces acteurs pour les pousser à modifier leurs habitudes ou tout du moins à ne pas bloquer le changement des autres acteurs.

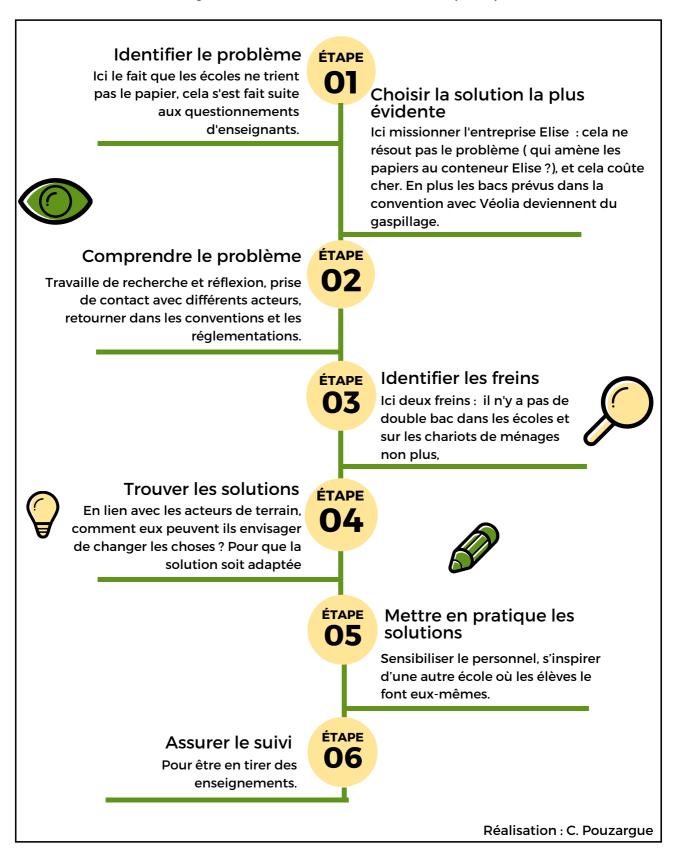
La méthodologie pour faire fasse à ce type de problème est expliquée dans la figure 12. Le contexte dans lequel j'ai pu observer ces étapes est le suivant :



A Cenon, la question du recyclage du papier dans les écoles s'est posée. Il a donc fallu comprendre pourquoi les poubelles vertes prévues à cet effet n'étaient ni utilisées ni connues (puisqu'un enseignant a demandé s'il était possible de profiter des services d'Elise, une entreprise d'insertion spécialisée dans le recyclage des matériaux de bureaux).

Comme expliqué dans la figure page suivante, cela a donc demandé de trouver l'origine des freins, la convention de la ville avec Veolia prévoyant bien des poubelles vertes, et les enseignants étant favorables au fait de trier le papier dans leurs classes. Il s'est avéré que le personnel de ménage n'avait qu'un seul type de poubelle sur leurs chariots et qu'il était donc difficile de séparer le papier du reste. Une fois le frein identifié, la mairie peut maintenant travailler à trouver une solution. Celle-ci peut être multiple, mais demande dans tous les cas d'être réfléchie avec les enseignants et le personnel des écoles pour être adaptée.

Figure 12: Identifier un frein dans l'action publique



Pour Amélie Artis, souvent ces changements sociétaux sont plus rapides que les changements en termes de compétences, d'expériences et de savoir-faire des employés, ce qui est un frein important. Cela a pour conséquence une "forte résistance de la part des institutions dont le fonctionnement des services et la formation, l'expérience des employés ne correspondent pas et ne sont donc pas en adéquation institutionnelle avec les objectifs définis" (Artis, 2017). Cependant cette question peut être résolue par les formations qui sont de plus en plus courantes au sein des entreprises comme des institutions. La formation en ligne est de plus en plus accessible avec le développement de la visioconférence, ce qui facilite aussi cet accès à de nouvelles compétences. A Cenon, la DGS vient de suivre une formation à l'INET (institut national des études territoriales) portant sur toutes les formes de transitions, l'agent interviewé souligne la différence que cela fait " l'action de notre DGS qui s'est formée impulse de vrais initiatives et des vraies actions de transition".

3.3.c. Appréhender les rivalités entres les acteurs

Nous avons précédemment appréhendé la pluralité des acteurs et leurs individualités. L'important pour qu'une action publique pour les transitions soit efficace, c'est que les acteurs territorialisés aient conscience des rivalités possibles entre les acteurs pour pouvoir ainsi s'adapter et ne pas être freiné. Ces rivalités peuvent être multiples, entre tous les acteurs d'un territoire, elles concernent souvent plus l'acteur territorialisé en lui-même que l'institution dans son ensemble. Voici un tableau qui relève les principales rivalités que j'ai pu observer.

Acteurs en rivalité	Exemples observés
Entre les institutions	Les relations entre la Métropole et la ville ne sont pas toujours simples, chacun remettant la responsabilité sur l'autre quelque soit le sujet abordé.
	A Cenon, les relations entre la ville et le SIREC, le syndicat intercommunal de restauration collective, sont complexes. Le SIREC, pris dans le quotidien et les habitudes, peinent à modifier sa manière de faire alors que la ville essaye de s'inscrire dans un PAT. Pour remédier à cela un Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens est en cours de réalisation, de même le GPV a permis de réaliser une étude sur les pratiques du SIREC (dont les résultats seront présentés en novembre).

Acteurs en rivalité	Exemples observés
Au sein d'une institution entre les élus de différents partis politiques	A Cenon, l'équipe municipale est de "Gauche plurielle" (PS, EELV, PC, LFI), plusieurs fois j'ai pu observer des rivalités/ antagonismes dues à la diversité de composition de cette équipe.
	Lors du lancement du marché pour trouver un animateur pour les séminaires de rentrée portant sur le thème des transitions, le dossier comportait dans le titre et dans son corps de nombreuses fois le terme "les transitions", le cabinet l'a refusé jugeant qu'il était trop connoté "écologiste" alors que c'était M. Le maire (PS) qui porte cette action.
	La DGS elle-même explique "qu'une partie de mon travail c'est de gérer ça, le fait que tous les partis aillent bien ensemble".
	La concurrence entre les parties politiques de la Gauche plurielle se voit aussi lors d'événements comme les séminaires de rentrée ou le bilan de mi-mandat, il a été choisi de les faire sous l'angle des transitions cependant pour rester neutre et hors parti politique la grille de lecture sera celle des ODD qui sont mondiaux et donc appartenant à tous des partis.
Au sein même d'une institution publique entre élus et directions	Un agent travaillant à la mairie depuis de nombreuses années a expliqué " qu'avec le précédent DGS ça se passait assez mal.".
Entre des acteurs privés	Pour des acteurs particulièrement sensibles à leurs images ou à leurs représentations comme les entreprises, "améliorer la visibilité de certaines démarches pourrait sans doute constituer une piste pour envisager de nouvelles incitations" (Carbonnel, Philippe-Dussine, 2013), mais cela peut aussi créer des tensions et des concurrences entre elles.

Tableau 2 : Rivalités entre acteurs lors de la mise en place des transitions..

Nous pouvons aussi supposer que dans certains cas une rivalité entre les employés d'une institution ou d'une entreprise peut aussi exister, mais je n'ai pas eu l'occasion de l'observer. Mais les relations étant multiples et chaque acteur étant unique et pluriel, comme nous l'avons évoqué, toutes les situations sont possibles.

3.4. Le rôle peu penser et analyser d'agent territorial

3.4.a. L'impossible objectivité totale de l'agent

Pour cette dernière sous-partie, il me paraissait important de s'attarder sur le rôle des agents territoriaux, puisque cela a été mon propre rôle pendant ces 6 mois de stage.

Les agents territoriaux correspondent totalement à la définition d'acteur territorialisé que donne Hervé Gumuchian & all. puisque de part leurs fonctions et leurs métiers ils participent intentionnellement à la modification du territoire (Gumuchian & all., 2003). Anne-Cécile Douillet et Rémi Lefebvre expliquent que si les agents de l'Etat au niveau national ont été très étudiés dans la documentation française (bien que moins qu'aux Etats-Unis), les agents des collectivités territoriales ont fait l'objet de peu de recherche (Douillet, Lefebvre, 2017). Pourtant ces agents "participent aussi à l'action publique, via la façon dont ils endossent leur rôle et les missions qui leur sont confiées" (Douillet, Lefebvre, 2017). Bien sûr, les agents se doivent de n'être que des aides à la décision et à l'action, mais "tout acteur est doté d'une personnalité (composant psychique) et d'une individualité (constitution propre) qui ne se dissolvent pas dans l'action" (Gumuchian & all., 2003). Hervé Gumuchian & all. le précisent,

Les agents étant pluriels "ce sont bien ces personnes qui, en action, dans leur complexité et leurs différentes dimensions, doivent être appréhendées pour comprendre les processus territoriaux en cours. Même si leur marge de manœuvre est loin d'être totale au sein des cadres de l'action (pouvoirs, organisations, institutions), ils n'en possèdent pas moins un «degré de liberté » qui va leur permettre d'initier et d'orienter certaines actions sur le territoire." (Gumuchian & all., 2003).

Cela signifie que malgré la posture que les agents territoriaux doivent avoir, leur personnalité et leur individualité influencent quand même la manière dont ils réalisent leurs tâches ce qui influence grandement l'action. Cela peut aussi parfois influencer les décisions politiques : lorsque que l'on présente un

projet qui, personnellement, nous enthousiasme, la présentation peut être meilleure (et donc convaincre plus facilement) que pour un projet qui nous déplaît. Ce processus ne se fait pas forcément de manière consciente, cela peut passer par le ton utilisé, l'expression du visage... tous ces éléments de communication non-verbale qui rendent plus ou moins intéressante la présentation. Cela peut autant se révéler un frein qu'un levier pour la transition écologique, ce qui est important ici est d'en avoir conscience.

Il faut d'une part que ceux qui analysent les politiques publiques en aient conscience mais aussi les agents eux-mêmes pour pouvoir ainsi adopter une attitude plus objective, comme le chercheur qui "fait un pas de côté".

3.4.b. La force des ressources humaines

L'agent que j'ai interviewé souligne l'importance des agents en détaillant l'étendue des compétences des agents : " Ils ont des agents publics qu'ils peuvent mobiliser pour travailler à toutes les échelles utiles, autant dans les définitions de stratégie que dans la mise en place des actions très concrètes".

L'agent soulève aussi le fait que c'est eux qui animent, mettent en place et assurent le suivi des actions : "les services publics, c'est essentiellement ça, c'est de la ressource humaine, de la ressource intellectuelle et de la ressource concrète. Et c'est vraiment important aujourd'hui de ne pas laisser les démunir de cette matière, de cette ressource humaine. Parce que je pense que toutes les plus belles stratégies qui peuvent être pensées, même construites avec des agences spécialisées n'ont pas, n'auront pas assez d'impact si elles ne sont pas mises en œuvre sur le terrain et mises en œuvre de façon massive."

Mais cette ressource humaine sur laquelle les services publics reposent doit faire face à deux difficultés :

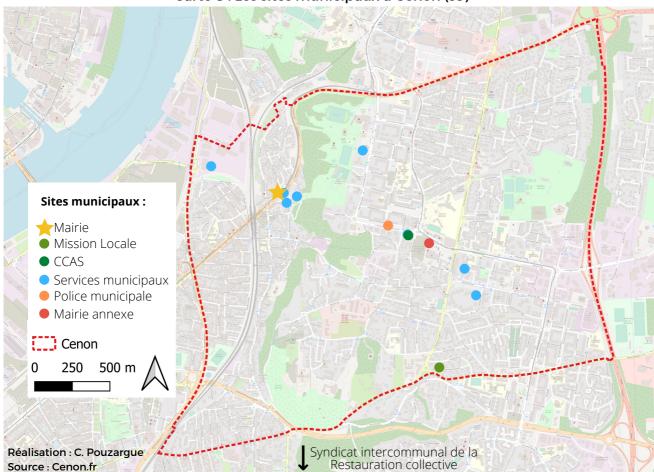
- Une difficulté conjoncturelle : depuis la crise du Coronavirus, tous les corps de métiers rencontrent des difficultés pour le recrutement du personnel. Si c'est un sujet couvert par la presse, les collectivités territoriales rencontrent aussi de nombreuses difficultés. Ainsi de nombreux postes clé sont vacants à Cenon, ce qui rajoute de la tension sur les agents présents et qui complexifie l'action.
- La seconde difficulté est structurelle : la transversalité que demande la mise en place des transitions.

Si nous avons montré précédemment que la transversalité est essentielle, dans la réalité, elle est complexe à mettre en place. Les agents doivent tous porter énormément de projets et de missions, ce qui rend complexe la répartition de nouvelles tâches.



Cenon est en train de s'interroger sur la mise en place d'un projet concernant la transition énergétique dans les écoles : qui doit en être le pilote ? La chargée de mission TEC, le service de l'éducation, celui du patrimoine qui a lancé le projet ? Ce genre de question n'a pas de réponse idéale, personne n'ayant vraiment assez de temps à accorder à ce projet sauf à mettre de côté une autre des missions qui lui sont déjà attribuées. Le facteur du temps que nous avons précédemment évoqué devient donc capital en matière de transversalité.

A Cenon, la difficulté à travailler en transversalité est accentuée par la répartition géographique des agents qui sont parfois relativement éloignés.



Carte 8 : Les sites municipaux à Cenon (33)

Le pilotage de nouvelles actions est complexe, la ville de Cenon a donc choisi de travailler sur l'amélioration (en terme des transitions et d'atteinte des ODD) des actions en cours, et d'encourager les agents à faire différemment sans faire plus. Cela passe essentiellement par les séminaires de rentrée que nous avons évoqués. Ces séminaires ont deux objectifs :

- Mettre tous les agents sur un même niveau de connaissances et de sensibilisation. La mairie compte environ 600 agents : ils ne peuvent pas partager une culture commune du développement durable et des transitions. Le temps Agent est donc important, pour les aider à acquérir cette culture. Un temps pour les élus et les cadres sera aussi consacré à cet objectif.
- Faire comprendre aux cadres que les transitions c'est faire différemment sans forcément faire plus. Cela va donc demander de reprendre les fiches actions du plan d'administration déjà rédigées et qui leurs sont assignées et réfléchir à comment les modifier pour les rendre plus écologiques.

3.4.c. L'inadéquation institutionnelle : divergence entre la volonté et les réalités des institutions publiques

Enfin, pour Amélie Artis " une collectivité territoriale (CT) n'ayant pas en interne les compétences pour mettre en œuvre une gouvernance climatique ne peut pas amener les acteurs du territoire à le faire" (Artis, 2017). Amélie Artis parle d'inadéquation institutionnelle. Il s'agit d'un mot qu'elle utilise pour traduire la théorie des "institional misfit" développé par Young, pour caractériser le fait que

"Les efforts de gouvernances climatique et énergétique peuvent donc être niés par la structure même de l'institution impliquée, en raison des lourdeurs, des habitudes et de sa culture institutionnelle" (Artis, 2017).

Parmi les inadéquations identifiées dans cette théorie certaines se retrouvent à Cenon :

- La fragmentation juridictionnelle : elle se retrouve dans certains dossiers qui incluent à la fois la ville, le GPV et la Métropole. Le nombre d'acteurs de différentes institutions étant alors important, les rôles de chacun sont moins identifiés.
- Les problématiques autour du management : c'est un des reproches que les agents font très régulièrement au mode de fonctionnement de la collectivité. Une agente de Cenon à par exemple dit en ma présence : "je fais ce que je dois faire, mais j'ai zéro management, toute seule dans mon coin, si mon travail n'est pas relié à celui des autres l'intérêt est limité".

• Les changements sont plus rapides que l'évolution des arrangements institutionnels.

Lorsque la question de l'ameublement de la Maison écocitoyenne a été traitée, les élus comme les services ont souhaité trouver du matériel et des meubles d'occasions mais cela a posé problème pour le paiement. Le système devant suivre une procédure spécifique et n'étant pas adapté aux petits commerçants.

Une autre inadéquation institutionnelle, mais qui y est cette fois soulevée par Jacques Theys est le fait que des acteurs qui devraient travailler ensemble pour assurer la transversalité des transitions ont des cultures qui souvent s'ignorent. L'approche territoriale et locale est alors importante car elle peut permettre de "réconcilier deux cultures qui traditionnellement s'ignorent : une culture urbaine, qui a fait depuis longtemps de la question sociale une de ses préoccupations majeures ; et une culture écologique, qui a toujours privilégié la question de la technique. " (Theys, 2002). Pour essayer de diminuer ces différences et améliorer le travail en collectif de tous les agents, Cenon encourage la "Méthode projet". Elle est présentée comme cela :



Le mode projet, un pilotage qui vous veut du bien

Fini le travail en silo, vive la transversalité, mais avec méthode... Travailler en mode projet implique la mobilisation, au sein d'une équipe projet, de toutes les compétences utiles pour atteindre les objectifs du projet. Coopération et entraide sont alors indispensables à la réussite du projet.

La culture du mode projet développe la coopération, la communication et la confiance entre les personnes impliquées dans le projet.

La présentation complète réalisée par la Mairie de Cenon est dans l'annexe 13.

Les agents ne peuvent pas toujours directement lutter contre ces inadéquations institutionnelles, mais ils travaillent et composent avec " on essaye de faire au mieux avec les moyens que l'on a et le système" (agent).

Enfin, pour finir cette partie sur les agents territoriaux, sortir des inadéquations institutionnelles c'est aussi sortir du monde de pensée actuelle. Nous avons évoqué que Jacques Theys est en faveur de la décroissance, c'est un mode de pensée qui se répand de plus en plus. Récemment l'ouvrage "Le Monde sans fin, miracle énergétique et dérive climatique" de Christophe Blain et Jean-Marc Jancovici prône notamment la décroissance, mais dans une BD qui permet la vulgarisation de ces enjeux souvent complexes à comprendre. En mars 2022, cet ouvrage s'était déjà vendu à "300 000 exemplaires, un score de best-seller, et continue à truster la tête des « tops » de ventes" (La Parisien). Cela montre que ces théories se répandent. Une cadre de la direction de Cenon explique qu'il faut "sortir de la logique du plus et toujours plus, il faut faire moins parfois, pas toujours avoir plus d'agents, plus de budgets on en a jamais assez". Pour elle, la croissance et le développement qu'il est dur de limiter dans les sociétés se retrouvent aussi dans les politiques publiques sur la transition "il faut juste accepter de renoncer". Pour elle, faire moins, c'est faire mieux, et prendre le temps de bien faire permet aux actions de la mairie d'avoir de meilleurs impacts, d'être mieux réfléchies, de mieux correspondre au territoire. Ce changement dans la manière de percevoir les politiques publiques qui " ne peuvent pas être parfaites partout" doit passer par les élu·e·s, certes, mais selon aussi par les cadres " on le voit bien dans les dialogues de gestion on a tous du mal à se dire que non on ne peut pas tout faire". Limiter l'action peut aussi être une action bénéfique aux transitions.

Pour conclure cette partie, les acteurs territorialisés sont au coeur des actions publiques de transitions car ce sont eux qui vont permettre, faciliter, freiner ou même bloquer leurs mises en place. Il est important d'étudier ces acteurs car cela peut permettre d'anticiper les freins qu'une action va rencontrer. Aucun acteur, qu'il soit du privé, de l'associatif ou du public ne peut être totalement objectif, il est important que chacun en ai conscience.

CONCLUSION & BILAN

Le développement durable puis les transitions peuvent être considérés comme des leviers opérationnels des politiques publiques et une évolution positive pour les problématiques planétaires actuelles.

Cependant, après avoir analysé les leviers et les freins de l'action publique en termes de transitions à travers l'exemple de Cenon, nous pouvons constater que si les leviers sont nombreux, les freins sont complexes à surmonter. Le constat est donc fait que les acteurs sont au cœur des enjeux : ils peuvent à la fois être le moteur de l'action, le problème et la solution. Donc quel que soit le contexte et la problématique il est capital d'apporter une attention particulière aux acteurs en présence.

Pour conclure, suite à cette réflexion, nous pouvons déterminer pour qu'une action publique de transitions réussisse il faut qu'elle ait les caractéristiques présentes dans le schéma suivant.

Rester ouverte à ____ Correspondre à l'innovation et à l'identité collective le recherche du territoire Être portée Pouvoir Coopération : la clé s'adapter aux à la bonne pour les transitions imprévus de échelle terrain Etre transversale (dans S'appuyer sur les habitants et les acteurs les services, les piliers du développement territorialisés durable...) **-**compétents Réalisation : C. Pouzargue

Figure 13 : Les conditions favorisant la réussite d'une action publique de transitions

Pour finir, Jacques Theys, que j'ai pu citer à de nombreuses reprises, tant son parcours entre la recherche, les politiques publiques et la mise en place des transitions correspond à mon sujet, résume ainsi l'action qui doit être faite pour des transitions réussies : "On sait très bien, en effet, que pour réussir la transition, aucune solution unique ne suffira et qu'il faudra combiner les actions, les connaissances, les volontés de mobilisation, et l'intelligence de tous à toutes les échelles. " (Theys, 2016). C'est donc la coopération qui est le levier principal ici, le levier qui permet aussi dans la plupart des cas de lever les freins. Il s'agit donc là de terminer avec une solution : la quasi-totalité des freins évoqués dans ce document peuvent se résoudre avec de la coopération entre acteurs.

Préconisations et poursuite des actions

Nous avons abordé beaucoup de sujets que j'ai pu travailler durant mes 6 mois de stage. Le paragraphe suivant sera donc consacré à faire un point sur l'avancement de ces missions et à des préconisations pour la poursuite des missions auxquelles j'ai eu l'opportunité de participer.

La Source : Maison écocitoyenne

Concernant, la maison écocitoyenne, la programmation jusqu'en décembre a été établie, bien qu'elle soit encore à affiner.

Le volet sur lequel j'ai le moins avancé et qu'il reste donc à faire est la question de l'ameublement, effectivement l'aménagement n'étant pas encore effectif, l'achat de meuble était prématuré. Cependant, des contacts ont été pris avec divers lieux de vente de meubles d'occasion.

J'ai eu l'opportunité de créer un outil pour la mise en action de la maison écocitoyenne : un répertoire de toutes les activités possibles à La Source, ainsi que des propositions de bibliographie et de jeux. La Source a surtout besoin de quelqu'un pour continuer à la faire vivre et à la faire connaître auprès des habitants, mais aussi pour continuer à animer le réseau d'associations et d'acteurs que j'ai eu l'occasion de contacter autour de ce projet. Avec peu de ressources humaines, le projet de maison écocitoyenne peut être difficile à mener cependant, cela lui permet néanmoins de s'installer petit à petit dans les consciences et de se faire connaître par les habitants. Je pense cependant que pour les prochains ateliers une communication plus en avance et plus massive est nécessaire. Il serait peut-être aussi pertinent d'associer La Source avec d'autres évènements cenonnais plus récurrents, ancrés dans le territoire et qui bénéficient d'une plus grande visibilité.

Une solution pour pallier le manque de ressource humaine peut être de

mutualiser les missions, comment le Comité Consultatif de la transition écologique de Cenon peut-il participer à l'animation de La Source ? Ces membres peuvent-ils animer des permanences pour faire vivre le lieu ? Les projets menés par le Comité peuvent-ils avoir lieu dans la Maison écocitoyenne ou être en lien avec ?

• Le Comité Consultatif de la transition écologique de Cenon

Il s'agit d'une des missions avec le plus de contacts humains que j'ai eu l'occasion de faire, mais aussi la plus proche des habitants. Le projet que le comité a choisi de porter cette année est en cours de réalisation, l'arrêté municipal a été publié et les contacts avec les jardins ont été pris pour leur proposer le programme choisi. Après leur confirmation et durant le mois d'août un planning précis va être établi et sera ensuite diffusé pour profiter d'une communication précoce. Le projet fait partie des Journées du Patrimoine ce qui va lui apporter de la visibilité.

J'ai préparé une liste d'idées d'animations pour les plénières qui pourront être mobilisés suivant les thématiques choisies, cette liste peut aussi être mobilisée en fin d'année lorsque le comité devra rédiger son rapport d'activité. Cela va permettre de répondre à la demande des membres d'avoir des plénières utilisant des techniques d'animations et d'intelligence collective.

• La poursuite du projet de tiers jardin de Sellier

Le projet de tiers jardin à Henri Sellier (porté par les associations Germaine Veille et le Déclencheur souple) fait partie de Projet alimentaire territorial. Il s'agit d'une parcelle vouée à la sensibilisation des habitants sur le sujet de l'agriculture urbaine qui se trouve dans un quartier en renouvellement urbain. Ma participation à ce projet a principalement été de l'observation, bien que j'ai eu l'occasion d'assurer le suivi des avancements durant l'été. Le projet est en bonne voie de réalisation : les plans des travaux sont fixés, l'espace dédié à l'agriculture urbaine aussi, l'association est en contact avec une paysagiste pour pouvoir proposer un projet précis à la rentrée, l'étude sur l'eau à été réalisée et enfin l'étude des sols est en cours.

Continuer la transition interne

Enfin, une des missions que j'ai eu l'opportunité de mener, concernait la volonté de la mairie de devenir exemplaire, pour cela elle a choisi de mettre en place un plan de transition interne. Je me suis appuyée sur la réalisation d'un audit avant mon arrivée, et sur la réalisation d'un benchmark de ce type de démarche dans différentes organisations pour pouvoir proposer une liste d'actions possibles à mettre en place. Il ne s'agissait pas que d'actions

nouvelles, certaines étant déjà lancées voire réalisées sans jamais avoir été formalisées ou labellisées "transitions".

Pour permettre de rendre ce travail accessible et diffusable, je suis en train de formaliser dans une frise chronologique des actions réalisées, en cours de réalisation, à venir. Elle pourra être diffusée dès les séminaires de rentrée.

Bien que la poursuite de ce projet au pilotage collégial risque de s'avérer difficile, de nombreuses actions sont déjà lancées, et concernent plus spécifiquement une direction ou un service, ce qui rend l'identification d'un pilote plus aisée.

Bilan du stage

Nous allons finalement finir par la réalisation d'un bilan de mon stage.

Je pense que j'ai pu me rendre utile pour la mairie de Cenon, j'ai apporté ma connaissance sur les transitions et sur le développement durable, mais surtout de la ressource humaine. Ma tutrice étant débordée, j'ai pu l'aider et la seconder dans l'accomplissement de ces missions. Certaines missions ne demandaient pas de compétences précises mais seulement d'avoir du temps à y accorder comme la réalisation du Benchmark pour la Charte de transition interne.

Les compétences qui se sont révélées le plus utiles pour ma structure d'accueil sont :

- les compétences liées à l'humain : que cela soit la création d'un réseau d'acteurs autour de la maison écocitoyenne,
- l'animation de réunions et de plénières pour le Comité consultatif de la transition écologique ou encore
- la capacité à soutenir les jeunes en services civiques lorsqu'aucune ressource humaine n'était disponible pour le faire.
- La pratique de divers outils numériques
- La pratique du vélo en milieu urbain et nature

Me concernant, ce stage m'a énormément apporté. J'ai eu l'opportunité de travailler sur des thématiques extrêmement diverses et multiples mais aussi qui m'intéressaient, ce qui est une réelle chance j'en ai conscience. Cela m'a permis d'affiner mon projet professionnel, j'ai beaucoup apprécié de travailler pour le service public. Cependant durant mon stage de deuxième année je souhaiterais essayer quelque chose de différent, soit une collectivité territoriale d'un autre échelon tel qu'un département soit un des partenaires d'une collectivité territoriale comme les associations ou les entreprises de conseil. Ce stage m'a permis de confirmer que je souhaitais travailler plus dans la stratégie

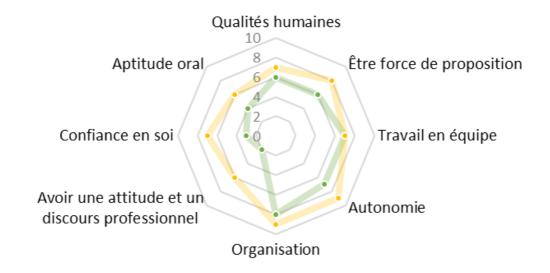
dans le montage de projet que dans l'animation et le contact direct avec la sensibilisation et l'éducation. Enfin, cela m'a permis de me rendre compte que les thématiques qui me plaisaient le plus étaient celles de l'alimentation et de l'agriculture.

Enfin, ce stage m'a aussi permis d'améliorer à la fois mes compétences et mes savoirs-être. Cela se voit dans les figures suivantes.

Figure 14:

Amélioration des savoir-être grâce au stage de première année

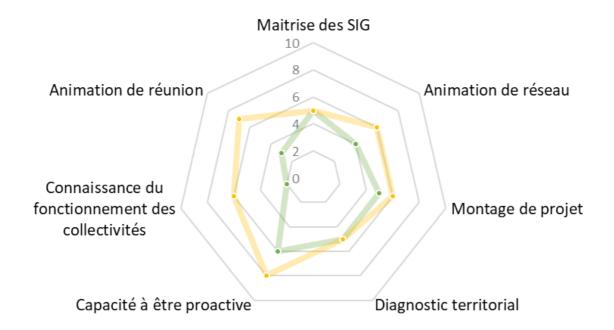
Compétences avant le stage Compétences après le stage



Réalisation : C. Pouzargue

Montée en compétence grâce au stage de première année

Compétences avant le stage Compétences après le stage



Réalisation : C. Pouzargue

Pour réaliser les listes précédentes, je me suis appuyée sur celles que j'avais réalisées pour l'UE projet professionnel. Ces figures révèlent de manière claire l'impact que ce stage a eu sur moi : si les compétences acquises me seront toujours utiles, notamment le mode de fonctionnement des collectivités, ce sont les savoir-être et notamment la confiance en moi et l'attitude professionnelle que je pourrai mobiliser de manière quasi-quotidienne. Ces savoir-êtres ont été acquis grâce à l'autonomie et à la confiance qui m'ont été accordées durant ma période de stage.

BIBLIOGRAPHIE

Artis, A. (2018). Coopération, gouvernance, territoires et transition énergétique (French Edition). Editions Campus Ouvert.

Barré, R., Lavoux, T. & Piveteau, V. (2015). Un demi-siècle d'environnement entre science, politique et prospective: En l'honneur de Jacques Theys. Éditions Quæ.

Blatrix, C., Edel, F. (2021). Quand visions de l'État et de l'environnement se croisent, le ministère de l'impossible devient celui du possible. Entretien croisé avec Bettina Laville, Philippe Ledenvic. *Revue française d'administration publique*, 179, 553-570.

Boissonade L. & Monnoyer-Smith L. (dir). 2017. « La transition, Analyse d'un concept. Commissariat général au développement durable », Ministère de la transition écologique et solidaire Théma - Transition - juin 2017-Final (ecologie.gouv.fr)

Bourg, D. (2015, a). Les mots et les maux de l'environnement. *Communications*, 96, 137-144.

Bourg, D. (2015, b). Vivre ensemble dans un monde fini. Dans : Conseil économique social et environnemental éd., *Entre unité et diversités: Les Forums du CESE sur le vivre ensemble*Paris cedex 14: Presses Universitaires de France.

Bourg, D. (2012). Transition écologique, plutôt que développement durable: Entretien avec. *Vraiment durable*, 1, 77-96.

Brunel, S. (2018). *Le développement durable*. « Que sais-je ? ». Presses Universitaires de France.

Canfin, P., & Nahapétian, N. (Éds.). (mai 2007). Développement Durable : villes, régions..., agir localement. *Alternatives Economiques Pratiques*, *Hors-Série*(n°29).

Carbonnel, A. & Philippe-Dussine, M. (2013). Gouvernance des territoires pour un développement durable : une analyse en termes de jeu et d'identité. *Management & Avenir*, 59, 139-156.

De Schutter, O., Bui, S., & Cassiers, I. (2021) et al.. Renouveler l'action publique. Le programme Biovallée dans la vallée de la Drôme. Dans O. de Schutter & T. Dedeurwaerdere (Éds.), *L'Etat partenaire - Transition écologique et sociale et innovation citoyenne* (p. 43-72). Presses Universitaires de Louvain. https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03464468

Douillet, A., Lefebvre, R. (2017). Sociologie politique du pouvoir local. Armand Colin.

Dugast, C. & Soyeux, A. (2020). Les entreprises, l'État, le climat et moi : chacun sa part. *Revue Projet*, 375, 38-43.

Dumas, J. 2000. Bordeaux, ville paradoxale. Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.

Fayet, V. (2020). Le garant de la fraternité. Revue Projet, 374, 30-32.

Foucault, M. (2021, novembre). *La France, ses maires et ses territoires* (Observatoire de la démocratie de proximité AMF-CEVIPOF/SciencesPo).

Gabas, J. (2003). Acteurs et politiques publiques. Mondes en développement, n°124, 33-47.

Greenflex. (2017). *Tous acteurs! Etude Les Français et la consommation responsable* (12e Baromètre). ADEME.

https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-29105-francais-consommation-responsable.pdf

Gumuchian, H., Grasset, E., Lajarge, R., Roux, E. (2003, 17 avril). Les acteurs, ces oubliés du territoire (Antropos). Economica.

Halpern, C. (2020). L'agenda environnemental des municipalités. L'Économie politique, 85, 87-98.

Institut des Territoires Coopératifs (Éd.). (2020). Webinaires : La coopération, levier de résilience.

https://instercoop.fr/webinaires-la-cooperation-levier-de-developpement/#webinaire1

Jégou, A. (2007). Les géographes français face au développement durable. *L'Information géographique*, Vol. 71(3), 6-18. https://doi.org/10.3917/lig.713.0006

La politique du tout-à-l'éco. (2010). Z : Revue itinérante d'enquête et de critique sociale, N° 4(2), 52-59. https://doi.org/10.3917/rz.004.0052

Lascoumes, P. (2000, 18 octobre). Les ambiguïtés des politiques de développement durable | Canal U [Vidéo]. Canal-U.

https://www.canal-u.tv/chaines/utls/les-pollutions-et-leurs-remedes/les-ambiguites-des-politiques-de-developpement-durable

Laville, B. (2010). Du ministère de l'impossible au ministère d'Etat. Revue française d'administration publique, 134, 277-311.

Merad, M., Dechy, N., Guionnet, D. & Marcel, F. (2012). Mise en place d'une démarche de développement durable au sein d'un institut public d'expertise. *Natures Sciences Sociétés*, 20, 201-209. https://www.cairn.info/revue--2012-2-page-201.htm.

Morin, R., Latendresse, A. & Lozier, N. (2017). Action publique et quartiers durables : enjeux cognitifs et organisationnels. *Environnement urbain*, 12. https://doi.org/10.7202/1050580ar

Nadaud, E. (2019, décembre). La prise en compte des interdépendances dans les processus de développement des territoires. De la gouvernance à la coopération territoriale. http://nuxeo.edel.univ-poitiers.fr/nuxeo/site/esupversions/82f09428-191c-4521-b786-70fff6e536b3

Perrez, G. (2014). A LA DÉCOUVERTE de Cenon son histoire son patrimoine. Imprimerie de La Roque.

Rey-Valette, H. (2010). L'intégration du développement durable dans l'ingénierie territoriale : Enjeux et modalités. Dans L. Dayan & S. Lardon (Éds.), *L'ingénierie du territoire à l'épreuve du développement durable* (p. 193-208). L'Harmattan. (PDF) L'intégration du développement durable dans l'ingénierie territoriale : enjeux et modalités (researchgate.net)

Séguin, M., de Coninck, P., & Tremblay, F. (2005). Présentation du dossier : Le contexte planétaire de l'écocitoyenneté. *Nouvelles pratiques sociales*, 18(1), 18-25. https://doi.org/10.7202/012193ar

Talandier, M. (2014). Penser la réciprocité territoriale. *Urbanisme, Publications d'architecture et d'urbanisme*, 22-23. https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00957752

Talandier, M. (2019). Métropoles et territoires : et si on parlait « réciprocité » ? *Tendances*, *OFDT*, n° 6, 10-12. https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02404379

Talandier, M. (2020). Les enjeux économiques de la résilience urbaine. PUG. https://www.researchgate.net/publication/341255397_Les_enjeux_economiques_de_la_resilience urbaine

Theys, J. (2002). L'approche territoriale du « développement durable » , condition d'une prise en compte de sa dimension sociale. *Développement durable et territoires*, *Dossier 1*. https://doi.org/10.4000/developpementdurable.1475

Theys, J. (2014). Le développement durable face à sa crise : un concept menacé, sous-exploité ou dépassé? *Développement durable et territoires [En ligne]*, *Vol. 5, n°1*. https://doi.org/10.4000/developpementdurable.10196

Theys, J. (2016). Le syndrome de l'éléphant blanc. *Revue Projet*, 350, 67-75. <u>Transition énergétique : le syndrome de l'éléphant blanc | Revue Projet (revue-projet.com)</u>

Theys, J. (2017). Prospective et recherche pour les politiques publiques en phase de transition. *Natures Sciences Sociétés*, , 84-92.

Timsit, S. & Grandjean, A. (2020). La transition écologique en France : un défi sans précédent. *Futuribles*, 435, 5-23.

TABLE DES CARTES

Carte 1 : Carte de localisation de Cenon en France.	p.10										
Carte 2 : Carte de localisation de Cenon par rapport à la Métropole Bordelaise.	p.10										
Carte 3 : Carte de présentation de la géographie de Cenon.	p.19										
Carte 4 : Carte des lieux culturels et de loisirs de Cenon.	p.20										
Carte 5 : Localisation de la Maison écocitoyenne de Cenon											
Carte 6 : Carte des Maisons écocitoyennes et assimilées dans Bordeaux Métropole.	p.28 p.31										
Carte 7 : Carte des Maisons écocitoyennes et assimilées dans les villes de plus de 100											
000 habitants en France.	p.33										
Carte 8 : Carte de répartition des sites municipaux de Cenon.	p.68										

TABLE DES FIGURES

p.16
p.10
p.21
p.22
p.26
p.38
p.40
p.44
p.51
p.55
p.56
p.63
p.72
p.76
p.77

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Tableau de bord montrant la diversité des habitants de Cenon	p.57
Tableau 2 : Tableau des rivalités entre acteurs lors de la mise en place des transitions.	p.64

TABLE DES ANNEXES

- Annexe 1 : Offre de stage.
- Annexe 2 : Chronogramme de mes missions.
- Annexe 3 : L'histoire du Développement Durable
- Annexe 4 : Retranscription de l'entretien avec une élue écologique de Cenon.
- Annexe 5 : Retranscription de l'entretien avec la chargée de mission Transition écologique et citoyenne de Cenon.
- Annexe 6 : Retranscription de l'entretien avec une habitante membre du Comité Consultatif de la Transition écologique et citoyenne.
- Annexe 7 : Programme électoral de M. EGRON pour les élections municipales de 2020.
- Annexe 8 : Compte-rendu du Copil portant sur le parc de la Mairie et évoquant la maison écocitoyenne de Cenon.
- Annexe 9 : Note de Service du mois de Juin sur la maison écocitoyenne.
- Annexe 10 : Questionnaires distribués pour évaluer l'animation du Ces'eau.
- Annexe 11 : Compte rendu de l'animation du Ces'eau.
- Annexe 12 : Présentation de Food Factory
- Annexe 13 : Présentation de la Méthode projet par la mairie de Cenon.

TABLES DES ANNEXES

Annexe 1 : Offre de stage.	p.83											
Annexe 2 : Chronogramme de mes missions.	p.86											
Annexe 3 : L'histoire du Développement Durable	p.87											
Annexe 4 : Retranscription de l'entretien avec une élue écologique de Cenon.	p.91											
Annexe 5 : Retranscription de l'entretien avec la chargée de mission Transition	p.94											
écologique et citoyenne de Cenon.												
Annexe 6 : Retranscription de l'entretien avec une habitante membre du Comité	p.98											
Consultatif de la Transition écologique et citoyenne.												
Annexe 7 : Programme électoral de M. EGRON pour les élections municipales												
de 2020.												
Annexe 8 : Compte-rendu du Copil sur l'avenir de la maison écocitoyenne de	p.102											
Bordeaux Métropole												
Annexe 9 : Note de Service du mois de Juin sur la maison écocitoyenne.	p.107											
Annexe 10 : Questionnaires distribués pour évaluer l'animation du Ces'eau.												
Annexe 11 : Compte rendu de l'animation du Ces'eau.												
Annexe 12 : Présentation de Food Factory	p.117											
Annexe 13 : Présentation de la Méthode projet par la mairie de Cenon.	p.118											

Annexe 1: Offre de stage



MHF 2021 09

Offre de stage

automne 2021

Participer à la création d'une maison locale de l'écocitoyenneté

Résumé des missions de stage

Dans le cadre de la création d'une maison locale de l'écocitoyenneté :

- Mobilisation des parties-prenantes +
- · contribution à la définition et au fonctionnement en mode test de son programme +
- contribution à l'élaboration/ mise en oeuvre de sa stratégie de communication.

La ville de Cenon

Commune de la rive droite de la métropole bordelaise, Cenon est à la fois très densément urbanisée et peuplée (25 000 habitants sur moins de 600 hectares) et dotée d'une belle nature (les parcs publics, prairies et sous-bois couvrent + de 20% de sa superficie).

Comme ses voisines Floirac, Lormont et Bassens, Cenon est une ville d'une riche diversité d'origines et de cultures, mixant grands ensembles de logements sociaux et quartiers pavillonnaires.

Ces 4 villes entretiennent une longue tradition de coopération et de valorisation de leurs atouts communs via un groupement d'intérêt public (GIP) : le Grand Projet des Villes (GPV) qu'elles ont créé ensemble et dont les quatre maires assurent la présidence par roulement.

A la fois « think tank » et « booster » de leur développement durable, le GPV initie et coordonne des stratégies et des plans d'actions intercommunaux de transition écologique comme la création & l'aménagement du parc des coteaux et sa gestion différenciée, y compris par éco-pâturage, comme le Projet alimentaire territorial (PAT : transition alimentaire) , comme encore des actions d'économie circulaire...

<u>Bordeaux Rive Droite - Bassens, Cenon, Floirac, Lormont (surlarivedroite.fr)</u> Une dynamique précieuse pour Cenon qui n'a pas d'agenda 21.

Cenon est engagée dans 2 projets de renouvellement urbain : Quartiers Sellier, dans le bas et Palmer et Saraillère dans le haut de la ville. Et porte de nombreux projets d'envergure : <u>Découvrir Cenon | Mairie de Cenon</u>

Le projet de maison de l'écocitoyenneté

Parmi ces projets, l'équipe municipale porte celui de créer une « maison de l'écocitoyenneté» locale avec la volonté d'en faire un lieu de ressources pour et avec des habitants et des associations locales impliquées.

<u>Une « Maison » accueillante, commune au service environnement, aux associations, aux habitantees (au sens large, professionnels et particuliers) désireux de partager et de s'informer (et de se former) sur la transition écologique et l'éco-responsabilité dans toutes leurs dimensions: sociale, environnementale, économique, mentale (en lien avec les 17 Objectifs de développement durable de l'ONU).</u>

Elle pourrait assurer les missions suivantes :

>informer sur les enjeux globaux et locaux de transition écologique et de développement durable >inciter et aider concrètement les cenonnais•e•s à choisir des comportements éco- responsables. >soutenir les acteurs locaux de la transition écologique (associations, acteurs économiques, enseignants...) et valoriser leurs actions

> accueillir des permanences et des animations d'institutions et d'associations proposant informations et conseils de transition écologique et d'éco-responsabilité pour le grand public > coordonner des événements fédérateurs ...

Thèmes Anti-gaspillage/ Réduction et valorisation des déchets / Alimentation sociale, solidaire et durable / Consommation responsable / Biodiversité en ville / Jardinage en permaculture / grainothèque/ Economie d'énergies et des ressources (eau) / énergies renouvelables / Déplacements décarbonnes et mobilités actives, solidarités au quotidien / accessibilté. etc.

Le lieu existe déjà : une maison rachetée par la ville, mitoyenne de la mairie. Autour de cette maison, un projet de parc-jardin est en cours de développement. Le local de l'AMAP locale « Les Gourmandignes » est également implanté dans ce périmètre. Une équipe d'agents municipaux travaillant à la réduction des déchets et luttant contre les dépôts sauvages de déchets dans l'espace public – la Brigade verte - est installée dans une partie de cette maison qui doit être réaménagée dans le courant du premier semestre 2022.

Une première séance de remue-méninges a rassemblé sur place, début juin 2021, une vingtaine de partenaires associatifs et de services municipaux autour de 2 questions :

- qu'est-ce que j'aimerais trouver dans cette maison?
- Qu'est-ce que je pourrais y apporter?

La moisson d'idées et de propositions a été abondante.

Le Maire et les élu•e•s à la transition écologique souhaitent que cette maison commence à fonctionner au cours de l'année 2022, en mode expérimental. Son inauguration officielle serait synchronisée avec celle du parc qui est prévue pour 2023.

Les missions du stage

Elles mixent conception et mise en œuvre d'actions d'information, de sensibilisation et de formation à la transition écologique /développement durable, mobilisation d'acteurs et d'actrices locaux, elle se déploient sur ces deux axes auxquels s'ajoute une contribution à la communication.

Rattaché·e à la Direction générale Aménagement du territoire et du Patrimoine, la ou le stagiaire travaillera sous la responsabilité de la Chargée de projets Transition écologique et citoyenne.

La ou le stagiaire sera chargé·e de :

- Mobiliser et d'animer le partenariat local et métropolitain afin de structurer et de consolider un réseau participant à la programmation de la Maison en proposant des activités.
- Informer et mobiliser des publics locaux autour de thématiques liées à la transition écologique : scolaires, seniors, commerçants, etc.
- Aider à l'élaboration de son mode de fonctionnement dans et hors les murs.
- Contribuer à l'élaboration de sa programmation en mode test .
- Participer à l'élaboration de la stratégie de communication de la Maison et à sa mise en œuvre.
- Participer aux événements liés, aux réflexions d'évolution ...

Ce projet vous intéresse?

Cette offre s'adresse à :

Un∙e titulaire d'un diplôme Bac + 4 Master en gestion territoriale du développement durable / ou en gestion du développement local orienté transition écologique

Ayant fortement envie de participer à la naissance d'un lieu et d'une dynamique de diffusion de pratiques éco-responsables, de valorisation des initiatives et actions participant à la transition écologique.

Désirant expérimenter ses capacités à mobiliser et à emmener des publics vers des prises de conscience des changements nécessaires dans nos comportements et nos modes de consommation.

Modalités du stage niveau master 1

Début du stage : mars 2022

Durée: 4 à 6 mois

Lieu: Cenon (33) Mairie, 1 avenue Carnot / Station Tram A Mairie de Cenon

Gratification: règlementaire

Merci d'envoyer votre candidature (CV + lettre de motivation) avant le 15/12/21 à info@cenon.fr



Annexe 2 Chronogramme de mes missions

Réalisation : C. Pouzargue, 2022

Stage M1, Mairie de Cenon, Rétroplanning								Ten	nps f	ort														
								Pro	cess															
	Mar	s			Avri	il			Mai				Juir				Juil	let			Aou	ıt		
	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4
Mobilisation des parties prenantes																								_
Etude du contexte territororial																								
Etude des parties prenantes de la transition écologique locale																								
Identification des possibles partenaires																								
Rencontre avec les acteurs																								
Contribution à la définition et au fonctionnement de la MEC																								
Reflexion sur les types de contenus possibles																								
Identification de contenus possibles																								
Reflexion sur l'aménagement de la MEC																								
Rencontres avec des acteurs pour prévoir l'aménagement																								
Prévoir des actions de la MEC jusqu'à décembre																								
Réaliser ces actions (26 juillet)																								
Contribution à la stratégie de communication																								
Réflexion sur le nom définitif																								
Création de l'identité visuelle avec la Communication																								
Participation à des évènements pour faire connaître la MEC																								
Participation à l'animation du Comité Consultatif de la Tansition écologique de Cenon																								
Préparation de l'évènement du 18 septembre																								
Réflexion sur le type d'animation à mettre en place																								
Animation du réseau																								
Animation de la pléniaire																								
Participation à l'élaboration du plan interne de transformation durable de la Mairie																								
Association des parties prenantes (CAMP, LR, MHF)																								
Etude des étapes précédentes (audit, proposition d'action)																								
Rédaction du plan d'action																								
Valorisation graphique du Plan																								
Encadrement de jeunes en service civique																								
Accompagnement à la mise en place du Projet Alimentaire Territorial																								

Annexe 3:

La montée en puissance et les critiques du terme de développement durable

Réalisation : C. Pouzargue, 2022

Durant la même période, le terme de "développement durable " est rendu populaire à la suite du rapport Brundtland présenté en 1987 à l'ONU et porté par la première ministre norvégienne, Gro Harlem Brundtland. Pour la première fois, il est défini de façon claire : "Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs." Mais le terme de développement durable s'impose dans le vocabulaire à partir de la Conférence de Rio en 1992, ce changement dans le vocabulaire se fait autant à l'international avec le terme de "sustainable development" qu'à l'échelle locale. C'est à l'issue de cette conférence que 173 chefs d'État adoptent l'Agenda 21. Ils sont alors présentés comme déclinables au sein des pays par les volontaires (entreprises, collectivités, associations...) pour qu'ils correspondent aux réalités sur le territoire. Ils apparaissent comme le moyen de faire rentrer le développement durable dans les politiques publiques.

Cependant le terme de "développement durable" a rapidement dû faire face à de nombreuses critiques, en 2012 Dominique Bourg explique qu'à cause de cette notion "Il n'est plus question avec le développement durable d'entropie, de limites à la croissance, d'aliénation imputable aux modes de vie industriels, etc., mais de conciliations entre la croissance indéfinie du PIB (le sens économique du développement) et la protection de l'environnement" (Bourg, 2012). Pour Dominique Bourg le développement durable a amené à faire deux erreurs :

 Croire qu'une harmonie entre les 3 piliers était possible alors que l'économie a toujours eu le dessus et que le système capitaliste encourage à vouloir produire toujours plus (et donc décupler le PIB) en consommant moins d'énergie et de matière. Pour Dominique Bourg, le développement durable encourage encore la croissance, or il souligne bien que le rapport Brundtland parle de problèmes environnementaux globaux, Penser que la technologie, qui était une solution lors de problèmes de pollutions locaux ou lors de nuisances, peut aussi en être une lorsqu'il s'agit de problèmes globaux " Ici, la réponse technologique est inadaptée. Il ne s'agit plus seulement de produire mieux, mais de produire et de consommer moins." (Bourg, 2012).

Pour lui, il faut donc remettre en cause cette notion pour que la société prenne conscience de ces contradictions.

Pour d'autres comme Jacques Theys, en 2014, "Tout se passe, en particulier, comme si l'ambiguïté, qui avait constitué dans le contexte des années 1990-2000 un facteur considérable d'attractivité du terme, était devenue aujourd'hui un de ses handicaps majeurs" (Theys, 2014). En 2002, il avait déjà identifié que "Cet intérêt [pour le développement durable] récent doit beaucoup, comme on le sait, à l'ambiguïté et à une combinaison – tout à fait inextricable – de "bonnes" et de "moins bonnes" raisons." Dans l'interview organisé par Rémi Barré, Thierry Lavoux et Vincent Piveteau en 2015, Jacques Theys explique que pour lui " Définir, c'est donc renforcer et non restreindre ; donner à chaque concept sa pleine dimension et non chercher à imposer une référence unique — tout le contraire des guidelines et catalogues d'indicateurs. Peut-être y a-t-il là une contradiction avec le refus des séparations : mais l'idée est qu'on ne relie bien que ce qu'on a d'abord convenablement défini." Durant sa carrière il a donc essayé de définir le terme de développement durable, en 2002, il explique que la notion à l'avantage de permettre de relier les problématiques de nos sociétés :

- Le développement, la croissance et l'avenir dans "un compromis possible entre les intérêts divergents de l'économique, du social et de l'écologique",
- Les différentes temporalités qui sont en " concurrence entre court terme et long terme, générations présentes et futures",
- Les identités spatiales, soit "l'articulation problématique entre les logiques de globalisation et celles d'automatisation des territoires locaux".

Jacques Theys sait que par conséquent le développement durable a " pour principale qualité de gommer les contradictions qu'il énonce – pour ne pas avoir à les résoudre", surtout que, si des alternatives ont commencé à s'imposer dans la décennie 2010, le terme a toujours été

critiqué. Lors d'une conférence en 2001, Pierre Lascoumes le qualifie de "nouvel emballage, une affaire de marketing".

Dans la littérature récente les argument restent similaire comme l'opinion exprimée par Richard Morin, Anne Latendresse et Nicolas Lozier, que " en fait, un peu comme le langage diplomatique, le développement durable permet de rallier des acteurs aux intérêts et agendas différents qui sont invités à identifier et à adopter des objectifs communs, voire une stratégie commune, évitant ainsi de questionner des enjeux fondamentaux comme l'objectif de croissance économique ou encore les modes de production et de consommation qui demeurent au cœur du paradigme du développement." (Morin, Latendresse, Lozier, 2017).

Anne Jégou, ensuite repris dans la fiche THEMA sur le terme de transition, note une autre faiblesse du développement durable, il existe plusieurs sens au mot de développement durable qui évolue suivant la personne qui l'emploi et dans le temps. Elle exprime cela dans la figure ci-contre.

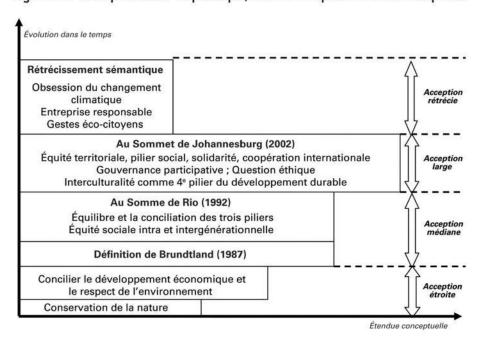


Fig. 2 : Un concept évolutif et plastique, dans le temps et dans ses acceptions

Cependant pour Sylvie Brunel, la COP 21 qui s'est tenue à Paris en 2015 et qui a donné naissance aux Accords de Paris, montre cependant "qu'une gouvernance mondiale du développement durable a réussi à se construire" (Brunel, 2018).

Pour Dominique Bourg, la notion de développement durable n'est pas adaptée, il s'exprime en ces termes "On l'aura donc compris, exit le développement durable! Il reste à penser la durabilité dans le cadre des chantiers de la transition écologique. " (Bourg, 2012). Il le remplace par le terme de transition écologique. Cette expression est tirée du mouvement « Villes en transition » lancé par Rob Hopkins en 2005 à Totnes (Bourg, 2015, a). Pour lui, la transition écologique permet de sortir de cette idée de croissance sans limite et de foi dans le progrès. Mais si nous avons commencé par parler de transition écologique aujourd'hui de nombreux mots sont accolés au mot "transition" pour Dominique Bourg nous sommes dans "la période de transitions diverses (énergétique, climatique, quant à nos capacités de production alimentaire, en termes d'habitabilité)" (Bourg, 2015, b).

Annexe 4 : Entretien avec une élue

Interviewer

Du coup, il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse, c'est ce qui vous vient . juste pour le contexte du coup. J'ai posé les mêmes questions à Marie-Hélène pour avoir son point de vue technicien. Et la semaine prochaine, je pose la même question à une habitante.

Élue de Cenon

D'accord.

Interviewer

Qu'est ce qui vous vient à l'esprit quand vous entendez le mot écocitoyen ?

Élue de Cenon

Écocitoyen. Donc C'est une personne qui est intéressée à la question de l'environnement au sens large. Donc pas seulement l'aspect végétal, mais aussi la propreté. Mais qui s'investit d'un point de vue citoyen dans la vie, dans la vie locale aussi, qui est dans des organisations collectives. Je ne sais pas si c'est très structuré comme réponse. Mais je dis un peu tout ce qui me vient à l'esprit.

Interviewer

Parfait.

Élue de Cenon

Donc voilà, un écocitoyen, c'est quelqu'un d'investi dans la vie de la cité. Donc il y a une approche en lien avec le respect de l'environnement, les bonnes pratiques, les bons usages de respect de la ressource en eau et plus largement du tri. Il est sensible à toutes ces questions.

Interviewer

Très bien. Selon vous, quel est le synonyme le plus adéquat pour ce mot, pour les citoyens?

Élue de Cenon

Un synonyme adéquat, écocitoyen. C'est pas facile.

Interviewer

Vous pouvez dire qu'il n'y en a pas.

Élue de Cenon

Oui, c'est vrai qu'en fait ce mot, avec son préfixe en lui-même, résume déjà beaucoup de choses. Donc on a écocitoyen donc l'implication de la personne,on entend par là comme je disais tout à l'heure qu'il y a un investissement dans la vie de la cité. En fait, c'est en cela que je l'entends. Et on a autour tout ce qui a trait à l'environnement, donc j'ai du mal à lui trouver un synonyme. Oui, j'aurais plutôt tendance à demander un joker quand même. Ou alors je ne sais pas. Je ne vois vraiment pas. J'essaie de trouver des choses, mais... C'est déjà porteur de tellement de sens en fait...

Interviewer

Et est ce que vous auriez le mot contraire écocitoyen?

Élue de Cenon

Ah oui, j'en ai plein et là je ce que j'ai plein de synonymes. Donc ça, on ne peut pas dire un anti citoyen, mais ... j'aurais tendance à y mettre plein d'adjectifs en fait pour qualifier quelqu'un qui ne s'inscrit pas dans cette démarche. Après, on peut être citoyen sans être forcément écocitoyen, c'est à dire que l'on peut avoir une démarche responsable et puis pas forcément collective, ouverte aux autres, comme on peut le voir avec les membres du COCOTEC par exemple. Donc le contraire d'éco citoyen serait pollueur, égoïste... Oui, voilà que ce genre de termes reviennent.

Interviewer

Comment définiriez-vous une maison écocitoyenne ?

Élue de Cenon

Une maison écocitoyenne, c'est à la fois un lieu d'information sur tout ce qui va pouvoir traiter de questions liées à l'environnement, mais aussi un lieu où on va pouvoir venir s'investir, on va pouvoir profiter d'informations et d'animations. Échanger donc. Par exemple, je trouve que les maisons de la nature, c'est des choses un peu restreintes pour ne parler que d'environnement. La Maison écocitoyenne,on parle vraiment de l'implication de l'individu là encore ,dans l'environnement et dans son environnement proche qui va être celui effectivement ici de l'espace urbain, mais aussi des espaces de nature associés. Et donc, comment est ce qu'il peut s'investir et avoir une empreinte, la moins lourde possible sur sur son lieu de vie . Et quelle résonance à l'échelle de la ville ou à l'échelle du territoire ca a. Donc je trouve que la maison écocitoyenne, elle est là aussi pour sensibiliser ceux qui ne sont pas, comment dire, rompus à des pratiques individuelles de respect de l'environnement, de la ressource. Des choses comme ça.

Mais aussi la pour faire du lien et du réseau pour que toutes ces bonnes pratiques fasse "tache d'huile" en faite

Interviewer

Merci beaucoup. On change un peu de sujet. Pour vous, quel rôle les services publics peuvent-ils avoir dans la transition écologique ?

Élue de Cenon

Alors pour moi, les services publics doivent avoir un devoir d'exemplarité à la fois dans la gestion des bâtiments publics, dans l'aménagement de l'espace public.Par la réalisation de ces ouvrages en fait, que l'on montre au grand public . Quels sont les canaux aujourd'hui de l'aménagement... Comment on intègre la déconnexion des eaux pluviales pour pouvoir avoir des espaces verts de qualité, des îlots de fraîcheur en ville ... Quelles sont les solutions pour pouvoir produire de façon alternative de l'électricité ? Comment on isole un bâtiment, comment se soustrait aussi de la climatisation systématique. C'est bien cela la question?

Interviewer

Quel est le rôle des services publics, Oui.

Élue de Cenon

Et puis les services publics aussi. Donc un rôle d'exemplarité, d'information, de relais. Et puis aussi parfois même d'incitation par le biais de subventions auprès des citoyens, donc une forme d'accompagnement.

Interviewer

Très bien. Quels sont les leviers que le service public a à sa disposition ?

Élue de Cenon

Pour répondre à la question précédente?

Interviewer

Les leviers d'action qu'ils peuvent activés.

Élue de Cenon

Il y a la subvention, comme je le disais tout à l'heure en termes d'incitation. Des événements ponctuels aussi. Ah oui, j'ai pas parlé de mobilité sur la transition. Le fait de mettre à disposition des VAE ou autres, qui permettent d'inciter la population à emprunter des modes de déplacements alternatifs, c'est intéressant. Ça peut être ponctuellement des événements. comme on l'a vu à Lormont ou à Bordeaux sans voiture. Ca peut être par le biais à la fois de l'incitation, de la subvention. Mais l'événement aussi est incitatif. Qu'est ce qu'on peut avoir d'autre ?... Le fait aussi que les agents de la collectivité aient les moyens de se déplacer ou de travailler de façon alternative. Ça peut être aussi en termes d'exemplarité intéressant en termes de communication.

Interviewer

Mais est ce que, selon vous, il y existe des freins dans l'action des politiques publiques, des services ?

Élue de Cenon

Oui, les freins sont financiers surtout, y sont financiers parfois, la volonté de mettre en œuvre de grands principes en lien avec la transition écologique, on se retrouve confronté à des réalités techniques ou de terrain qui font qu'on aura d'autres enjeux, qui prendront le pas, sinon on aménagerait tout de façon exemplaire. C'est vrai qu'il y a des questions qui se posent parfois sur les bâtiments... par exemple on va végétaliser les toit pour filtrer les eaux pluviales ou créer des toitures réservoirs. On peut avoir cette envie là. Et puis ? D'un autre côté, on peut avoir aussi l'envie d'optimiser la toiture pour pouvoir avoir des panneaux photovoltaïques. Donc d'un côté, à chaque fois, on va répondre à un biais de la transition écologique. Mais ce sera soit l'un, soit l'autre, et pas les deux. Donc parfois, on se retrouve devant des paradoxes. Voilà, c'est compliqué d'arriver à concilier l'ensemble des traits et des disciplines qu'on a dans la transition écologique je trouve.

Interviewer

Très bien. Et pour finir, une dernière question, sentez-vous que vous avez un rôle à jouer dans la transition écologique ?

Élue de Cenon

Oui, tout à fait. En tant qu'élu, on a vraiment, comment dire .Le devoir de d'insuffler le plus possible dans les projets de la collectivité, des politiques de transition écologique. Si on oriente pas les projets en ce sens ,on accompagne pas la transformation de la ville vers la ville de demain, je cherche les mots la . Je suis désolé, on a ... comment dire ? Donc le rapport du GIEC. Et puis la météo actuelle nous montre que voilà, on est. On est tenu de changer nos habitudes, nos façons de consommer, nos façons de nous déplacer et donc d'aménager la ville. Et donc, comme je disais oui, c'est un devoir effectivement d'insuffler le plus possible d'autres pratiques et d'autres façons d'aménager ou de vivre la ville je pense.

Annexe 5: Entretien avec une habitante

Interviewer

Qu'est ce qui vous vient à l'esprit quand vous entendez le mot "écocitoyen" ?

Habitante de Cenon

Alors là comme ça les mots qui me viennent à l'esprit sont : responsabilité, environnement, lien social. Quand je pense écocitoyen je pense immédiatement lien social.

Interviewer

Selon vous quel est le meilleur synonyme pour ce mot ?

Habitante de Cenon

Je dirais écoresponsabilité mais bon c'est un peu la même souche, donc ça ne va pas vraiment, bien qu'il n'y a pas besoin d'être un citoyen pour être éco responsable, ça peut être la mairie, une entreprise... mais bon pour moi c'est le meilleur mot

Interviewer

Avez vous une idée d'un antonyme?

Habitante de Cenon

Alors là...non aucun, il n'y en a pas si?

Interviewer

Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse, c'est vraiment selon vous.

Habitante de Cenon

Ah oui c'est vrai... Bien je dirais qu'il n'y en a pas on est un écocitoyen ou on l'est pas, mais on ne va pas avoir de mot pour qualifier les gens qui s'en fichent, juste ce n'est pas leurs problèmes.

Interviewer

D'accord, comment définiriez-vous une maison écocitoyenne?

Habitante de Cenon

Alors... Je dirais que c'est un lieu de vie pour la ville où il y a des liens qui se créent, c'est un lieu de rencontre, de formation du public, ça peut être un lieu privé mais je le vois surtout comme un lieu public parce qu'il faut que ça soit ouvert et inclusif donc gratuit, enfin ça peut être un lieu privé avec un modèle économique différent comme avec des subventions publiques mais bon...

Interviewer

Quelle serait la différence si le lieu était privé ?

Habitante de Cenon

Déjà la question du prix comme je l'ai dit si c'est privé, même si c'est une association à un moment donné il faut que ça soit rentable, donc ça peut être un lieu privé mais je le vois surtout comme un

lieu public parce qu'il faut que ça soit ouvert et inclusif donc gratuit... Enfin ça peut être un lieu privé avec un modèle économique différent.

Interviewer

Qu'est ce que vous attendez d'une maison écocitoyenne ?

Habitante de Cenon

Qu'est ce que j'attend d'une maison écocitoyenne... déjà j'attends que ça soit une passerelle de savoir, et pas juste de savoir sur l'environnement il faut que ça concerne tous les sujets de la transition, il faut aussi que ça soit un lieu de repère, un lieu clé où on sait qu'à cet endroit on va avoir des informations, des astuces, des rencontres sur ce sujet quoi.

Interviewer

Très bien, je vous remercie, si on change de sujet, pour vous, quel est le rôle des services publics dans la transition écologique ?

Habitante de Cenon

Pour moi ils sont une sorte de pilier, tout s'appuie sur eux, la maison écocitoyenne bien sûr mais aussi les associations qui interviennent par exemple avec la maison des associations qui les aident ou les entreprises.

les services publics municipaux servent surtout à faire des liens entre le national et le local enfin parce que quand il y a une loi ou des subventions s'est décidée au niveau national mais c'est les locaux qui le mettent en place, enfin à la dernière réunion du COCOTEC (Comité consultatif de la transition écologique de Cenon) on a parlé du projet alimentaire avec le GPV comment ça s'appelait déjà?

Interviewer

Le plan alimentaire territorial?

Habitante de Cenon

Oui voilà on a parlé de ça et donc c'est de l'argent national avec l'organisme dont vous nous parliez non ?

Interviewer

Oui il s'agissait de l'anru et de france relance.

Habitante de Cenon

Oui et donc c'est national mais c'est la mairie qui le met en place donc. Et puis la mairie elle a aussi un rôle éducatif très important parce que que je l'ai dit mais je pense que la prise de conscience n'est pas assez forte et c'est à la mairie de changer ça elle essaye d'ailleurs avec la maison écocitoyenne ou nous .

Interviewer

Quels sont les leviers qu'ils ont à leur disposition pour jouer ce rôle ?

Habitante de Cenon

Il faut aussi que la maison utilise des évènements ludiques pour faire passer des messages, c'est important que ça soit ludique des gens qui viennent pas forcément pour ça vont se retrouver avec des infos sur le développement durable du coup c'est ça qui est important je pense. Et il faut aussi que ça soit un lieu qui implique tout le monde, enfin tous les acteurs du territoire dans la totalité donc que ça soit les associations, les acteurs du privé etc... Il faut que ça soit un lieu qui regroupe tout le monde et qui crée des liens entre les différentes personnes ou entités. Oui et donc je l'ai dit mais c'est important que ça soit un lieu dédié à la prise de conscience des enjeux, elle est encore beaucoup trop faible et il faut que ce genre de lieu permette de changer ça .

Et un autre rôle de la mairie d'ailleurs c'est de relayer les connaissances scientifiques cela peut être fait par la maison écocitoyenne mais de manière générale la mairie peut s'appuyer sur tout ce que les scientifiques produisent et nous le relayer pour que tout le monde comprend et s'y adapte.

Interviewer

Et quels sont les freins?

Habitante de Cenon

Les freins je dirais que c'est les sous déja (rire) mais sinon pour moi c'est surtout l'impact du privé avec les lobbies par exemple à l'échelle de l'état c'est sur mais dans une ville comme Cenon aussi on ne fait pas ça ou ça pour ne pas froisser tel entreprise qui emploie beaucoup de monde. Mais de toute façon cela se voit avec l'exemple du traitement des déchets

Interviewer

Comment ça?

Habitante de Cenon

Et bien les biodéchets et les déchets que l'on pourrait recycler ça rapporte plus à certaines entreprises de les ramasser et de les jeter plutôt que de les recycler.

Interviewer

Merci, et comme dernière question, sentez-vous que vous avez un rôle dans la transition écologique ? Si oui, lequel ?

Habitante de Cenon

Hmmm... je dirais que oui j'ai un rôle mais à ma minuscule échelle tellement minuscule que je dirais non sur d'un point de vue générale je suis juste une goutte d'eau, alors beaucoup de gouttes font déborder le verre mais individuellement je reste une goutte d'eau, seule je n'ai pas vraiment de rôle à jouer.

Annexe 6 : Entretien avec la chargée de mission Transition écologique et citoyenne

Interviewer

Je vais donc vous poser quelques questions. Il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses. Répondez à ce qui vous vient. Qu'est ce qui vous vient à l'esprit quand vous entendez le mot écocitoyen ?

Chargée de mission Transition écologique et citoyenne

Alors ce qui me vient à l'esprit. Ce sont des comportements modifiés par rapport aux comportements les plus répandus dans plusieurs domaines. Ces changements de comportement peuvent se réaliser, mais la première notion qui me vient à l'esprit, c'est un certain comportement de sobriété. Donc, diminuer sa consommation un peu dans tous les domaines, réfléchir à diminuer sa consommation un peu dans tous les domaines et puis parfois aller au-delà de la diminution et transformer certaines habitudes. Donc ça peut être dans les habitudes les plus quotidiennes d'alimentation, d'achats de vêtements , de consommation d'eau domestique, de la façon dont on se chauffe, on se déplace. Donc, c'est toutes ces habitudes de style de vie qui sont à regarder et à modifier.

Interviewer

Merci. Selon vous, quel est le synonyme le plus adéquat pour le mot écocitoyen ?

Chargée de mission TEC

C'est vraiment dur comme question, synonyme d'éco citoyen... Et il ne faut pas que ce soit une périphrase, il faut que ce soit un mot ?

Interviewer

ce qui vous vient.

Chargée de mission TEC

je pense que je ne vais pas trouver de synonymes puisque depuis maintenant des mois, des décennies, même le terme éco citoyen se colle à un autre mot comme maison ou comme comportement. Donc, en fait, l'écocitoyenneté, pour moi, ça va rejoindre très fortement l'écoresponsabilité. Mais l'éco responsabilité, peut être que c'est une démarche qui commence par le personnel .Et l'écocitoyenneté c'est peut être penser l'éco responsabilité à une échelle plus large et s'engager plus fortement et plus collectivement dans des changements de comportement avec d'autres. Voilà.

Interviewer

Est ce que vous auriez un antonyme ?

Chargée de mission TEC

C'est quoi?

Interviewer

Le contraire

Chargée de mission TEC

Pour moi, un antonyme... Ça serait le premier mot qui me vient à l'esprit, mais ce n'est pas ça que je veux répondre, mais c'est le mépris. L'égoïsme. Et le je m'en foutisme.

Interviewer

Comment définiriez-vous une maison écocitoyenne?

Chargée de mission TEC

D'abord, c'est un lieu physique qui est un repère dans un territoire, un repère pour tous ceux qui ont envie justement de participer à des changements sociaux et comportementaux qui vont vers l'éco responsabilité, l'écocitoyenneté. Donc c'est un lieu repère dans un territoire pour diffuser des informations et des conseils et des éléments de facilitation pour changer de comportement. C'est un lieu de diffusion, c'est un lieu aussi de réunions de ceux qui ont envie de participer à des changements écologiques et citoyens. Alors le terme de citoyen, pour moi lié à écologie, d'après moi, c'est parce que l'écologie, le comportement écologique devient vraiment un devoir de citoyenneté. Je le précise parce que la maison écocitoyenne n'est pas forcément un endroit de débat citoyen. Mais c'est parce qu'on y partage et on y apprend des savoirs, des savoir-faire utiles aux changements de comportements positifs. Donc diffusion ,partage, rencontres, mais dans un lieu physique, sur un territoire qui est de fait un lieu de ressource pour pour le plus grand nombre de gens qui sont sur ce territoire.

Interviewer

Et qu'est ce que vous attendez d'une maison écocitoyenne?

Chargée de mission TEC

Alors j'attends qu'elle arrive à trouver un public diversifié pour pas que ça soit seulement des gens qui sont déjà conscientisés et qui sont déjà dans une démarche. Il faut qu'ils soient bien sûr présents dans une maison écocitoyenne, mais ce que j'attends surtout d'une maison éco citoyenne, c'est qu'elle sait qu'elle entraîne d'autres personnes dans des changements de comportements et en particulier des gens qui sont un peu loin de ses préoccupations, Par manque de temps, par manque de savoir, de connaissances, a cause de conditions de vie difficiles. Et moi, je pense beaucoup à la maison écocitoyenne de Cenon, parce qu'elle se trouve dans un territoire que je connais et qui a des particularités sociologiques. Donc oui, c'est ça, j'attends à ce qu'elle entraîne dans une prise de conscience et des changements de comportements des publics très diversifiés.

Interviewer

Très bien. Merci beaucoup. Si ça change un peu de thématique , pour vous. Quel rôle les services publics doivent-ils avoir dans la transition écologique ?

Chargée de mission TEC

Alors idéalement et après pragmatiquement. Idéalement, il devrait avoir un rôle d'impulsion. De coordination et de soutien de toutes les initiatives qui vont dans le sens de l'écoresponsabilité au sens large. Pragmatiquement, ils sont souvent un peu à la traîne de d'impulsion qui viennent soit du milieu associatif, soit des milieux politiques plus engagés historiquement engagés dans l'écologie ou parfois d'ailleurs d'entreprises qui sont à l'initiative et qui sont pionnières dans des changements de comportements. Mais le rôle de soutien, d'accompagnement ou de cofinancement est quand même crucial et de plus en plus ils impulse aussi les démarches écocitoyens.

Interviewer

Selon vous, quels sont les leviers pour jouer ce rôle ? Quels sont les objets qu'ils ont à leur disposition ?

Chargée de mission TEC

Ils ont des agents publics qu'ils peuvent mobiliser pour travailler à toutes les échelles utiles, autant dans les définitions de stratégie que dans la mise en place des actions très concrètes. Donc là, les services publics, c'est essentiellement ça, c'est de la ressource humaine, de la ressource intellectuelle, de la ressource concrète. Et ce, c'est vraiment important aujourd'hui de ne pas les démunir de cette matière, de cette ressource humaine. Parce que je pense que toutes les plus belles stratégies qui peuvent être pensées, même co-construites avec des des agences spécialisées , n'auront pas assez d'impact si elles ne sont pas mises en œuvre sur le terrain et mises en œuvre de façon massive. Donc pour moi, le premier levier, c'est , la mobilisation de ressources humaines à toutes les échelles nécessaires à cette action. Et puis, bien sûr, c'est aussi Les financements, les choix budgétaires qui peuvent être faits par les différents services publics au service de la transition écologique.

Interviewer

Et du coup les freins pour vous ?

Chargée de mission TEC

Pour moi, les freins sont politiques, dans la mauvaise acceptation du mot politique. Dans la précédente question, j'aurais pu dire les leviers, c'est la volonté politique. Mais la volonté politique se heurte en permanence aux rapports de forces politiques. Et qui sont des freins pour moi les plus importants. Parce que si on réussissait politiquement à avoir une plateforme de coordination, une plate-forme d'action commune, on pourrait, je pense, vraiment accélérer la transition écologique. Alors que là, les actions ou les projets de loi les plus importants dans ce domaine se retrouvent souvent freiner, abîmer, diminuer par des compromis politiques qui sont des compromis politiques qui sont directement liés à des intérêts économiques. Le politique, il est complètement en lien avec les acteurs économiques et les plus puissants acteurs économiques ont un pouvoir sur le politique qui est démesuré. Le principal frein, c'est le frein politique, mais qui est corrélé au pouvoir économique les plus forts.

Interviewer

Et si on se recentre sur notre mairie ,quels sont les freins et leviers identifiés ici?

Chargée de mission TEC

Les leviers, c'est la présence au sein de la majorité municipale ,d'élus écologistes convaincus et qui ont acquis une capacité d'action réelle, ce qui n'était pas ce qui n'était pas le cas au précédent mandat. Donc, c'est un levier. Le deuxième levier, c'est l'action de notre DGS. Qui s'est formé et qui impulse de vrais ferments et de vraies actions de transition. Ça, c'est les principaux leviers. Après. Au niveau du territoire et il y a des acteurs qui sont importants dans la transition écologique. Donc le territoire est quand même riche de gens qui s'engagent et qui font et qui agissent. C'est les trois principaux leviers. Après, je ne vais pas te dire encore les ressources humaines parce qu'elles sont nettement insuffisantes, mais bon, elles existent, Dans la présentation du budget au bureau municipal la semaine dernière il y a eu une sorte de liste de toutes les actions de transition écologique financés par la Ville et il y a la création de mon poste. C'est un peu boiteux parce que ...bref .Donc des ressources humaines, ce n'est pas encore un levier très efficace. Et les freins, c'est à dire les politiques ,cette réticence à s'engager à fond dans des actions de transition écologique d'une partie de la majorité municipale, quand il faut négocier pendant des heures des choses qui peuvent nous sembler évidentes, ça fait perdre du temps. Et

puis ça peut être décourageant ponctuellement, même si c'est pas décourageant sur la durée, ça fait partie du jeu, et c'est aussi quand même le fait qu'on est dans une ville qui a des capacités financières limitées. Et après, voilà. Par exemple, pour constituer un petit service transition écologique tel que je l'avais imaginé lors du dialogue de gestion en 2021. Je sais que c'est les moyens qui vont manquer. Et hier, en CODIR quand on nous a présenté la cartographie des risques, le risque financier est vraiment énorme là aujourd'hui, avec le changement de contexte international aussi.

Interviewer

Très bien. Et donc, pour finir, sentez-vous, vous avez un rôle dans la transition écologique?

Chargée de mission TEC

Oui, quand même un peu. Alors moi, je ne suis pas , comment dire, candide. Je sais que ce rôle, il est limité. Justement parce que aujourd'hui, je suis seul en tant que fonctionnaire à stimuler les autres services sur ces questions là. Mais bon, c'est un petit rôle. mais, il est agissant sur des petits points absolument pas suffisants. Mais comme disait quelqu'un que je cite souvent le premier animateur de fresques du climat que j'ai fait, François Joseph Grimaud, et nous avait dit que tous vos petits gestes sont nécessaires, ils ne sont pas suffisants, mais ils sont nécessaires. Donc je me considère comme pas suffisante mais nécessaire.

Interviewer

Très bien, merci beaucoups

Annexe 7 : Programme Électoral de M. Egron pour les élections municipales de 2020.

Une ville agréable et apaisée

PRÉSERVER

NOTRE ENVIRONNEMENT

Le réchauffement climatique est l'affaire de tous. Nous préserverons notre patrimoine végétal et nous lutterons contre la pollution.

- Mettre en place une brigade verte sur la commune pour l'utter contre les dépôts sauvages
- Obtenir les murs anti-bruit près de la rocade
- Créer un parc naturel au LORET
- Développer des espaces de jeux dans chaque square
- Mettre en place la démoustication en 2020
- Rénover nos bâtiments municipaux pour économiser l'énergie

Créer le nouveau parc de la mairie avec la maison écocitoyenne

- Poursuivre et développer le fleurissement de notre ville
- Adopter une charte de l'arbre, protéger et diversifier notre patrimoine végétal
- Mener des actions pédagogiques pour la défense de l'environnement
- Adopter une charte écoresponsable pour toutes les manifestations publiques



NOTRE HABITAT

Préserver un cadre de vie privilégié pour une ville à visage humain.

- Modifier le prochain PLU pour préserver et sanctuariser les zones pavillonnaires et les quartiers
- Reconstruire les quartiers PALMER, SARAILLÈRE et SELLIER dans le cadre du renouvellement urbain
- Aménager la place de la demilune dans le bas-Cenon, véritable poumon vert de la BrazzaLigne
- Obtenir la liaison Cenon gare / Cracovie
- Développer l'usage du vélo, sécuriser et développer les pistes cyclables de la commune
- Rendre nos bâtiments municipaux et nos voiries accessibles aux personnes à mobilité réduite
- Étendre la zone bleue en préservant les résidents

faire vivre La citoyenneté

Créer des espaces où la parole de nos concitoyens sera respectée.

- Organiser la concertation pour tous les projets d'aménagement Mettre en place des budgets
- participatifs ambitieux Installer des commissions extra-
- municipales

 Permettre au plus grand nombre
- de participer aux conseils de quartier
- Créer une mairie de quartier unique à la Morlette (haut-Cenon)
- Mise en place d'un Conseil Municipal des Jeunes (écoles primaires)
- Mise en place d'un conseil des Sages

Rendre compte à mi-mandat de l'action municipale

AGIR POUR LE BIEN-ÊTRE IDE TOUS

gir pour

Diversifier les services pour nos aînés ainsi que pour les personnes handicapées et porter notre aftention envers les plus fragiles d'entre nous,

- Développer les services à domicile à destination des personnes âgées ou handicapées
- Prioriser les actions intergénérationnelles
- Mettre en place des transports à la demande pour nos aînés
- Favoriser une offre de service dans nos quartiers avec une épicerie mobile
- Promouvoir l'insertion des personnes handicapées Identifier, aménager et





Annexe 8 : Compte-rendu du Copil sur l'avenir de la Maison écocitoyenne de Bordeaux Métropole





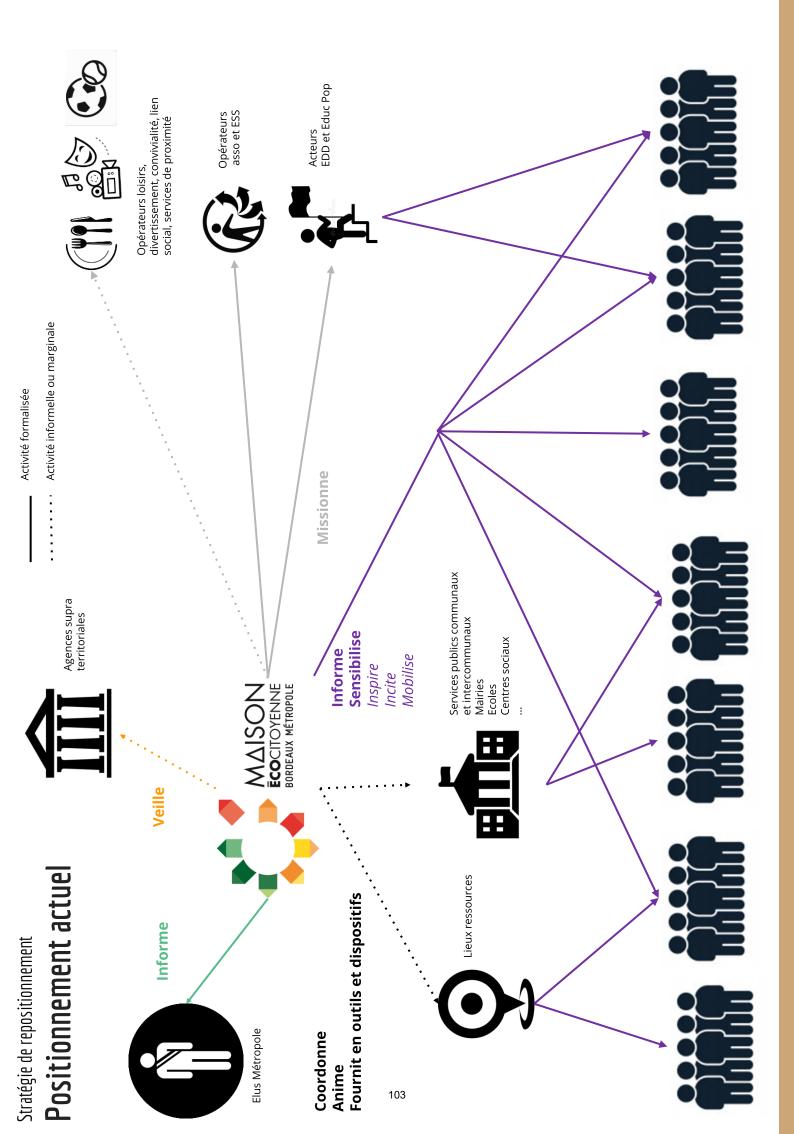


Assistance à Maîtrise d'Ouvrage de la Maison Ecocitoyenne sur le repositionnement



Phases 3 : Etude de repositionnement

- Version synthétique COPIL



Entreprises Opérateurs Transition et ESS divertissement, convivialité, lien social, services de proximité Implique: Expérimentation / Co-construction Opérateurs loisirs, Acteurs EDD et Educ Pop **Mobilise: Interpellation ncite: Orientation** Missionne Promeut Recense intercommunaux Mairies Ecoles Services publics Centres sociaux communaux et Agences supra territoriales Sensibilise Implique Mobilise Informe Inspire Incite MAISON ECOCITOYENNE BORDEAUX MÉTROPOLE Capitalise Veille Positionnement préconisé **Ambassadeurs** Rassemble / Coordonne / Anime Met en lien Outille / Accompagne / Forme Informe Stratégie de repositionnement Recense / Recrute Evalue / Labellise Elus Métropole Co-gonstruit Lieux ressources

Missions du dispositif

Accompagner les acteurs dans l'amélioration de leurs pratiques

FAIRE

- Evaluation et capitalisation sur les outils, bonnes pratiques et freins aux niveaux territorial et extraterritorial
- Expérimentation de dispositifs innovants (itinérances, activités démonstratrices...)

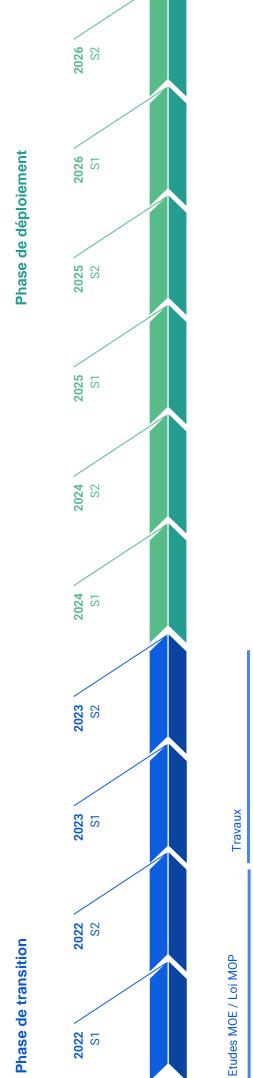
Coordonner le réseau des acteurs de la mobilisation FAIRE FAIRE

- Rassemblement, animation et coordination du réseau
- Mise à disposition d'un espace de travail et de convivialité accessible à tous les acteurs du réseau

Améliorer la visibilité et lisibilité de l'ambition métropolitaine

- Recensement des acteurs et des dispositifs de mobilisation citoyenne et de Transition
- Organisation d'événements pluripartites intersectoriels
- Incarnation de la stratégie dans ce lieu qui centralise/donne à voir l'ambition

Stratégie de repositionnement **Phasage**







Développement et expérimentations Développe

Développement et expérimentations

DL/KS 50.2020

Annexe 9 : Note de service sur la maison écocitoyenne



Juin 2022

à l'attention de

Laurent Péradon,

Adjoint délégué à la transition écologique

Marojorie Carvel,

Conseillère Municipale Projet parcs, biodiversité, plan vélo

sous couvert de

Romuald Chapuy,

Pôle Aménagement du territoire et du Patrimoine

Projet Maison écocitoyenne : Point d'étape et propositions

La future maison écocitoyenne se prépare petit à petit à rentrer en action. Cette note a pour objectif de faire un point sur les différentes facettes de cette préparation et sur l'avancement de chacune. L'objectif est aussi de réfléchir sur le planning de la maison écocitoyenne.

Ce document est à mettre en parallèle avec la frise chronologique fournie (annexe 1).

Création d'une identité visuelle

Laquelle?

Deux pistes ont été proposées à Monsieur Le Maire.

La Source

Le nom de la source fait référence à l'environnement immédiat de la maison écocitoyenne, au parc de la Mairie et aux différentes sources de Cenon.

Subjectivement, ce nom fait référence également à ce lieu où l'on vient puiser des idées à la source lors des ateliers, des débats, des conférences... Cela évoque aussi un lieu ouvert et accessible à tous, où chacun y trouve de quoi étancher sa soif de connaissances et de savoir-faire, c'est un lieu re-source pour

Première et seule maison écocitoyenne du parc des coteaux, le logo fait référence au fil vert de verdure traversant les territoires de la rive droite. Le logo se rapporte à l'eau de la source et renvoie également aux liens qui se tisseront entre les habitants, les intervenants autour de la nature, l'apprentissage des gestes écocitoyens... et à la manière dont les savoirs se répandent, dont les ressources de la maison écocitoyenne irrigueront la commune.

La Maison

Ce nom évoque le lieu en lui-même et sa particularité, il est convivial, familial, ouvert et accueillant. À la maison on construit ensemble pendant des ateliers, on échange des formes de pensées différentes pendant les conférences et les débats. A la maison chacun apporte sa pierre à l'édifice. Chacun est libre de l'investir comme il souhaite et de se l'approprier.



Ce logo renvoie directement à l'architecture de la maison en question. L'œil de bœuf en est un élément distinctif qui permet de l'identifier et de la reconnaitre. Des déclinaisons géométriques peuvent être pensées pour enrichir les éléments de la charte.

Le choix fait a été d'approfondir la piste « La Source ».

2 remarques ont été faites sur cette proposition :

- Le logo n'est pas assez « jaillissant »,
- Il risque de se perdre dans une affiche et ne pas être assez visible

Où en est-on?

Il faut en passer par cette étape pour que la MEC soit reconnaissable et identifiable par les habitants et les usagers. Cela permettra de communiquer à son propos et d'organiser des événements hors de la maison en elle-même. Le service Stratégie de Communication à retravailler le logo et l'identité visuelle de La Source. Voici le résultat :



La Source est à la première maison éco-citoyenne du Parc des Coteaux. Lieu unique, créant un véritable **lien**, tant géographiquement que humainement.

Tirant son nom directement de son environnement, La Source a de multiples résonnances. Ce nom fait penser aux sources présentent sur Cenon; à l'eau, élément indispensable à la vie mais aussi à la source lumineuse, au savoir. Une police unique a été créée pour le logo de La Source. Une police ronde, sans empâtement pour plus de fluidité.
Chaque lettre trouve un lien avec une autre. Les lettres s'écoulent, rappellent ainsi la notion de lien et d'eau.
Les deux traits aux extrémités du nom laisser penser à un avant et un après. La Source peut se lier à d'autres choses. Ce gimick graphique exprime la volonté de soladarité. de créer des choses ensemble.

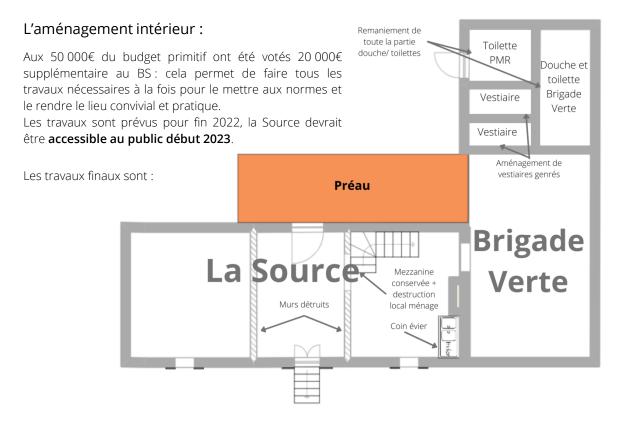
Voici une proposition d'affiche pour des ateliers possibles de l'été :



Aménagement de la maison Pabeau

L'aménagement extérieur

L'aménagement extérieur de la maison, ainsi que l'accès PMR est prévu dans l'aménagement du Parc de la Mairie. L'inauguration du Parc est prévue pour la rentrée 2023.



Des locaux pour vélos sécurisés sont prévus pour être installés devant la mairie, la Brigade verte pourra stocker ses vélos à cet endroit.

Les murs et les sols seront repris et harmonisés avec du PVC au sol et une peinture blanche sur les murs.

Ameublement et outils pédagogiques

Etant donné l'étendue des offres de programmation possible, l'espace doit être facilement modulable, cela induit, par exemple, du mobilier pensé pour être fonctionnel et adaptable (des chaises et des tables que l'on peut stocker et déplacer facilement comme des tables d'ateliers, des murs vierges qui peuvent avoir différentes fonctions (projection, exposition...), des espaces de stockages pour permettre à chacun d'investir le lieu...).

La Source se doit d'être le plus éco-responsable possible : le choix est fait de privilégier du mobilier d'occasion (la Recyclerie de Cenon, le magasin Equip'occas...).

Concernant le matériel pédagogique, lorsque c'est possible l'occasion peut aussi être privilégié même si c'est plus complexe (les boutiques de livres d'occasion n'acceptent pas forcément les mandats

administratifs). Une liste variée et se voulant exhaustive a été établie, mais la Source étant un lieu ouvert et participatif, cette liste sera complétée selon les demandes.

Création de la programmation

Les objectifs de la programmation sont :

- **offrir de la diversité dans son programme** et ainsi attirer toute la population.
- Etre en collaboration à la fois avec les autres services de la Mairie, mais aussi avec les associations locales et les autres structures similaires de la métropole pour **pouvoir mutualiser les ressources et s'intégrer dans le tissu territorial facilement**.
- pas seulement d'attirer du public conscientisé, mais bien **tous les habitants de Cenon**. Il est important que les offres s'adressent à tous les publics et non à ceux avertis, il faut donc penser à l'intégration des **« débutants de l'écologie »**.
- Tenir compte du contexte sociologique de Cenon, en mettant en avant les **avantages économiques** que les habitants pourraient obtenir en adoptant une **posture écologique**.
- réfléchir une **programmation inclusive** qui intègre aussi bien les enfants, les actifs qui ne pourront se libérer qu'en fin d'après-midi ou en soirée, les retraités qui sont plus libres, les personnes en situation de handicap, etc... en ayant des activités adaptées à chacun.
- Une programmation en lien avec les évènements saisonniers et les grandes dates du développement durable.

Dans le même esprit que les outils pédagogiques, **ceux qui fréquentent la Source doivent pouvoir suggérer ce qu'ils aimeraient y trouver**, avec par exemple une boîte à idée ?

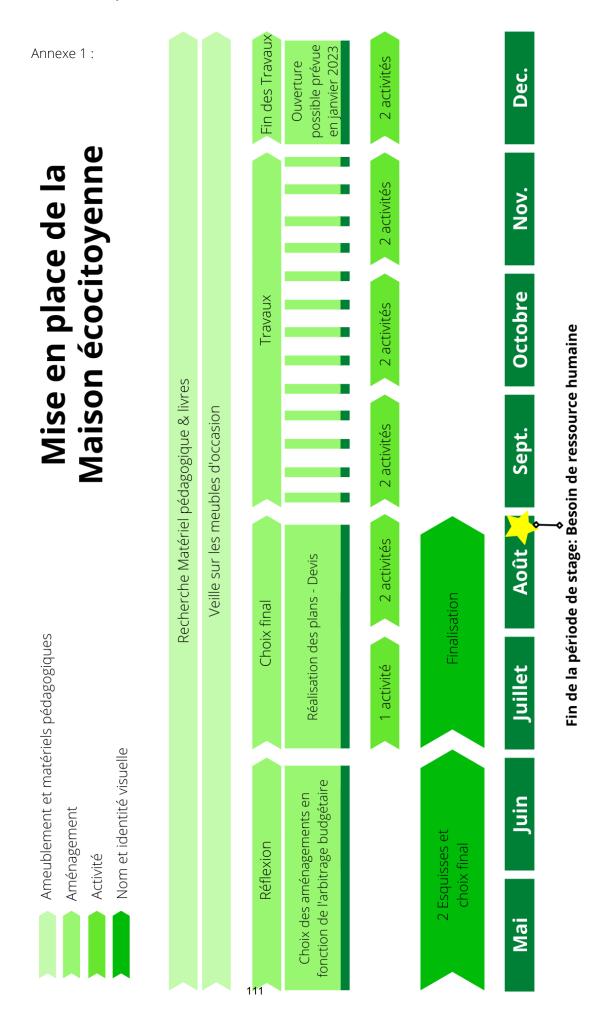
L'annexe 2 est une proposition de programme jusqu'au mois de décembre.

De manière prospective, une fois les travaux réalisés d'autres thématiques et d'autres types d'animation sont prévus à La Source dont : des temps forts sur **l'énergie**, des **moments d'informations des administrés** (notamment sur la zone trente, la zone de faible émissions imposé a partir de 2025, le plan marche, le plan vélo, les transports en commun avec la nouvelle délégation de service public de Keolis, le futur téléphérique, la 11^{ème} modification du PLU, la question du bruits et de la mobilité...), des **permanences de Marénov** et de la Ressourcerie des aidants, des rendez-vous récurrents sur le thème des **ODD** avec des thèmes qui parlent aux gens, par exemple se vêtir sans gaspiller, polluer....

Pouzargue Camille

Stagiaire M1 Master Gestion Territoriale du Développement Durable.





5

Annexe 2 : Proposition de programme

Les évènements saisonniers et les grandes dates du développement durable		Activité
	luillet	
Journée mondiale sans sac plastique (3) ; Fête de la mer et des littoraux (7 au 10).	26/07 : Ces'eau / Extérieur ou Salle CM	
	Aout	
Journée de la mode (21).	RIEN	
Vacances, été, rentrée scolaire		
Ser	otembre	
World CleanUp Day (17) ; Semaine européenne de la mobilité (16 au 22) ; Semaine européenne du Développement durable (18 au 8 oct.) ; Anniversaire de l'Agenda 2030 (25/09) ; Journée Mondiale de la mer (26).	Evenement autours de la mobilité avec la balade des jardins du CoCoTEC / Extérieur	30/09: Fete de la Place des cèdres avec de José Le Piez / Extérieur
O	ctobre	
Semaine du climat (2-18) ; Journée nationale de la qualité de l'air (14) ; Journée mondiale de l'alimentation (16) ; Journée mondiale du refus de la misère (17) ; Journée nationale de la qualité de l'air (18) ; Semaine de l'énergie durable (25-29); Festival Alimenterre (15oct. au 30nov.).	Projection d'un film Alimenterre / suivi d'un débat ? / Salle Simone Signoret	
Halloween, Abris insecte, nichoir	Balade de découverte de l'avifaune cenonnaise	
No	vembre	
Mois de l'ESS ; Semaine européenne de réduction des déchets (19 au 27) ; COP ; Journée internationale des droits de l'enfant (20) ; Green Friday (26).	26 novembre : Opération de broyage / distribution de composteur par la métropole + animation de Germaine Veille / Extérieur	
Abris insecte, nichoir, nourrissage oiseaux		
Dé	cembre	
Journée mondiale des sols (5) ; Journée mondiale du climat (8) ; Journée internationale de la solidarité humaine (20).	Balade sur le thème de l'arbre pour la semaine de l'arbre (25/11-1/12) / ? / Extérieur Balade avifaune ?	
Noel, nichoir, nourrissage oiseaux	Ou Atelier loisirs créatif par La boucle : récup Moufles et bonnet à partir de pulls OU Décorations de Noël en tissu 1 h/10 personnes. / Maison du projet ou bas Cenon ?	



Annexe 10 : Questionnaires distribués pour évaluer l'animation du Ces'eau



La maison écocitoyenne de Cenon se tiendra dans le (futur) parc de la mairie, vous avez accepté de participer à sa première activité et nous vous en remercions! Voici quelques questions de plus:

Comment avez vous trouvé l'atelier?

Voici une proposition de planning	Septembre 2022
jusqu'en décembre qu'en pensez-vous ?	Soutien à l'organisation de "La Balade de jardins" du Comité consultatif de transitic écologique
	Participation à la fin de résidence de José PIEZ sur la place des cèdres
	Octobre 2022
	Projection d'un film pour le festival Alimenterre
	Balade découverte de l'avifaune cenonnai
	Novembre 2022
	Opération de broyage et distribution de composteur
	Décembre 2022
	Atelier de fabrication de moufle et bonne à partir de pulls
Remarques, idées d'activités, de livre	



Evaluation et suggestion Animateur



La maison écocitoyenne de Cenon se tiendra dans le (futur) parc de la mairie, vous avez accepté de participer à sa première activité et nous vous en remercions! Voici quelques questions de plus:

Comment avez vous trouvé l'accueil?

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
Comment pourrions-nous l'améliorer ?
L'intérieur est encore en cours d'aménagement, qu'aimeriez-vous y trouver pour intervenir dans un cadre plaisant ?
Remarques, suggestions, autres :

Annexe 11 : Compte-rendu de l'animation du Ces'eau



CP 2022 04

Compte rendu d'animation

26 juillet 2022

Animation sur l'eau par le Ces'eau à La Source

La Source, maison écocitoyenne cenonnaise, est peu à peu en train de rentrer dans sa phase opérationnelle. L'identité visuelle a été terminé, et bien que les travaux n'aient pas encore eu lieu, le choix a été fait de réaliser un atelier « test » dans le lieu. Etant en été, et ayant déjà dû faire face à des périodes de canicule le choix a été fait de consacrer cet atelier à la question de l'eau.

Déroulé :

- Regroupement, mot d'accueil, partage de boissons et de biscuits, explication du déroulement
- Discussion sur l'eau, les micropolluants, leurs sources et leurs conséquences
- Création de déodorant maison et sain

Retour et Evaluation

La première animation de La Source en bref :



Malgré une communication tardive et un horaire peu adapté (15h-17h, un mardi), cette animation a regroupé **4 personnes**: 2 dames âgées, dont une du Haut-Cenon, un couple d'étudiants en vacances chez leurs parents dans le Haut-Cenon.

L'animation était assurée par 2 employées du **Ces'eau** : Créée en février 2007, l'association Ceseau a pour objet la préservation de la ressource en eau souterraine de

notre région. C'est une association loi 1901 à but non lucratif. Les missions de l'association sont de rendre accessibles les données scientifiques sur l'eau, de sensibiliser les publics sur les enjeux environnementaux, d'accompagner les porteurs de projets dans leur démarche de développement durable. En d'autres termes, Ceseau accompagne petits et grands, professionnels et grand public, dans la compréhension et la maîtrise des enjeux environnementaux liés à l'eau, ainsi que dans leurs changements de pratiques!

L'évaluation:

<u>Nombre de participant·e·s</u>: 4 personnes étaient présentes, toutes de la Rive Droite mais une seule habitait à Cenon en permanence, 5 personnes s'étaient inscrites. Le nombre maximum de participants était de 10.

<u>Connaissances acquises et sensibilisation</u>: Toutes les personnes présentes ont reconnu avoir appris des choses, elles ont aussi dit qu'elles referaient le DIY apprit et qu'elles en essaieraient peut-être d'autres.

Les enseignements à retenir :

- La communication est importante : il faut qu'un maximum de personnes ait connaissance de l'évènement
- Prévoir un calendrier à l'avance permet d'informer les personnes présentes aux ateliers mais aussi de, lorsque la communication touche une personne, l'informer en même temps de plusieurs évènements et donc maximiser les chances de l'intéresser.
- L'heure et le jour de l'atelier doivent être réfléchis : en soirée ou le week-end, peut-être le mercredi après-midi, dans le cas contraire il faut que cela soit destiné à des structures comme des écoles, des centres de loisirs etc... Sinon comme ça a été le cas ici, un bon nombre des personnes intéressées travaillent.
- Jusqu'à que La Source ait son propre coin cuisine il convient de prévoir une éponge et de quoi essuyer lors des ateliers pour ne pas abimer le matériel de la Brigade Verte
- La rallonge prêtée par la Brigade Verte a été très utile, peut être faudrait-il envisager de la rajouter dans le matériel souhaiter pour La Source. Une plaque chauffante peut aussi être envisagée.



La récolte des ressentis :



accueillant ».

- A la fin de l'atelier, un questionnaire a été distribué aux participants voici les résultats :
- Avis sur le lieu : « lieu très agréable au pied d'un coteau vert, d'où la pertinence » ; « lieu calme agréable, adapté aux futurs ateliers » ; « emplacement accessible, très calme, qui donne une sensation de bien-être » ; « lieu très agréable, parcours d'entrée surprenant et dans le thème (légume, fleurs),
- Avis sur la programmation : « intéressant » ; « planning très intéressant et qui donne envie d'y participer » ; « très bon planning » ; « planning varié, attractif, utile ».
- Autres: « toutes activités à développer pour contribuer à la protection de l'environnement et à la prévention en matière de santé »; « sensibiliser au recyclage (jeux, conférence), introduction à la permaculture et surtout au jardin en appartement, introduction à l'aquaponie »; « ramassage mégots, déchets // prévention action incendies // concours photos, vidéos sur des actions aux quotidiens plus écologiques »; « rencontres avec centres de loisirs et les autres organisations de Cenon ».

Un questionnaire a aussi été proposé à l'association : ce qui serait amélioré serait l'accès au parking, les associations ont souvent du matériel à transporter, parfois lourd. Lors de l'aménagement il faut penser à prévoir assez de tables et de chaises à dispositions facilement.

C Pouzargue

Annexe 12:

Présentation du projet Food Factory



L'objectif de ce projet est de restaurer et faire revivre la Vieille Cure, patrimoine industriel du XXème siècle, en y développant des activités économiques sociales et solidaires autour de la transition alimentaire et du partage des cultures. Le projet « Food factory » va inclure : le siège social de l'entreprise Tauziet&Co, une conciergerie solidaire, une conserverie sociale et solidaire avec sa cuisine mutualisée, un restaurant

dédié aux circuits courts et aux produits de saison, une école de cuisine mix d'une « école de la seconde chance » et d'une école plus « académique » offrant des formations qualifiantes et plus tard, diplômantes, la micro-distillerie familiale Sorgin, des espaces de bureaux et de coworking dédiés aux métiers de l'alimentation, un incubateur pour accompagner les jeunes créateurs d'activités dans l'alimentaire, un espace polyculturel (animations, expositions...). Mais si ce projet inclut parfaitement les trois piliers du développement durable et est économiquement viable, il n'est pas porté par la mairie, mais par Tauziet&Co suite à un appel à manifestation d'intérêt lancé en 2018.



Annexe 13 : Présentation de la méthodologie de projet par la Mairie de Cenon

 Accessible facilement depuis la page d'accueil



Le mode projet, un pilotage qui vous veut du bien

Fini le travail en silo, vive la transversalité, mais avec méthode... Travailler en mode projet implique la mobilisation, au sein d'une équipe projet, de toutes les compétences utiles pour atteindre les objectifs du projet. Coopération et entraide sont alors indispensables à la réussite du projet.

La culture du mode projet développe la coopération, la communication et la confiance entre les personnes impliquées dans le projet.

PILOTAGE DU PLAN D'ADMINISTRATION EN MODE PROJET

Le plan d'administration du mandat 2020 > 2026 s'est construit pendant les séminaires de septembre qui ont réuni élus, directeur, chef.fe.s de services, chef.fe.s de projet et chargé.e.s de mission.

On vous raconte comment se construit notre plan d'administration

Suite au vote du budget, un recensement des actions prioritaires à mener a été constitué. Un (ou plusieurs) pilote(s) a été identifié pour chaque action répertoriée. Sa première mission : rédiger une Fiche action.

! TRANSPARENCE ET VISIBILITE!

Les actions sont accessibles dans le dossier Interservices/Plan administration

- 1 fichier avec liste des actions et des pilotes
 Consulter le registre des fiches Action
- o 1 fiche action / projet

Un projet...

Tout n'est pas projet... Il ne faut pas confondre un projet avec des activités de gestion récurrente. Un projet est un processus unique : il répond à un besoin ponctuel dans un contexte donné

Un projet répond à un objectif clair et identifié : il répond à un besoin (commande politique, obligation réglementaire, besoin que vous avez identifié pour améliorer la qualité du service,...) dans un contexte donné.

Un projet nécessite des compétences et des moyens divers

Pour répondre au besoin du projet, il faudra mobiliser des moyens humains, matériels,... Mais aussi mobiliser des compétences diverses en associant des agents de différentes directions > TRANSVERSALITE

Un projet doit respecter des délais, il a une date de début et une date de fin.

L'organisation en projet réunit « une équipe multi métiers autour d'un projet avec des objectifs précis et une durée de vie bien spécifiée».

Conseil de lecture

Diffuser la culture du mode projet dans la fonction publique (PDF - 800ko)

Le cycle de vie d'un projet

Etape 1 IDENTIFICATION

On identifie le besoin : une nouvelle réglementation en vigueur nous oblige à modifier nos pratiques, une commande politique, un service à améliorer ou encore un nouveau service à proposer,...

Etape 2 CONCEPTION

Une fois que vous avez identifié un besoin, vous devrez réfléchir **aux solutions à mettre en œuvre** pour y répondre. Pour trouver les solutions les plus adaptées, il peut-être utile de mobiliser différents profil de personnes : agents de terrain, habitants, partenaires,...

Vous identifierez également dés cette étape les compétences à mobiliser et donc les personnes qui composeront votre équipe projet.

C'est à cette étape qu'on commence la rédaction de la **FICHE ACTION**<u>Télécharger la fiche action dans la boîte à outils du Projet</u>

Etape 3 PLANIFICATION

L'étape de planification vous permettra de **découper votre projet en plusieurs étapes**. Il faudra alors lister et prioriser vos actions en indiquant pour chacune des délais de réalisation.

C'est à cette étape que vous finaliser votre **PLANNING DE PROJET**<u>Télécharger des modèles de planning dans la boîte à outils du projet</u>

Etape 4 EXECUTION

On passe à l'action et **on mobilise les acteurs pour que le projet s'exécute**. C'est à cette étape que vous lancerez vos procédures de commande publique. Des points bloquants peuvent venir ralentir l'exécution du projet. Il faudra alors re-planifier les actions et trouver des solutions pour que le projet puisse de nouveau avancer.

A cette étape la **FICHE DE SUIVI** rend compte de l'avancée du projet et des éventuels points bloquants. <u>Télécharger des modèles de fiche de suivi dans la boîte à outils du projet</u>

Etape 5 EVALUATION (bilan)

Une fois le projet arrivé à son terme il est important d'en faire son évaluation pour tirer les enseignements de ce qui a fonctionné et de ce qui n'a pas pu être réalisé.

Ces éléments seront certainement utiles à tout autre projet qui se déroulera sur la même thématique.

L'évaluation permet aussi de mesurer si les objectifs fixés ont été atteints et d'apporter des éléments précieux pour mesurer l'impact des politiques publiques. Les critères d'évaluations sont d'ailleurs à définir dés la conception du projet.

J'ai un projet que dois-je faire?

- + Mon projet a un financement voté sur le budget de l'année en cours
- → Mon projet n'a besoin d'aucun financement
- → Mon projet a besoin d'un financement mais celui-ci n'a pas été voté sur le budget de cette année.
- → Votre rôle de pilote

Voici une ébauche de procédure très concrète pour guider tous les pilotes de projets. Nous l'affinerons au fil du temps...

Mon projet a un financement voté sur le budget de l'année en cours

- 1. Vérifiez si votre fiche action est répertoriée dans la liste des actions (Fichier Excel) qui se trouve dans le dossier plan_administration. Si la fiche n'existe pas, envoyer un mail à <u>florence.lacroix@cenon.fr</u>.
- 2. Rédigez votre fiche action
- 3. Réunissez votre équipe projet
- 4. Faites un planning de votre projet
- 5. Vous pouvez vous appuyer sur les documents « modèles » disponibles dans la boite à outils

Mon projet n'a besoin d'aucun financement

- 1. Vérifiez si votre fiche action est répertoriée dans la liste des actions (Fichier Excel). Si elle ne l'est pas, envoyez un mail à action.planadministration@cenon.fr
- 2. Rédigez votre fiche action voir la boite à outil "projet"
- 3. Faites un planning de votre projet voir la boite à outils "projet"
- 4. Réunissez votre équipe projet

• Mon projet a besoin d'un financement mais celui-ci n'a pas été voté sur le budget de cette année.

- 1. Vous pouvez commencer à lancer votre démarche projet en rédigeant une Fiche action et en réunissant votre équipe projet.
- 2. Envoyez un mail à <u>action.planadministration@cenon.fr</u> pour notifier qu'un travail s'engage sur votre projet et que celui-ci nécessite un budget qui n'a pas été voté à ce jour.

Votre rôle de pilote

Le pilote d'un projet doit :

Constituer l'équipe projet

Réunir les compétences et animer le groupe

Assurer l'avancée du projet

Identifier les points bloquants

Veiller au respect des échéances

Respect du planning et replanification si nécessaire

Favoriser la collaboration au sein de l'équipe projet, partager les informations au bon moment.

Boîte à outils du projet

Vous trouverez ci-dessous des modèles de document qui pourront vous être utiles. Libre à vous de vous en saisir et de les adapter à vos besoins.

Les documents proposés s'inspirent des documents que vous nous avez transmis. Si vous-même, vous utilisez des documents pour mieux gérer vos projets n'hésitez pas à nous les partager ! (mail à <u>florence.lacroix@cenon.fr</u> 🖾)

■ IDENTIFICATION

Séminaire

De nouveaux séminaires devraient être organisés en septembre. Ce temps d'échange qui réunit Elus et cadres permettra de faire un premier bilan des actions entreprises mais aussi d'envisager les nouvelles actions à mener.

CONCEPTION

Fiche action

Ce document cadre votre projet. Il est essentiel pour vous et votre équipe projet. Vous pouvez l'adapter à vos besoins. (1 projet = 1 fiche action)

Télécharger la Fiche Action Type (docx)

Comment évaluer l'impact numérique (PDF)

Xmind > outil de cartographie mentale.

Le logiciel est installé sur chaque PC. Il permet d'organiser ses idées, de faire un brainstorming, Demander une formation !

En envoyant un mail à florence.lacroix@cenon.fr

PLANIFICATION

Planning

Le planning s'avere un outil indispensable pour gérer la plannification de votre projet. Nous vous proposons un planning type réalisé avec Excel.

Télécharger un planning type Excel > semaine (.xlsx)

<u>Télécharger un planning Excel > jour (.xlsx)</u>

Gant > Outil de gestion projet et plannification

Le logiciel est installé sur chaque PC.

EXECUTION

Fiche de suivi

Nous vous proposons une fiche de suivi pour mentionner les derniers éléments important de votre projet.

Télécharger une fiche de suivi (.pptx)

Télécharger une fiche de suivi dédiée à l'info des médias (.docx)

Financement

Pour financer votre action vous pouvez avoir besoin d'établir un plan de financement.

Télécharger un plan de financement (.xlsx)

Pilotage

Vos fonctions peuvent necessiter un pilotage de plusieurs actions. Pour plus de facilité nous vous proposons un modèle de document permettant un pilotage macro de plusieurs projets.

Télécharger un tableau de pilotage macro des projets (.xls)

Commande publique

Vous pouvez retrouver tous les documents relatifs à la procédure de commande publique sur l'intranet dans la rubrique **Guide et tutoriel**

Commande publique

EVALUATION

A venir...